



CONVOCATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE • 20 MAI 2021
NOTICE OF MEETING – GENERAL MEETING • MAY 20, 2021



PIONEERING DIAGNOSTICS

bioMérieux S.A.
Société anonyme au capital de 12 029 370 €
Siège social : 69280 Marcy l'Etoile
673 620 399 RCS Lyon

CONVOCATION À L'ASSEMBLEE GÉNÉRALE DU 20 MAI 2021

NOTICE OF MEETING OF THE GENERAL MEETING ON MAY 20TH, 2021

Cette convocation est établie en français et en anglais.

Tous les documents mis à disposition des actionnaires peuvent être consultés et téléchargés depuis le site Internet de la Société www.biomerieux.com (Rubrique Investisseurs > Espace Actionnaires > Assemblée Générale).

Pour tout renseignement, vous pouvez contacter bioMérieux à l'adresse électronique suivante investor.relations@biomerieux.com.

This notice meeting is both in French and English.

All documents made available to shareholders can be consulted and downloaded from the company website at www.biomerieux.com (Investors > Shareholders Area > General Shareholders Meetings).

For any request, please contact bioMérieux at the following electronic address investor.relations@biomerieux.com.

CONVOCATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 20 MAI 2021

NOTICE OF MEETING OF THE GENERAL MEETING ON MAY 20TH, 2021

Mesdames et Messieurs les actionnaires de la société bioMérieux (la « Société ») sont convoqués à l'Assemblée générale mixte qui se tiendra le 20 mai 2021, à 14 heures, au 376, Chemin de l'Orme à Marcy l'Etoile (69280).

The shareholders of bioMérieux (the "Company") are hereby invited to attend the Ordinary and Extraordinary Shareholders' Meeting to be held at 2:00 p.m. (CEST) on May 20, 2021 at 376 Chemin de l'Orme, Marcy l'Etoile (69280), France.

AVERTISSEMENT – SITUATION SANITAIRE

Dans le contexte de la crise sanitaire actuelle, la Société pourrait être amenée à modifier les modalités de participation à l'Assemblée générale du 20 mai 2021. Ainsi, dans l'hypothèse où les conditions prévues par l'ordonnance n° 2020-321 du 25 mars 2020 (telle que modifiée par l'ordonnance n°2020-1497 du 2 décembre 2020) et le décret n°2020-418 du 10 avril 2020 (tel que modifié par le décret n° 2020-1614 du 18 décembre 2020), prorogés par le décret n°2021-255 du 9 mars 2021, seraient toujours remplies et/ou que les conditions sanitaires le nécessiteraient, l'Assemblée générale pourrait être organisée à huis clos.

En conséquence, les actionnaires sont invités à consulter régulièrement le site internet de la Société www.biomerieux.com (Rubrique Investisseurs > Espace Actionnaires > Assemblée Générale) qui pourrait être mis à jour pour préciser les modalités définitives de participation à cette Assemblée générale en fonction des impératifs sanitaires et/ou légaux.

En outre, eu égard à la circulation du COVID-19 et aux préconisations du Gouvernement visant à éviter les rassemblements publics, le Conseil d'administration invite à la plus grande prudence dans ce contexte et recommande à chaque actionnaire de privilégier le vote par correspondance ou le pouvoir au Président plutôt qu'une présence physique.

La Société a pris toutes les mesures pour faciliter le vote à distance afin que les actionnaires puissent également voter sans participer physiquement à l'Assemblée Générale par des moyens de vote à distance en utilisant soit le formulaire de vote par correspondance, prévu à cet effet et disponible sur le site internet de bioMérieux www.biomerieux.com (Rubrique Investisseurs > Espace Actionnaires > Assemblée Générale) soit en se connectant à la plateforme de vote sécurisée VOTACCESS.

Les actionnaires sont encouragés à privilégier la transmission de toutes leurs demandes et documents par voie électronique à l'adresse suivante : investor.relations@biomerieux.com.

L'Assemblée générale mixte aura pour objet de délibérer et statuer sur l'ordre du jour et les projets de résolutions suivants :

The purpose of the Ordinary and Extraordinary Shareholders' Meeting is to deliberate and decide on the following agenda and draft resolutions:

ORDRE DU JOUR / AGENDA

1. DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE / RESOLUTIONS SUBMITTED TO THE ORDINARY GENERAL MEETING

1. Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2020 ; approbation du montant global des dépenses et charges visées à l'article 39-4 du Code Général des Impôts ;
Approval of the parent company financial statements for the year ended December 31, 2020; approval of the total amount of expenses and costs falling within the scope of Article 39-4 of the French Tax Code
2. Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2020 ;
Approval of the consolidated financial statements for the year ended December 31, 2020

3. Quitus aux administrateurs ;
Granting of discharge to the directors
4. Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2020 ;
Appropriation of profit for the year ended December 31, 2020
5. Approbation de la convention réglementée conclue par la Société avec l'Institut Mérieux relative à un avenant au contrat de prestations de services avec l'Institut Mérieux et présentée dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes ;
Approval of the related-party agreement entered into by the Company with Institut Mérieux regarding an addendum to the services agreement with Institut Mérieux, as described in the Statutory Auditors' special report
6. Approbation de la convention réglementée conclue par la Société avec la Fondation Mérieux relative au versement d'une enveloppe supplémentaire de 12 000 000 € dans le cadre du contrat de mécénat avec la Fondation Mérieux et présentée dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes ;
Approval of the related-party agreement entered into by the Company with Fondation Mérieux regarding the payment of an additional €12,000,000 under the sponsorship agreement with Fondation Mérieux, as described in the Statutory Auditors' special report
7. Approbation de la convention réglementée conclue par la Société avec la Fondation Mérieux relative au versement d'une enveloppe supplémentaire de 500 000 € dans le cadre du contrat de mécénat avec la Fondation Mérieux et présentée dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes ;
Approval of the related-party agreement entered into by the Company with Fondation Mérieux regarding the payment of an additional €500,000 under the sponsorship agreement with Fondation Mérieux, as described in the Statutory Auditors' special report
8. Approbation de la convention réglementée conclue par la Société avec le Fonds de dotation bioMérieux relative au versement d'une dotation initiale de 20 000 000 € au Fonds de dotation bioMérieux et présentée dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes ;
Approval of the related-party agreement entered into by the Company with the bioMérieux Endowment Fund regarding the payment of an initial endowment of €20,000,000 to the bioMérieux Endowment Fund, as described in the Statutory Auditors' special report
9. Renouvellement du mandat de Monsieur Alain MERIEUX en qualité de Président Fondateur ;
Renewal of the term of office of Alain Mérieux as founding Chairman
10. Renouvellement du mandat de Madame Marie-Paule KIENY en qualité d'administrateur ;
Renewal of the term of office of Marie-Paule Kieny as a director
11. Renouvellement du mandat de Madame Fanny LETIER en qualité d'administrateur ;
Renewal of the term of office of Fanny Letier as a director
12. Approbation de la politique de rémunération des mandataires sociaux conformément à l'article L. 22-10-8 du Code de Commerce ;
Approval of the compensation policy for corporate officers in accordance with Article L.22-10-8 of the French Commercial Code
13. Approbation de la politique de rémunération du Président-Directeur Général conformément à l'article L. 22-10-8 du Code de Commerce ;
Approval of the compensation policy for the Chairman and Chief Executive Officer in accordance with Article L.22-10-8 of the French Commercial Code
14. Approbation de la politique de rémunération du Directeur Général Délégué conformément à l'article L. 22-10-8 du Code de Commerce ;
Approval of the compensation policy for the Chief Operating Officer in accordance with Article L.22-10-8 of the French Commercial Code
15. Approbation de la politique de rémunération des administrateurs conformément à l'article L. 22-10-8 du Code de Commerce ;
Approval of the compensation policy for directors in accordance with Article L.22-10-8 of the French Commercial Code
16. Approbation des éléments de rémunérations versés ou attribués aux mandataires sociaux au titre de l'exercice 2020 ;
Approval of the components of compensation paid or allocated to corporate officers in respect of the year ended December 31, 2020
17. Approbation des éléments de rémunération versés ou attribués à Monsieur Alexandre MERIEUX, au titre de son mandat de Président-Directeur Général au titre de l'exercice 2020 ;
Approval of the components of compensation paid or allocated to Alexandre Mérieux as Chairman and Chief Executive Officer in respect of the year ended December 31, 2020
18. Approbation des éléments de rémunération versés ou attribués à Monsieur Pierre BOULUD, au titre de son mandat de Directeur Général Délégué au titre de l'exercice 2020 ;
Approval of the components of compensation paid or allocated to Pierre Boulud as Chief Operating Officer in respect of the year ended December 31, 2020
19. Autorisation donnée au Conseil d'administration en vue de l'achat par la Société de ses propres titres.
Authorization given to the Board of Directors to enable the Company to buy back its own shares

2. DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE / RESOLUTIONS SUBMITTED TO THE EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

20. Autorisation conférée au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital social de la Société par annulation d'actions auto-détenues ;
Authorization given to the Board of Directors to reduce the Company's share capital by canceling treasury shares
21. Autorisation à donner au Conseil d'administration, à l'effet de décider d'augmenter le capital social par voie d'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires ;
Authorization to be given to the Board of Directors to decide to increase the share capital by issuing ordinary shares and/or securities giving access to the Company's share capital or giving the right to the allocation of debt securities, with pre-emptive subscription rights
22. Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet de décider d'augmenter le capital social par voie d'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires par offres au public autres que celles visées à l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier et/ou en rémunération de titres dans le cadre d'une offre publique d'échange ;
Authorization to be given to the Board of Directors to decide to increase the share capital by issuing ordinary shares and/or securities giving access to the Company's share capital or giving the right to the allocation of debt securities, without pre-emptive subscription rights, by way of a public offer other than offers governed by Article L.411-2 of the French Monetary and Financial Code and/or offered in payment for securities tendered in a public exchange offer
23. Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet de décider d'augmenter le capital social par voie d'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ou donnant droit à l'attribution de titres de créances avec suppression du droit préférentiel de souscription dans le cadre d'une offre visée au paragraphe II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier ;
Authorization to be given to the Board of Directors to decide to increase the share capital by issuing ordinary shares and/or securities giving access to the Company's share capital or giving the right to the allocation of debt securities, without pre-emptive subscription rights, by way of an offer governed by Article L.411-2 II of the French Monetary and Financial Code
24. Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet de fixer, selon les modalités déterminées par l'Assemblée générale, le prix d'émission des actions ordinaires et/ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription ;
Authorization to be given to the Board of Directors to set the issue price of the ordinary shares and/or securities giving access to the Company's share capital, without pre-emptive subscription rights, in accordance with the conditions laid down by the Annual General Meeting
25. Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet de décider d'augmenter le nombre d'actions, titres ou valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ou donnant droit à l'attribution de titres de créances à émettre en cas d'augmentation de capital ;
Authorization to be given to the Board of Directors to decide to increase the number of shares and/or securities giving access to the Company's share capital or giving the right to the allocation of debt securities to be issued in the event of a capital increase
26. Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet de décider d'augmenter le capital social par voie d'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société sans droit préférentiel de souscription dans le cadre d'apports en nature consentis à la Société ;
Authorization to be given to the Board of Directors to decide to increase the share capital by issuing ordinary shares and/or securities giving access to the Company's share capital, without pre-emptive subscription rights, as consideration for contributions in kind made to the Company
27. Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet de décider d'augmenter le capital social par voie d'incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres ;
Authorization to be given to the Board of Directors to decide to increase the share capital through the capitalization of additional paid-in capital, reserves, profits or other items
28. Autorisation à donner au Conseil d'administration en vue d'émettre, sans droit préférentiel de souscription des actionnaires, des actions en conséquence de l'émission par des filiales et/ou la société mère de la Société de valeurs mobilières donnant accès à des actions et/ou d'autres valeurs mobilières à émettre par la Société ;
Authorization to be given to the Board of Directors to issue, without pre-emptive subscription rights for existing shareholders, shares resulting from the issue of securities, by subsidiaries and/or the Company's parent company, giving access to shares and/or other securities to be issued by the Company
29. Autorisation à donner au Conseil d'administration, pour une durée de trente-huit mois, à l'effet de procéder à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires ;
Authorization to be given to the Board of Directors for a period of thirty-eight months to grant free shares, existing or to be issued, without pre-emptive subscription rights
30. Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet de procéder à une augmentation de capital réservée aux salariés adhérents au plan épargne entreprise ;
Authorization to be given to the Board of Directors to carry out a capital increase reserved for employees participating in a company savings plan
31. Suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit des salariés adhérents au plan épargne entreprise ;
Cancellation of shareholders' pre-emptive subscription rights in favor of employees participating in a company savings plan
32. Limitation globale des autorisations ;
Overall limit on authorizations to issue shares

33. Mise à jour des articles 12, 14, 15 et 17 des statuts sociaux ;
Amendments to Articles 12, 14, 15 and 17 of the Company's bylaws
34. Approbation de la transformation de la Société par adoption de la forme de société européenne et des termes du projet de transformation ;
Approval of the conversion of the Company into a European Company (Societas Europaea) and the terms of the proposed conversion
35. Adoption des statuts de la Société sous sa nouvelle forme de société européenne ;
Adoption of the Company's bylaws in its new legal form as a European Company
36. Pouvoirs à tout porteur d'un original du présent procès-verbal afin d'effectuer les formalités.
Full powers granted to the bearer of an original copy of the minutes of this Meeting for the purpose of completing formalities

Le texte intégral des résolutions soumises par le Conseil d'administration à l'approbation de l'Assemblée générale a été publié dans l'avis préalable de réunion inséré dans le Bulletin d'Annonces Légales Obligatoires du vendredi 9 avril 2021, bulletin n° 43.

Modalités de participation à l'Assemblée générale

L'Assemblée se compose de tous les actionnaires, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède.

Conformément à l'article R. 22-10-28 du Code de commerce, les actionnaires devront justifier de la propriété de leurs actions, au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée générale, soit le 18 mai 2021, zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus pour la Société par son mandataire, BNP PARIBAS Securities Services, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par un intermédiaire habilité.

Les actionnaires peuvent participer à l'Assemblée générale (i) en y assistant personnellement, (ii) en votant par correspondance, (iii) en se faisant représenter en donnant pouvoir au Président de l'Assemblée générale, à leur conjoint ou partenaire avec lequel a été conclu un pacte civil de solidarité, ou à un autre actionnaire, ou à toute autre personne (physique ou morale) de leur choix dans les conditions prévues à l'article L. 22-10-39 du Code de commerce ou encore sans indication de mandataire ; il est précisé que pour toute procuration donnée par un actionnaire sans indication de mandataire, le Président de l'Assemblée générale émettra un vote favorable à l'adoption des projets de résolutions présentés ou agréés par le Conseil d'administration et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolutions, ou (iv) en votant sur internet via la plateforme sécurisée VOTACCESS.

Conformément aux dispositions de l'article R. 22-10-28 du Code de commerce, lorsque l'actionnaire aura déjà exprimé son vote à distance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission ou une attestation de participation pour assister à l'Assemblée générale, il ne pourra plus choisir un autre mode de participation à l'Assemblée générale. Il peut toutefois céder tout ou partie de ses actions.

1. Les actionnaires désirant assister personnellement à cette Assemblée générale pourront demander une carte d'admission par voie postale ou par internet :

Pour les actionnaires au nominatif :

- soit auprès des services de BNP PARIBAS Securities Services - CTO Assemblées Générales – Grands Moulins de Pantin – 9 rue du Débarcadère - 93761 Pantin Cedex ;
- soit en faisant sa demande en ligne sur la plateforme sécurisée VOTACCESS accessible via le site Planetshares dont l'adresse est la suivante : <https://planetshares.bnpparibas.com>.

Le titulaire d'actions inscrites au nominatif pur devra se connecter au site Planetshares avec ses codes d'accès habituels. Le titulaire d'actions inscrites au nominatif administré devra se connecter au site Planetshares en utilisant son numéro d'identifiant qui se trouve en haut et à droite de son formulaire de vote papier. Dans le cas où l'actionnaire n'est plus en possession de son identifiant et/ou son mot de passe, il peut contacter le numéro 0 826 109 119 depuis la France et +33 1 55 77 40 57 depuis l'étranger.

Après s'être connecté, l'actionnaire au nominatif devra suivre les indications données à l'écran afin d'accéder au site VOTACCESS et demander une carte d'admission.

- soit se présenter le jour de l'Assemblée directement au guichet spécialement prévu à cet effet muni d'une pièce d'identité.

Pour les actionnaires au porteur :

- soit demander à l'intermédiaire qui gère ses titres qu'une carte d'admission lui soit adressée ;
- soit, si l'intermédiaire habilité qui assure la gestion de son compte titres est connecté au site VOTACCESS, demander une carte d'admission par voie électronique selon les modalités suivantes : après s'être identifié sur le portail internet de cet intermédiaire avec ses codes d'accès habituels, il devra cliquer sur l'icône qui apparaît sur la ligne correspondant à ses actions bioMérieux et suivre les indications données à l'écran afin d'accéder au site VOTACCESS et demander une carte d'admission.

2. Les actionnaires n'assistant pas personnellement à cette Assemblée générale et souhaitant voter par correspondance ou par procuration dans les conditions légales et réglementaires, notamment celles prévues aux articles L. 225-106 et L.22-10-39 du Code de commerce, pourront :

Pour les actionnaires au nominatif : renvoyer le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration qui lui sera adressé avec la convocation, sauf s'il a demandé à être convoqué par voie électronique, à l'adresse suivante : BNP PARIBAS Securities Services - CTO Assemblées Générales – Grands Moulins de Pantin – 9 rue du Débarcadère - 93761 Pantin Cedex.

Pour les actionnaires au porteur : demander le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration auprès de l'intermédiaire qui gère ses titres à compter de la date de convocation de l'Assemblée générale ; ce formulaire unique devra être accompagné d'une attestation de participation délivrée par l'intermédiaire financier et adressé à : BNP PARIBAS Securities Services - CTO Assemblées Générales – Grands Moulins de Pantin – 9 rue du Débarcadère - 93761 Pantin Cedex.

Pour être pris en compte, le formulaire de vote accompagné de l'attestation de participation préalablement établie, devront être reçus par bioMérieux ou BNP PARIBAS Securities Services, au plus tard 3 jours calendaires avant la date de réunion de cette Assemblée générale, soit le 17 mai 2021.

3. Les actionnaires pourront voter sur internet via le site sécurisé VOTACCESS, ouvert du 30 avril 2021 au 19 mai 2021 à 15 heures (heure de Paris).

Pour l'actionnaire au nominatif :

- se connecter à VOTACCESS via le site internet Planetshares : <https://planetshares.bnpparibas.com>;
- le titulaire d'actions au nominatif pur devra se connecter au site Planetshares avec ses codes d'accès habituels. Le titulaire d'actions au nominatif administré devra se connecter au site Planetshares en utilisant son numéro d'identifiant qui se trouve en haut et à droite de son formulaire de vote papier. Dans le cas où

l'actionnaire n'est plus en possession de son identifiant et/ou son mot de passe, il peut contacter le 0 826 109 119 depuis la France et +33 1 55 77 40 57 depuis l'étranger.

Après s'être connecté, l'actionnaire devra suivre les indications données à l'écran afin d'accéder au site VOTACCESS et voter.

Pour l'actionnaire au porteur :

- se connecter au portail de l'établissement teneur de son compte avec ses codes d'accès habituels et cliquer sur l'icône qui apparaît sur la ligne correspondant à ses actions bioMérieux pour accéder au site VOTACCESS ;
- suivre la procédure indiquée à l'écran. Seul l'actionnaire au porteur dont l'établissement teneur de compte a adhéré au site VOTACCESS pourra voter par internet. Le teneur de compte titres de l'actionnaire au porteur, qui n'adhère pas à VOTACCESS ou soumet l'accès du site à des conditions d'utilisation, indiquera à l'actionnaire comment procéder.

Il est recommandé aux actionnaires de ne pas attendre les derniers jours pour voter, afin d'éviter d'éventuels engorgements des communications par internet.

4. Notification de la désignation et de la révocation d'un mandataire

Pour être valablement prises en compte, les désignations ou révocations de mandat à une personne autre que le Président de l'Assemblée devront être reçues au plus tard le 3^{ème} jour précédant la tenue de l'Assemblée, soit le 17 mai 2021, lorsqu'il s'agit d'un envoi postal, et au plus tard la veille de la réunion de l'Assemblée, soit le 19 mai, à 15 heures, lorsqu'il s'agit d'un envoi électronique, selon l'une des modalités suivantes :

- soit via VOTACCESS, selon les modalités décrites ci-dessus ;
- soit par courrier à l'adresse : BNP PARIBAS Securities Services - CTO Assemblées Générales – Grands Moulins de Pantin – 9 rue du Débarcadère - 93761 Pantin Cedex ;
- soit par e-mail à l'adresse paris.bp2s.france.cts.mandats@bnpparibas.com. Ce courrier électronique devra impérativement contenir les informations suivantes : le nom de la société concernée (bioMérieux), la date de l'assemblée (20 mai 2021), vos nom, prénom, adresse, références bancaires ainsi que les nom, prénom et si possible l'adresse du mandataire que vous souhaitez désigner. Si vous êtes actionnaire au porteur, vous devrez impérativement demander à l'intermédiaire financier qui assure la gestion de votre compte titres, d'envoyer une confirmation écrite de votre demande à BNP PARIBAS Securities Services - CTO Assemblées Générales – Grands Moulins de Pantin – 9 rue du Débarcadère - 93761 Pantin Cedex.

Seules les notifications de désignation ou révocation de mandats pourront être adressées à cette adresse électronique, toute autre demande ou notification portant sur un autre objet ne pourra ni être prise en compte ni traitée.

Demande d'inscription de projets de résolutions ou de points à l'ordre du jour

Un ou plusieurs actionnaires représentant au moins la fraction du capital prévue par les dispositions légales et réglementaires applicables, peuvent requérir l'inscription de points à l'ordre du jour ou de projets de résolutions dans les conditions prévues aux articles

L. 225-105 et R. 225-71 à R. 225-73 et R.22-10-22 du Code de commerce.

Les demandes d'inscription de points ou de projets de résolutions à l'ordre du jour par les actionnaires remplissant les conditions légales devront parvenir, dans les conditions prévues par l'article R. 225-73 du Code de commerce, au siège social de la Société par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard le 25^{ème} jour calendaire avant la date fixée pour la tenue de l'Assemblée générale, soit le 26 avril 2021.

Elles doivent être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte qui justifie de la détention ou de la représentation par les auteurs de la demande de la fraction du capital exigée par l'article R. 225-71 susvisé. La demande d'inscription de projets de résolution devra en outre être accompagnée du texte des projets de résolution et la demande d'inscription de points à l'ordre du jour devra être motivée.

L'examen par l'Assemblée des points et projets de résolutions déposés par les actionnaires dans les conditions légales et réglementaires est subordonné à la transmission par les auteurs de la demande d'une nouvelle attestation justifiant de l'inscription en compte des titres dans les mêmes conditions au plus tard le deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée générale.

Ces points ou ces projets de résolutions nouveaux seront inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée et portés à la connaissance des actionnaires dans les conditions déterminées par la réglementation en vigueur.

Questions écrites

Conformément à l'article R. 225-84 du Code de commerce, tout actionnaire peut poser des questions écrites au Président du Conseil d'administration à compter de la présente insertion. Ces questions doivent être adressées à l'attention du Président du Conseil d'administration à l'adresse électronique suivante investor.relations@biomerieux.com, au plus tard le 4^{ème} jour ouvré précédant la date de l'Assemblée générale, soit le 16 mai 2021. Elles doivent être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte.

L'ensemble des questions écrites et des réponses qui y sont apportées, seront publiées sur le site internet de la Société www.biomerieux.com (Rubrique Investisseurs > Espace Actionnaires > Assemblée Générale) dans les délais requis par la réglementation.

Droit de communication des actionnaires

Les actionnaires pourront se procurer les documents prévus aux articles R. 225-81 et R. 225-83 du Code de commerce par simple demande adressée à l'adresse électronique suivante investor.relations@biomerieux.com ou à BNP PARIBAS Securities Services.

Les documents qui doivent être tenus à la disposition des actionnaires dans le cadre de l'Assemblée seront mis à disposition au siège social de la Société, dans les délais légaux.

Les documents et informations mentionnés à l'article R. 22-10-23 du code de commerce destinés à être présentés à l'Assemblée seront mis à la disposition sur le site internet de la Société www.biomerieux.com (Rubrique Investisseurs > Espace Actionnaires > Assemblée Générale), au plus tard à compter du 21^{ème} jour avant l'Assemblée générale, soit le 29 avril 2021.

The full text of resolutions proposed by Board of Directors to the General Meeting has been published in the preliminary notice inserted in the French Bulletin of Compulsory Legal Announcements (Bulletin des Annonces Légales Obligatoires) on April 9, 2021 (number 43).

How to participate in the Annual General Meeting

All shareholders have the right to attend the Annual General Meeting, irrespective of the number of shares they hold.

In accordance with Article R. 22-10-28 of the French Commercial Code (Code de Commerce), shareholders must provide proof of ownership of their shares by the second business day preceding the Annual General Meeting, i.e., by 00:00 a.m. (CEST) on the morning of May 18, 2021, either in the registered share accounts kept on the Company's behalf by its authorized agent, BNP PARIBAS Securities Services, or in the bearer share accounts held by an authorized intermediary.

Shareholders may participate in the Annual General Meeting (i) by attending in person, (ii) by voting by post, (iii) by giving a proxy to the Chairman of the Meeting, to their spouse or the partner with whom they have entered into a civil union, to another shareholder, to any other individual or legal entity of their choice under the conditions provided for in Article L.22-10-39 of the French Commercial Code (Code de Commerce), or without indicating a proxy; it is specified that for any proxy given by a shareholder without indicating a proxy, the Chairman of the Meeting will vote to adopt the proposed resolutions presented or supported by the Board of Directors and vote against all other proposed resolutions, or (iv) by voting on the Internet via the VOTACCESS secure platform.

In accordance with the provisions of Article R.22-10-28 of the French Commercial Code, any shareholder who has already cast a postal vote, sent a proxy form or requested an admittance card or a share ownership certificate to attend the Annual General Meeting may no longer choose another means of participating in the Annual General Meeting. However, they may sell all or some of their shares.

1. Shareholders wishing to attend the Annual General Meeting in person may request an admittance card by post or online:

For holders of registered shares:

- either contact BNP PARIBAS Securities Services – CTO Assemblées Générales – Grands Moulins de Pantin – 9 rue du Débarcadère – 93761 Pantin Cedex,
- or apply online on the secure VOTACCESS platform accessible via the Planetshares website at the following address: <https://planetshares.bnpparibas.com>.

Holders of pure registered shares should log on to the Planetshares website using their usual access codes. Holders of shares registered in administered registered form should log on to the Planetshares website using their identifier number, which can be found in the top right-hand corner of the paper voting form. Shareholders who have forgotten their login and/or password may call 0 826 109 119 from France or +33 1 55 77 40 57 from abroad.

After logging on, registered shareholders must follow the instructions on the screen to access the VOTACCESS site and request an admittance card.

- or, on the day of the Meeting, go directly to the counter specially provided for this purpose with an identity document.

For holders of bearer shares:

- either ask the intermediary who manages your shares to send you an admittance card;
- or, if the authorized intermediary who manages your account is connected to the VOTACCESS website, request an admittance card electronically as follows: after logging on to the intermediary's Internet portal with your usual access codes, click on the icon appearing on the line corresponding to your bioMérieux shares and follow the instructions on the screen to access the VOTACCESS site and request an admittance card.

2. Shareholders not attending the Annual General Meeting in person and who wish to vote by post or by proxy under the legal and regulatory conditions, in particular those provided for in Articles L.225-106 and L.22-10-39 of the French Commercial Code, may:

For holders of registered shares: return the single postal voting form or proxy form, which will be sent with the notice of meeting, unless you have requested to receive the notice by electronic means, to the following address: BNP PARIBAS Securities Services – CTO Assemblées Générales – Grands Moulins de Pantin – 9 rue du Débarcadère – 93761 Pantin Cedex.

For holders of bearer shares: request the single postal voting form or proxy form from the intermediary who manages your shares as of the date the Annual General Meeting is convened; this single form must be accompanied by a share ownership certificate issued by the financial intermediary and sent to: BNP PARIBAS Securities Services – CTO Assemblées Générales – Grands Moulins de Pantin – 9 rue du Débarcadère – 93761 Pantin Cedex.

To be taken into account, the voting form and the share ownership certificate must be received by bioMérieux or BNP PARIBAS Securities Services no later than three calendar days prior to the date of the Annual General Meeting, i.e., by May 17, 2021.

3. Shareholders will be able to vote online via the secure VOTACCESS website, which will be open from April 30, 2021 to May 19, 2021 at 3:00 p.m. (CEST).

For holders of registered shares:

- log on to VOTACCESS via the Planetshares website: <https://planetshares.bnpparibas.com>;
- holders of pure registered shares should log on to the Planetshares website using their usual access codes. Holders of administered registered shares should log on to the Planetshares website using their login number, which can be found in the top right-hand corner of the printed voting form. Shareholders who have forgotten their login and/or password may call 0 826 109 119 from France or +33 1 55 77 40 57 from abroad.

After logging on, shareholders must follow the instructions on the screen to access the VOTACCESS site and vote.

For holders of bearer shares:

- log on to the portal of the company that holds your account with your usual access codes and click on the icon appearing on the line corresponding to your bioMérieux shares to access the VOTACCESS site ;
- follow the procedure indicated on the screen. Only holders of bearer shares whose account-holding institution has joined the VOTACCESS website may vote online. If the holder of your securities account has not joined VOTACCESS or subjects access to the site to conditions of use, it must tell shareholders how to proceed.

Shareholders are advised not to wait until the last few days to vote, in order to avoid possible congestion in Internet communications.

4. Notification of the appointment or revocation of a proxy

To be valid, appointments or revocations of proxies other than the Chairman of the Meeting must be received no later than the third day before the Meeting when submitted by post, i.e., May 17, 2021, or no later than the day before the Meeting when submitted electronically, i.e., 3:00 p.m. (CEST) on May 19, 2021, in one of the following ways:

either via VOTACCESS, as described above;

- or by post to the following address: BNP PARIBAS Securities Services – CTO Assemblées Générales – Grands Moulins de Pantin – 9 rue du Débarcadère – 93761 Pantin Cedex.
- or by email to: paris.bp2s.france.cts.mandats@bnpparibas.com. This email must contain the following information: the name of the company concerned (bioMérieux), the date of the meeting (May 20, 2021), your last name, first name, address and bank details, and the last name, first name and, if possible, address of the proxy you wish to appoint. If you are a bearer shareholder,

you must ask the financial intermediary who manages your securities account to send written confirmation to the following address: BNP PARIBAS Securities Services – CTO Assemblées Générales – Grands Moulins de Pantin – 9 rue du Débarcadère – 93761 Pantin Cedex.

Only notice of the appointment or revocation of proxies may be sent to this email address; requests or notices relating to any other matters will not be processed and/or taken into account.

Request for the inclusion of draft resolutions or items on the agenda

One or more shareholders representing at least the fraction of the capital provided for by the applicable legal and regulatory provisions may request the inclusion of items on the agenda or draft resolutions under the conditions provided for in Articles L.225-105 and R.225-71 to R.225-73 and R.22-10-22 of the French Commercial Code.

In accordance with the conditions set out in Article R.225-73 of the French Commercial Code, requests for the inclusion of items or draft resolutions on the agenda by shareholders meeting the legal requirements must reach the Company's registered office by registered letter with acknowledgment of receipt no later than the twenty-fifth calendar day before the date set for the Annual General Meeting, i.e., by April 26, 2021.

They must be accompanied by a certificate of account registration proving that the authors of the request hold or represent the fraction of the capital required by the aforementioned Article R.225-71. The request for the inclusion of draft resolutions must also be accompanied by the text of the draft resolutions, and the request for the inclusion of items on the agenda must be accompanied by a short explanatory statement.

Items or draft resolutions submitted by shareholders in accordance with the law will be reviewed at the Annual General Meeting provided such shareholders have submitted a request for a new certificate

proving registration of their shares in the account under the same conditions no later than the second business day preceding the Annual General Meeting.

These new items or draft resolutions will be placed on the agenda of the Meeting and brought to the attention of the shareholders under the conditions determined by the regulations in force.

Written questions

In accordance with Article R.225-84 of the French Commercial Code, all shareholders may submit questions in writing to the Chairman of the Board of Directors upon receipt of this notice. Any questions must be sent to the Chairman of the Board of Directors at the following email address investor.relations@biomerieux.com, no later than the fourth business day preceding the date of the Annual General Meeting, i.e., May 16, 2021, accompanied by a share ownership certificate.

All written questions and answers will be published on the Company's website at www.biomerieux.com (Investors > Shareholder Area > General Shareholders' Meeting) within the time limits imposed by the regulations.

Shareholders' right of communication

Shareholders may obtain the documents referred to in Articles R.225-81 and R.225-83 of the French Commercial Code by sending a simple request by email to investor.relations@biomerieux.com or to BNP Paribas Securities Services.

The documents that must be made available to the shareholders in connection with the Meeting will be made available at the Company's registered office within the legal time limits.

The documents and information referred to in Article R.22-10-23 of the French Commercial Code that are to be presented at the Meeting will be made available on the Company's website at www.biomerieux.com (Investors > Shareholder Area > General Shareholders' Meeting), no later than from the twenty-first day before the Annual General Meeting, i.e., April 29, 2021.

TEXTE DES RESOLUTIONS / TEXT OF RESOLUTIONS

I. DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE / WITHIN THE COMPETENCE OF THE ORDINARY GENERAL MEETING

PREMIERE RESOLUTION / FIRST RESOLUTION

Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2020 ; approbation du montant global des dépenses et charges visées à l'article 39-4 du Code Général des Impôts

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2020, du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport général des Commissaires aux comptes sur les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2020, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2020 tels qu'ils lui ont été présentés, lesquels font apparaître un bénéfice de net de 23 812 951,44 euros. Elle approuve également les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

En application de l'article 223 quater du Code Général des Impôts, l'Assemblée générale approuve le montant global des dépenses et charges visées à l'article 39-4 du Code Général des Impôts non déductibles des résultats imposables, qui s'élèvent à la somme de 518 635 euros pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 ainsi que celui de l'impôt supporté par la Société du fait de la non-déductibilité, soit 160 777 euros. Par ailleurs, l'Assemblée générale prend acte du contenu du relevé détaillé des catégories de dépenses visées au 5 de l'article 39 prévu à l'article 223 quinquies du Code Général des Impôts.

Approval of the parent company financial statements for the year ended December 31, 2020; approval of the total amount of expenses and costs falling within the scope of Article 39-4 of the French Tax Code

Voting in accordance with the quorum and majority rules applicable to ordinary shareholders' meetings, and having considered the parent company financial statements for the year ended December 31, 2020, the Board of Directors' management report and the Statutory Auditors' report on the parent company financial statements for the year ended December 31, 2020, the shareholders approve the parent company financial statements for the year ended December 31, 2020 as submitted to them, showing net income of €23,812,951.44. They also approve the transactions reflected in those financial statements or summarized in those reports.

In accordance with Article 223 quater of the French Tax Code (Code général des impôts), the shareholders approve the total amount of non-deductible costs and expenses referred to in Article 39-4 of said Code, which amounted to €518,635 for the year ended December 31, 2020, as well as the amount of tax paid by the Company in light of their non-deductible nature, i.e., €160,777. In addition, the shareholders take note of the detailed list of the expense categories referred to in paragraph 5 of Article 39 of the French Tax Code and presented in accordance with Article 223 quinquies of said Code.

DEUXIEME RESOLUTION / SECOND RESOLUTION

Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2020

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'administration sur la gestion du Groupe, du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2020 et desquels il résulte, pour ledit exercice, un bénéfice net consolidé de 402 678 126,08 euros, approuve les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2020 tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans le rapport sur la gestion du Groupe.

Approval of the consolidated financial statements for the year ended December 31, 2020

Voting in accordance with the quorum and majority rules applicable to ordinary shareholders' meetings, and having considered the Board of Directors' report on the management of the Group and the Statutory Auditors' report on the consolidated financial statements for the year ended December 31, 2020, which show consolidated net income of €402,678,126.08, the shareholders approve the consolidated financial statements for the year ended December 31, 2020 as submitted to them, as well as the transactions reflected in those financial statements or summarized in the Group management report.

TROISIEME RESOLUTION / THIRD RESOLUTION

Quitus aux administrateurs

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance (i) du rapport de gestion du Conseil d'administration, (ii) du rapport sur le gouvernement d'entreprise et (iii) du rapport des Commissaires aux comptes sur ce rapport, prend acte de leur contenu respectif, donne aux administrateurs quitus de l'exécution de leur mandat pour l'exercice écoulé.

Granting of discharge to the directors

Voting in accordance with the quorum and majority rules applicable to ordinary shareholders' meetings, and having considered (i) the Board of Directors' management report, (ii) the corporate governance report, and (iii) the Statutory Auditors' report thereon, the shareholders take note of the content of those reports and grant discharge to the directors for their duties during the previous financial year.

QUATRIEME RESOLUTION / FOURTH RESOLUTION

Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2020

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, en conséquence de la première résolution, constate que (i) la réserve légale est dotée à plus de 10 % du capital et que (ii) le bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2020 fait apparaître un bénéfice de 23 812 951,44 euros qui, augmenté du « report à nouveau » bénéficiaire de 117 597 841,77 euros, établit le bénéfice distribuable à 141 410 793,21 euros.

Elle décide, sur la proposition du Conseil d'administration, d'affecter ce bénéfice distribuable de la manière suivante :

- une somme de 10 000 000,00 euros sera virée au compte « Réserve générale » qui se trouvera portée de 855 000 000,28 euros à 865 000 000,28 euros
- une somme de 0 euros sera virée au compte « Réserve spéciale pour Mécénat » qui se trouvera portée de 993 092,58 euros à 993 092,58 euros ;
- une somme de 73 383 956,40 euros est distribuée à titre de dividendes ;
- le solde soit 58 026 836,81 euros, sera versé au compte « Report à nouveau ».

Chaque actionnaire recevra ainsi un dividende de 0,62 euro par action.

Ce dividende sera mis en paiement au plus tard le 8 juin 2021.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-210 du Code de commerce, la Société ne percevra pas de dividende au titre des actions qu'elle détiendrait en propre lors du détachement du coupon. Le montant correspondant de dividende sera affecté au compte de « report à nouveau ».

L'Assemblée générale prend acte de ce que les sommes distribuées à titre de dividendes au cours des trois précédents exercices, ont été les suivantes :

| Exercice clos le | Dividende distribué en euros (*) | Dividende distribué par action en euros |
|------------------|----------------------------------|---|
| 31/12/2019 | 22 488 631,80 | 0,19 |
| 31/12/2018 | 41 426 427,00 | 0,35 |
| 31/12/2017 | 40 242 814,80 | 0,34 |

(*) La Société n'a pas perçu de dividende au titre des actions qu'elle détenait en propre lors du détachement du coupon. Le montant correspondant de dividende a été affecté en « report à nouveau ».

En l'état actuel de la législation fiscale française, les dividendes distribués aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France sont taxés en deux temps :

- Lors de leur paiement, ils sont soumis, sur leur montant brut, à un prélèvement forfaitaire obligatoire non libératoire (PFNL) de 12,8 % perçu à titre d'acompte d'impôt sur le revenu (article 117 *quater* du Code général des impôts), et à des prélèvements sociaux de 17,2%. Les contribuables modestes peuvent, sous certaines conditions, demander à être dispensés du PFNL.
- L'année suivante, ils sont soumis à l'impôt sur le revenu au taux forfaitaire de 12,8% (prélèvement forfaitaire unique) ou, sur option, au barème progressif de l'impôt sur le revenu. Dans ce dernier cas, un abattement de 40 % de leur montant brut perçu est applicable (article 158, 3 2° du Code général des impôts).

Le PFNL de 12,8 %, prélevé l'année du paiement, est imputable sur cet impôt sur le revenu. L'excédent est, le cas échéant, restituable.

Appropriation of profit for the year ended December 31, 2020

Voting in accordance with the quorum and majority rules applicable to ordinary shareholders' meetings and subsequent to the adoption of the first resolution, the shareholders note that (i) the statutory reserve exceeds 10% of the share capital and that (ii) the balance sheet for the year ended December 31, 2020 shows net income of €23,812,951.44 which, when increased by retained earnings of €117,597,841.77, results in distributable profit of €141,410,793.21.

The shareholders therefore resolve, on a proposal by the Board of Directors, to appropriate said distributable profit as follows:

- €10,000,000 to be transferred to the "General reserve", increasing the balance from €855,000,000.28 to €865,000,000.28;
- €0 to be transferred to the "Special sponsorship reserve", whose balance will remain at €993,092.58;
- €73,383,956.40 to be distributed as dividends;
- the remaining €58,026,836.81 to be transferred to "Retained earnings".

Each shareholder would thereby receive a dividend of €0.62 per share.

This dividend would be paid at the latest on June 8, 2021.

In accordance with the provisions of Article L.225-210 of the French Commercial Code (Code de Commerce), the Company will not receive any dividends on treasury shares held on the ex-dividend date. The corresponding dividend amount will be allocated to "Retained earnings".

The shareholders take note that the sums distributed as dividends over the past three financial years were as follows:

| <i>Year ended</i> | <i>Distributed dividends (in euros)^(*)</i> | <i>Distributed dividends per share (in euros)</i> |
|----------------------|---|---|
| <i>Dec. 31, 2019</i> | <i>22,488,631.80</i> | <i>0.19</i> |
| <i>Dec. 31, 2018</i> | <i>41,426,427.00</i> | <i>0.35</i> |
| <i>Dec. 31, 2017</i> | <i>40,242,814.80</i> | <i>0.34</i> |

^(*) *The Company did not receive any dividends on treasury shares held on the ex-dividend date. The corresponding dividend amount was allocated to "Retained earnings".*

Under current French tax legislation, the dividends distributed to individuals domiciled in France for tax purposes are taxed in two phases:

- *In the payment year, the gross amount of dividends received is subject to a mandatory, non-discharging flat-rate (PFNL) income tax installment of 12.8% in application of Article 117 *quater* of the French Tax Code, and social security withholdings of 17.2%. Low-income taxpayers may request an exemption from the PFNL levy, subject to certain conditions.*
- *The following year, they are subject to income tax at the flat rate of 12.8% (withholding tax – PFU), or optionally, according to the progressive income tax scale. In the latter case, a 40% allowance (Article 158, 3 2° of the French Tax Code) is applied to the gross amount received.*

The PFNL of 12.8%, withheld during the payment year, is deducted from the income tax due in the following year. The excess is refunded, if applicable.

CINQUIEME RESOLUTION / FIFTH RESOLUTION

Approbation de la convention réglementée conclue par la Société avec l'Institut Mérieux relative à un avenant au contrat de prestations de services avec l'Institut Mérieux et présentée dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux comptes présenté en application des dispositions de l'article L. 225-40 du Code de commerce, sur les conventions relevant des articles L. 225-38 et suivants dudit Code, approuve la convention conclue avec l'Institut Mérieux notamment, dans les termes et conditions mentionnés dans le rapport ainsi que les conclusions dudit rapport relativement à cette convention.

Approval of the related-party agreement entered into by the Company with Institut Mérieux regarding an addendum to the services agreement with Institut Mérieux, as described in the Statutory Auditors' special report

Voting in accordance with the quorum and majority rules applicable to ordinary shareholders' meetings, and having considered the Statutory Auditors' special report, presented in accordance with the provisions of Article L.225-40 of the French Commercial Code, on the agreements referred to in Articles L.225-38 et seq. of said Code, the shareholders approve the agreement entered into with Institut Mérieux under the terms and conditions described in the Statutory Auditors' report, as well as the Statutory Auditors' conclusions on said agreement as set out in the report.

SIXIEME RESOLUTION / SIXTH RESOLUTION

Approbation de la convention réglementée conclue par la Société avec la Fondation Mérieux relative au versement d'une enveloppe supplémentaire de 12 000 000 € dans le cadre de son contrat de mécénat avec la Fondation Mérieux et présentée dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux comptes présenté en application des dispositions de l'article L. 225-40 du Code de commerce, sur les conventions relevant des articles L. 225-38 et suivants dudit Code, approuve la convention conclue avec la Fondation Mérieux notamment, dans les termes et conditions mentionnés dans le rapport ainsi que les conclusions dudit rapport relativement à cette convention.

Approval of the related-party agreement entered into by the Company with Fondation Mérieux regarding the payment of an additional €12,000,000 under the sponsorship agreement with Fondation Mérieux, as described in the Statutory Auditors' special report

Voting in accordance with the quorum and majority rules applicable to ordinary shareholders' meetings, and having considered the Statutory Auditors' special report, presented in accordance with the provisions of Article L.225-40 of the French Commercial Code, on the agreements referred to in Articles L.225-38 et seq. of said Code, the shareholders approve the agreement entered into with Fondation Mérieux under the terms and conditions described in the Statutory Auditors' report, as well as the Statutory Auditors' conclusions on said agreement as set out in the report.

SEPTIEME RESOLUTION / SEVENTH RESOLUTION

Approbation de la convention réglementée conclue par la Société avec la Fondation Mérieux relative au versement d'une enveloppe supplémentaire de 500 000 € dans le cadre de son contrat de mécénat avec la Fondation Mérieux et présentée dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux comptes présenté en application des dispositions de l'article L. 225-40 du Code de commerce, sur les conventions relevant des articles L. 225-38 et suivants dudit Code, approuve la convention conclue avec la Fondation Mérieux notamment, dans les termes et conditions mentionnés dans le rapport ainsi que les conclusions dudit rapport relativement à cette convention.

Approval of the related-party agreement entered into by the Company with Fondation Mérieux regarding the payment of an additional €500,000 under the sponsorship agreement with Fondation Mérieux, as described in the Statutory Auditors' special report

Voting in accordance with the quorum and majority rules applicable to ordinary shareholders' meetings, and having considered the Statutory Auditors' special report, presented in accordance with the provisions of Article L.225-40 of the French Commercial Code, on the agreements referred to in Articles L.225-38 et seq. of said Code, the shareholders approve the agreement entered into with Fondation Mérieux under the terms and conditions described in the Statutory Auditors' report, as well as the Statutory Auditors' conclusions on said agreement as set out in the report.

HUITIEME RESOLUTION / EIGHT RESOLUTION

Approbation de la convention réglementée conclue par la Société avec le Fonds de dotation bioMérieux relative au versement d'une dotation initiale de 20 000 000 € au Fonds de dotation bioMérieux et présentée dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux comptes présenté en application des dispositions de l'article L. 225-40 du Code de commerce, sur les conventions relevant des articles L. 225-38 et suivants dudit Code, approuve la convention conclue avec le Fonds de dotation bioMérieux notamment, dans les termes et conditions mentionnés dans le rapport ainsi que les conclusions dudit rapport relativement à cette convention.

Approval of the related-party agreement entered into by the Company with the bioMérieux Endowment Fund regarding the payment of an initial endowment of €20,000,000 to the bioMérieux Endowment Fund, as described in the Statutory Auditors' special report

Voting in accordance with the quorum and majority rules applicable to ordinary shareholders' meetings, and having considered the Statutory Auditors' special report, presented in accordance with the provisions of Article L.225-40 of the French Commercial Code, on the agreements referred to in Articles L.225-38 et seq. of said Code, the shareholders approve the agreement entered into with the bioMérieux Endowment Fund under the terms and conditions described in the Statutory Auditors' report, as well as the Statutory Auditors' conclusions on said agreement as set out in the report.

NEUVIEME RESOLUTION / NINTH RESOLUTION

*Renouvellement du mandat de Monsieur Alain MERIEUX
en qualité de Président Fondateur*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, sur la proposition du Conseil d'administration, décide de renouveler Monsieur Alain MERIEUX en qualité de Président Fondateur, pour une nouvelle période de quatre années, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

*Renewal of the term of office of Alain Mérieux
as founding Chairman*

Voting in accordance with the quorum and majority rules applicable to ordinary shareholders' meetings, on a proposal by the Board of Directors, the shareholders resolve to renew the term of office of Alain Mérieux as founding Chairman, for a further period of four years, i.e., until the Annual General Meeting called to approve the financial statements for the year ending December 31, 2024.

DIXIEME RESOLUTION / TENTH RESOLUTION

*Renouvellement du mandat de Madame Marie-Paule KIENY
en qualité d'administrateur*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, sur la proposition du Conseil d'administration, décide de renouveler Madame Marie-Paule KIENY en qualité d'administrateur, pour une nouvelle période de quatre années, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

*Renewal of the term of office of Marie-Paule Kieny
as a director*

Voting in accordance with the quorum and majority rules applicable to ordinary shareholders' meetings, on a proposal by the Board of Directors, the shareholders resolve to renew the term of office of Marie-Paule Kieny as a director, for a further period of four years, i.e., until the Annual General Meeting called to approve the financial statements for the year ending December 31, 2024.

ONZIEME RESOLUTION / ELEVENTH RESOLUTION

*Renouvellement du mandat de Madame Fanny LETIER
en qualité d'administrateur*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, sur la proposition du Conseil d'administration, décide de renouveler Madame Fanny LETIER en qualité d'administrateur, pour une nouvelle période de quatre années, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

*Renewal of the term of office of Fanny Letier
as a director*

Voting in accordance with the quorum and majority rules applicable to ordinary shareholders' meetings, on a proposal by the Board of Directors, the shareholders resolve to renew the term of office of Fanny Letier as a director, for a new period of four years, i.e., until the Annual General Meeting called to approve the financial statements for the year ending December 31, 2024.

DOUZIEME RESOLUTION / TWELFTH RESOLUTION

*Approbation de la politique de rémunération des mandataires sociaux
conformément à l'article L. 22-10-8 du Code de Commerce*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, en application de l'article L. 22-10-8 du Code de commerce et connaissance prise du rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise établi en application de l'article L. 225-37 du Code de commerce, approuve la politique de rémunération des mandataires sociaux, telle que présentée au chapitre 4.3.1 du Document d'Enregistrement Universel 2020, intégrant ledit rapport sur le gouvernement d'entreprise.

*Approval of the compensation policy for corporate officers
in accordance with Article L.22-10-8 of the French Commercial Code*

Voting in accordance with the quorum and majority rules applicable to ordinary shareholders' meetings, in application of Article L.22-10-8 of the French Commercial Code, and having considered the Board of Directors' corporate governance report prepared in application of Article L.225-37 of the French Commercial Code, the shareholders approve the compensation policy for corporate officers, as presented in Chapter 4.3.1 of the 2020 Universal Registration Document, which includes said corporate governance report.

TREIZIEME RESOLUTION / THIRTEENTH RESOLUTION

*Approbation de la politique de rémunération du Président-Directeur Général
conformément à l'article L. 22-10-8 du Code de Commerce*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, en application de l'article L. 22-10-8 du Code de commerce et connaissance prise du rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise établi en application de l'article L. 225-37 du Code de commerce, approuve la politique de rémunération du Président-Directeur Général, telle que présentée au chapitre 4.3.1 du Document d'Enregistrement Universel 2020, intégrant ledit rapport sur le gouvernement d'entreprise.

*Approval of the compensation policy for the Chairman and Chief Executive Officer
in accordance with Article L.22-10-8 of the French Commercial Code*

Voting in accordance with the quorum and majority rules applicable to ordinary shareholders' meetings, in application of Article L.22-10-8 of the French Commercial Code, and having considered the Board of Directors' corporate governance report prepared in application of Article L.225-37 of the French Commercial Code, the shareholders approve the compensation policy for the Chairman and Chief Executive Officer, as presented in Chapter 4.3.1 of the 2020 Universal Registration Document, which includes said corporate governance report.

QUATORZIEME RESOLUTION / FOURTEENTH RESOLUTION

*Approbation de la politique de rémunération du Directeur Général Délégué
conformément à l'article L. 22-10-8 du Code de commerce*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, en application de l'article L. 22-10-8 du Code de commerce et connaissance prise du rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise établi en application de l'article L. 225-37 du Code de commerce, approuve la politique de rémunération du Directeur Général Délégué, telle que présentée au chapitre 4.3.1 du Document d'Enregistrement Universel 2020 intégrant ledit rapport sur le gouvernement d'entreprise.

*Approval of the compensation policy for the Chief Operating Officer
in accordance with Article L.22-10-8 of the French Commercial Code*

Voting in accordance with the quorum and majority rules applicable to ordinary shareholders' meetings, in application of Article L.22-10-8 of the French Commercial Code, and having considered the Board of Directors' corporate governance report prepared in application of Article L.225-37 of the French Commercial Code, the shareholders approve the compensation policy for the Chief Operating Officer, as presented in Chapter 4.3.1 of the 2020 Universal Registration Document, which includes said corporate governance report.

QUINZIEME RESOLUTION / FIFTEENTH RESOLUTION

*Approbation de la politique de rémunération des administrateurs
conformément à l'article L. 22-10-8 du Code de commerce*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, en application de l'article L. 22-10-8 du Code de commerce et connaissance prise du rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise établi en application de l'article L. 225-37 du Code de commerce, approuve la politique de rémunération des administrateurs, telle que présentée au chapitre 4.3.1 du Document d'Enregistrement Universel 2020, intégrant ledit rapport sur le gouvernement d'entreprise.

*Approval of the compensation policy for directors
in accordance with Article L.22-10-8 of the French Commercial Code*

Voting in accordance with the quorum and majority rules applicable to ordinary shareholders' meetings, in application of Article L.22-10-8 of the French Commercial Code, and having considered the Board of Directors' corporate governance report prepared in application of Article L.225-37 of the French Commercial Code, the shareholders approve the compensation policy for directors, as presented in Chapter 4.3.1 of the 2020 Universal Registration Document, which includes said corporate governance report.

SEIZIEME RESOLUTION / SIXTEENTH RESOLUTION

*Approbation des éléments de rémunérations versés ou attribués
aux mandataires sociaux au titre de l'exercice 2020*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, en application de l'article L. 22-10-34 du Code de commerce et connaissance prise du rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise établi en application de l'article L. 225-37 du Code de commerce en ce compris le rapport sur la rémunération des mandataires sociaux de la Société, approuve ledit rapport tel que figurant au chapitre 4.3.2 du Document d'Enregistrement Universel 2020, intégrant ledit rapport sur le gouvernement d'entreprise.

*Approval of the components of compensation paid or allocated
to corporate officers in respect of the year ended December 31, 2020*

Voting in accordance with the quorum and majority rules applicable to ordinary shareholders' meetings, in application of Article L.22-10-34 of the French Commercial Code, and having considered the Board of Directors' corporate governance report prepared in application of Article L.225-37 of the French Commercial Code, including the report on the compensation of the Company's corporate officers, the shareholders approve said report, as presented in Chapter 4.3.2 of the 2020 Universal Registration Document, which includes said corporate governance report.

DIX-SEPTIEME RESOLUTION / SEVENTEENTH RESOLUTION

*Approbation des éléments de rémunération versés ou attribués à Monsieur Alexandre MERIEUX,
au titre de son mandat de Président-Directeur Général au titre de l'exercice 2020*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, en application de l'article L. 22-10-34 du Code de commerce et connaissance prise du rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise établi en application de l'article L. 225-37 du Code de commerce, approuve les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020 à Monsieur Alexandre MERIEUX en sa qualité de Président-Directeur Général tels que figurant au chapitre 4.3.2 du Document d'Enregistrement Universel 2020, intégrant ledit rapport sur le gouvernement d'entreprise.

Approval of the components of compensation paid or allocated to Alexandre Mérieux as Chairman and Chief Executive Officer in respect of the year ended December 31, 2020

Voting in accordance with the quorum and majority rules applicable to ordinary shareholders' meetings, in application of Article L.22-10-34 of the French Commercial Code, and having considered the Board of Directors' corporate governance report prepared in application of Article L.225-37 of the French Commercial Code, the shareholders approve the fixed, variable and exceptional components of the total compensation and benefits in kind paid or allocated for the year ended December 31, 2020 to Alexandre Mérieux in respect of his office as Chairman and Chief Executive Officer, as indicated in Chapter 4.3.2 of the 2020 Universal Registration Document, which includes said corporate governance report.

DIX-HUITIEME RESOLUTION / EIGHTEENTH RESOLUTION

Approbation des éléments de rémunération versés ou attribués à Monsieur Pierre BOULUD, au titre de son mandat de Directeur Général Délégué au titre de l'exercice 2020

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, en application de l'article L. 22-10-34 du Code de commerce et connaissance prise du rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise établi en application de l'article L. 225-37 du Code de commerce, approuve les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020 à Monsieur Pierre BOULUD en sa qualité de Directeur Général Délégué tels que figurant au chapitre 4.3.2 du Document d'Enregistrement Universel 2020, intégrant ledit rapport sur le gouvernement d'entreprise.

Approval of the components of compensation paid or allocated to Pierre Boulud as Chief Operating Officer in respect of the year ended December 31, 2020

Voting in accordance with the quorum and majority rules applicable to ordinary shareholders' meetings, in application of Article L.22-10-34 of the French Commercial Code, and having considered the Board of Directors' corporate governance report prepared in application of Article L.225-37 of the French Commercial Code, the shareholders approve the fixed, variable and exceptional components of the total compensation and benefits in kind paid or allocated for the year ended December 31, 2020 to Pierre Boulud in respect of his office as Chief Operating Officer, as indicated in Chapter 4.3.2 of the 2020 Universal Registration Document, which includes said corporate governance report.

DIX-NEUVIEME RESOLUTION / NINETEENTH RESOLUTION

Autorisation donnée au Conseil d'administration en vue de l'achat par la Société de ses propres titres

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-62 du Code de commerce, autorise le Conseil d'administration avec faculté de subdélégation, à procéder à l'achat par la Société, en une ou plusieurs fois aux époques qu'il appréciera, de ses propres actions, dans la limite légale de 10 % de son capital (à quelque moment que ce soit, ce pourcentage s'appliquant à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à la présente Assemblée), étant précisé que le pourcentage de rachat maximum d'actions acquises par la Société en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport est limité à 5 %, conformément aux dispositions légales.

La présente autorisation est destinée à permettre à la Société, par ordre décroissant :

- d'assurer l'animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action bioMérieux par un prestataire de services d'investissement intervenant en toute indépendance dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme aux décisions de l'Autorité des Marchés Financiers ;
- d'assurer la couverture de plans d'options d'achat d'actions et/ou de plans d'actions attribuées gratuitement (ou plans assimilés) au bénéfice des salariés et/ou des mandataires sociaux du Groupe ainsi que toute allocation d'actions au titre d'un Plan Epargne Entreprise ou de Groupe (ou plan assimilé) au titre de la participation aux résultats de l'entreprise et/ou toutes autres formes d'allocation d'actions à des salariés et/ou mandataires sociaux du Groupe ;
- de procéder à la réduction du capital de la Société par voie d'annulation d'actions dans les limites légales ;
- de conserver les actions achetées et les remettre ultérieurement à l'échange, ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe ;
- de mettre en œuvre toute pratique de marché admise ou qui viendrait à être admise par les autorités de marché.

La Société pourra, dans le cadre de la présente autorisation, acquérir ses propres actions en respectant les limites ci-après indiquées (sous réserve des ajustements liés aux éventuelles opérations sur le capital de la Société).

Le prix maximum d'achat par action ne pourra pas dépasser 250 euros, hors frais d'acquisition.

Le montant maximum théorique destiné à la réalisation de ce programme est de 2 959 030 500 euros (montant maximum théorique ne tenant pas compte des actions auto-détenues par la Société). Le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, pourra toutefois ajuster le prix d'achat susmentionné en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation du capital par incorporation de réserves et attributions gratuites d'actions, de division ou de regroupement d'actions, d'amortissement ou réduction de capital, de distribution de réserves ou autres actifs et de toutes autres opérations portant sur les capitaux propres, pour tenir compte de l'incidence de ces opérations sur la valeur de l'action.

L'Assemblée générale décide que les achats, cessions ou transferts de ces actions pourront être réalisés par tous moyens et notamment par l'utilisation d'instruments financiers dérivés, sur le marché ou hors marché, à l'exclusion de la vente d'options de vente, sauf en cas d'échange dans le respect de la réglementation en vigueur. La part du programme pouvant être effectuée par négociation de blocs n'est pas limitée et pourra représenter la totalité du programme.

Les actions dont l'affectation ne serait plus en adéquation avec la stratégie de l'entreprise pourraient faire l'objet de cession après accord du Conseil d'administration et communication au marché.

En conséquence, tous pouvoirs sont conférés au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation au Directeur Général ou, en accord avec ce dernier, à un ou plusieurs Directeurs Généraux Délégués, afin de passer tous ordres de bourse, conclure tous accords, effectuer toutes

déclarations auprès de l'Autorité des Marchés Financiers et tous autres organismes, remplir toutes autres formalités et, d'une manière générale, faire tout ce qui sera nécessaire. Les personnes ainsi désignées rendront compte au Conseil d'administration de l'utilisation faite de ce pouvoir.

La présente autorisation prend effet à l'issue de la présente Assemblée générale et prive d'effet, à compter de ce jour, à hauteur le cas échéant de la partie non utilisée, toute autorisation antérieure ayant le même objet et est donnée pour une durée expirant à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire annuelle qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021, sans pouvoir excéder dix-huit mois à compter de la présente Assemblée générale. Elle pourra être utilisée à tout moment, sauf en période d'offre publique d'achat et/ou d'échange initiée par la Société, dans les limites de la réglementation applicable.

Le Conseil d'administration informera l'Assemblée générale ordinaire annuelle des opérations réalisées en application de la présente autorisation.

Authorization given to the Board of Directors to enable the Company to buy back its own shares

Voting in accordance with the quorum and majority rules applicable to ordinary shareholders' meetings, and having considered the Board of Directors' report, in accordance with Article L.22-10-62 of the French Commercial Code, the shareholders authorize the Board of Directors, which may delegate its powers, to purchase, on the Company's behalf, on one or more occasions, whenever it deems appropriate, a number of the Company's own shares, within the legal limit of 10% of its share capital (with said limit applying at any time whatsoever to the share capital as adjusted in light of capital transactions carried out subsequent to this Meeting), it being specified that the maximum number of shares bought back by the Company for the purpose of being held in treasury for subsequent delivery in exchange for a merger, spin-off or contribution is capped at 5% of the share capital, as provided by law.

This authorization is given to enable the Company, in descending order of priority, to:

- maintain a liquid secondary market for bioMérieux's shares through market-making transactions carried out by an independent investment services provider under a liquidity agreement that complies with the regulations of the French financial markets authority (Autorité des marchés financiers – AMF);*
- deliver shares under stock option plans and/or free share plans (or similar plans) to employees and/or corporate officers of the Group, allocate shares under a Company or Group employee savings plan (or similar plan) in connection with Company profit-sharing and/or allocate shares under any other share allocations to employees and/or corporate officers of the Group;*
- reduce the Company's share capital by canceling shares within the legal limits;*
- hold shares for their subsequent delivery in payment or exchange for external growth transactions;*
- implement any market practices permitted or that may be permitted by the market authorities.*

Under this authorization, the Company may buy back its own shares within the limits set out below (which may be adjusted in connection with transactions affecting the Company's share capital):

The maximum purchase price per share may not exceed €250 excluding acquisition-related fees.

The maximum theoretical amount set aside for this program is €2,959,030,500 (maximum theoretical amount excluding treasury shares). However, the Board of Directors, which may delegate its powers in accordance with the law, may adjust the aforementioned purchase price in the event of a change in the par value of the shares, a capital increase through the capitalization of reserves and the granting of free shares, stock splits or reverse splits, capital redemptions or reductions, the distribution of reserves or other assets and any other transactions affecting equity, in order to take into account the impact of such transactions on the value of the shares.

The shareholders resolve that the shares may be purchased, sold or transferred by any means, including through the use of derivative financial instruments, both on the stock market or over the counter, excluding the sale of put options, except in the case of exchanges in accordance with applicable regulations. No restriction applies to the portion of shares bought back through block trades, which may account for the entire program.

Shares held for purposes that are no longer compatible with the Company's strategy may be sold subject to the approval of the Board of Directors and provided that the financial markets are informed thereof.

Consequently, full powers are granted to the Board of Directors – which may delegate those powers to the Chief Executive Officer or, with the approval of the latter, to one or more Chief Operating Officers – to place any and all trading orders, enter into any and all agreements, make any and all filings with the AMF and any other organization, carry out all other formalities, and generally do everything necessary to use this authorization. The persons thus designated will report to the Board of Directors on how this authorization is used.

With effect from the date hereof, this authorization supersedes the unused portion of any authorizations previously given for the same purpose, and is given for a period expiring at the close of the Annual General Meeting to be called to approve the financial statements for the year ending December 31, 2021 or for a period of 18 months from this Annual General Meeting, whichever is the earlier. It may be used at any time, except during a public purchase and/or exchange offer initiated by the Company, subject to applicable laws and regulations.

The Board of Directors will report to the Annual General Meeting on the transactions carried out pursuant to this authorization.

II. DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE / WITHIN THE COMPETENCE OF THE EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

VINGTIÈME RÉSOLUTION / TWENTIETH RESOLUTION

Autorisation conférée au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital social de la Société par annulation d'actions auto-détenues

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, sous réserve de l'adoption de la 19^{ème} résolution de la présente Assemblée, autorise le Conseil d'administration, conformément à l'article L. 22-10-62 du Code de commerce, à réduire le capital social par annulation de tout ou partie des actions acquises par la Société au titre du programme de rachat d'actions autorisé par l'Assemblée générale ordinaire dans sa 19^{ème} résolution, sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, dans la limite maximum de 10 % du montant du capital par période de vingt-quatre mois à compter de la présente Assemblée générale et à procéder à due concurrence à une

réduction du capital social. Il est précisé que la limite de 10 % susvisée s'applique à un montant du capital de la Société qui sera, le cas échéant, ajusté pour prendre en compte les opérations affectant le capital social postérieurement à la présente Assemblée générale.

L'Assemblée générale autorise le Conseil d'administration à imputer la différence entre le prix de rachat des actions annulées et leur valeur nominale sur toutes primes et réserves disponibles, et confère tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec la faculté de subdéléguer, dans les cadres prévus par la loi, à l'effet d'accomplir tous actes, formalités ou déclarations en vue de rendre définitives les réductions de capital qui pourraient être réalisées en vertu de la présente autorisation et à l'effet de modifier les statuts de la Société.

L'autorisation ainsi conférée au Conseil d'administration est consentie pour une période de dix-huit mois à compter de la présente Assemblée. Elle prive d'effet, à compter de ce jour, toute délégation antérieure ayant le même objet.

*Authorization given to the Board of Directors to reduce the Company's share capital
by canceling treasury shares*

Voting in accordance with the quorum and majority rules applicable to extraordinary shareholders' meetings, and having considered the Board of Directors' report and the Statutory Auditors' special report, subject to the adoption of the nineteenth resolution of this Meeting, the shareholders authorize the Board of Directors, pursuant to Article L.22-10-62 of the French Commercial Code, to reduce the Company's share capital by canceling all or some of the shares bought back by the Company pursuant to the share buyback program authorized pursuant to the nineteenth resolution of this Meeting, at its sole discretion, on one or more occasions, within the limit of 10% of the share capital over a period of twenty-four months from the date of this Meeting, and reducing the share capital by the same amount. The abovementioned limit of 10% applies to the amount of the Company's share capital, which may be adjusted to reflect capital transactions carried out subsequent to this Meeting.

The shareholders authorize the Board of Directors to offset any excess of the purchase price of canceled shares over their par value against existing paid-in capital or available reserve accounts, and grant full powers to the Board of Directors, which may be delegated under the conditions set by law, for the purpose of carrying out any and all formalities and making any and all filings necessary to finalize the capital reductions under this authorization, and to amend the bylaws accordingly.

This authorization is given to the Board of Directors for a period of eighteen months from the date of this Meeting. With effect from the date hereof, it supersedes any other prior authorization for the same purpose.

VINGT-ET-UNIEME RESOLUTION / TWENTY FIRST RESOLUTION

Autorisation à donner au Conseil d'administration, à l'effet de décider d'augmenter le capital social par voie d'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et après avoir constaté la libération intégrale du capital et conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2, L. 225-132 à L. 225-134 et L. 228-91 et suivants du Code de commerce :

- délègue au Conseil d'administration la compétence de décider une ou plusieurs augmentations du capital avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, dans les proportions et aux époques qu'il déterminera, par l'émission (y-compris par attribution gratuite de bons), en France et/ou à l'étranger, en euros, d'actions de la Société ou de toutes valeurs mobilières, dont la souscription pourra être opérée soit en numéraire, soit par compensation de créances, émises à titre onéreux ou gratuit, donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à des actions :
 - i. existantes ou à émettre de la Société et/ou d'une société qui possède directement ou indirectement plus de la moitié de son capital ou dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital, sous réserve, seulement lorsqu'il s'agit d'actions à émettre, de l'autorisation de l'assemblée générale extraordinaire de la société dans laquelle les droits sont exercés. Ces valeurs mobilières peuvent donner droit à l'attribution de titres de créances et être libellées en monnaie quelconque ou établies par référence à plusieurs monnaies ; et/ou
 - ii. existantes de la Société et/ou d'une société dont elle possède directement ou indirectement moins de la moitié du capital ou dont moins de la moitié du capital est directement ou indirectement possédé par cette société. Ces valeurs mobilières peuvent donner droit à l'attribution de titres de créances et être libellées en monnaie quelconque ou établies par référence à plusieurs monnaies ;
- décide que la délégation ainsi conférée au Conseil d'administration est valable pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente Assemblée générale ;
- décide qu'est expressément exclue toute émission d'actions de préférence et de valeurs mobilières donnant accès à des actions de préférence ;
- décide que le montant nominal total des augmentations de capital social susceptibles d'être ainsi réalisées immédiatement et/ou à terme, ne pourra être supérieur à 4 210 280 euros, soit environ 35 % du capital social à la date de la présente Assemblée, étant précisé que ce montant s'imputera sur le **Plafond Global I** prévu à la 32^{ème} résolution, montant auquel s'ajoutera, le cas échéant, le montant supplémentaire nominal des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant droit à des actions ;
- décide, en outre, que le montant nominal total des émissions de valeurs mobilières dont le titre primaire est un titre de créance notamment obligatoire ne pourra excéder un milliard (1 000 000 000) d'euros ou la contre-valeur de ce montant en autres devises, à la date de la décision d'émission. Ce montant s'imputera sur le **Plafond Global II** prévu à la 32^{ème} résolution étant précisé ce montant est autonome et distinct du montant des titres de créance visés aux articles L. 228-40 et L. 228-92 alinéa 3 du Code de commerce dont l'émission serait décidée ou autorisée par le Conseil d'administration conformément aux dispositions de l'article L. 228-4 du Code de commerce ou des statuts ;
- décide que les actionnaires ont proportionnellement au montant de leurs actions, un droit préférentiel de souscription à titre irréductible aux valeurs mobilières émises en vertu de la présente résolution et décide que le Conseil d'administration pourra instituer un droit de souscription réductible ;
- prend acte que la présente délégation emporte de plein droit au profit des titulaires de valeurs mobilières susceptibles d'être émises et donnant accès, immédiatement ou à terme, à des titres de capital de la Société, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital auxquels lesdites valeurs mobilières pourront donner droit ;
- décide que si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible, n'ont pas absorbé la totalité d'une émission d'actions ou de valeurs mobilières telles que définies ci-dessus, le Conseil pourra, dans les conditions de l'article L. 225-134 du Code de commerce, à son choix, limiter l'émission au montant des souscriptions reçues, à condition que celui-ci atteigne les trois quarts au moins de l'émission décidée, répartir à sa diligence les titres non souscrits, et/ou offrir au public tout ou partie des titres non souscrits ;

- décide que pour chacune des émissions décidées en application de la présente résolution, le nombre de titres à émettre pourra être augmenté, dans les conditions de l'article L. 225-135-1 du Code de commerce et dans la limite du **Plafond Global I** et du **Plafond Global II** prévus à la 32^{ème} résolution ;
- décide que le Conseil d'administration pourra le cas échéant imputer les frais, droits et honoraires occasionnés par les émissions prévues à la présente résolution sur le montant des primes correspondantes, et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale ;
- décide que le Conseil d'administration disposera, conformément à la loi, de tous les pouvoirs, avec faculté de subdélégation au profit de son Directeur Général dans les conditions prévues par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation notamment à l'effet de fixer les conditions d'émission, de souscription et de libération des actions et des valeurs mobilières, préserver les droits des titulaires de valeurs mobilières, suspendre, le cas échéant, l'exercice des droits attachés à ces valeurs mobilières pendant un délai maximum de trois mois, constater la réalisation des émissions prévues à la présente résolution et procéder à la modification corrélative des statuts ;
- prend acte que la présente délégation prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet.

Authorization to be given to the Board of Directors to decide to increase the share capital by issuing ordinary shares and/or securities giving access to the Company's share capital or giving the right to the allocation of debt securities, with pre-emptive subscription rights

Voting in accordance with the quorum and majority rules applicable to extraordinary shareholders' meetings, having considered the Board of Directors' report and the Statutory Auditors' special report and having noted that the share capital has been fully paid up, in accordance with Articles L.225-129-2, L.225-132 to L.225-134 and L.228-91 et seq. of the French Commercial Code, the shareholders:

- authorize the Board of Directors to decide to carry out one or more capital increases with pre-emptive subscription rights for existing shareholders, in the amounts and at the times it sees fit, through the issue (including through the free allocation of subscription warrants), in France and/or abroad and in euros, of shares in the Company or securities, which may be subscribed for either in cash or by offsetting receivables, issued in return for payment or free of charge, giving access by any means, either immediately and/or in the future, to:
 - i. existing shares or shares to be issued by the Company and/or a company which directly or indirectly owns more than half of its share capital or in which it directly or indirectly owns more than half of the share capital, subject, only in the case of shares to be issued, to the authorization of the extraordinary shareholders' meeting of the company in which the rights are exercised. These securities may give the right to the allocation of debt securities and be denominated in any currency or set by reference to several currencies;
 - ii. existing shares of the Company and/or a company in which it directly or indirectly owns less than half of the share capital or in which less than half of the share capital is directly or indirectly owned by said company. These securities may give the right to the allocation of debt securities and be denominated in any currency or set by reference to several currencies;
- resolve that this authorization shall be given to the Board of Directors for a period of twenty-six months from the date of this Meeting;
- resolve that this authorization shall not include any issue of preference shares or securities giving access to preference shares;
- resolve that the total nominal amount of capital increases that may be carried out immediately and/or in the future shall not exceed €4,210,280, i.e., approximately 35% of the share capital at the date of this Meeting, it being specified that this amount shall be included in **Overall Limit I** provided for under the thirty-second resolution, to which may be added, where applicable, the additional nominal amount of shares to be issued to preserve, in accordance with the law and, where appropriate, the contractual terms and conditions providing for other adjustments, the rights of holders of securities giving access to shares;
- resolves, in addition, that the total nominal amount of issues that mainly consist of debt securities, such as bond issues, may not exceed one billion (1,000,000,000) euros or the equivalent of this amount in other currencies, at the date of the issue decision. This amount shall be included in **Overall Limit II** provided for under the thirty-second resolution, it being specified that this amount is independent of and separate from the amount of debt securities provided for by Articles L.228-40 and L.228-92, paragraph 3 of the French Commercial Code, the issuance of which is decided or authorized by the Board of Directors in accordance with Article L.228-4 of the French Commercial Code or the bylaws;
- resolve that the shareholders shall have irrevocable pre-emptive subscription rights, in proportion to the number of shares they hold, to securities issued under this resolution and resolve that the Board of Directors may introduce a right to subscribe for excess shares;
- note that this authorization shall automatically entail the waiver of the shareholders' pre-emptive right to subscribe for the shares in the Company's capital to which the securities issued may grant access, immediately or in the future, in favor of the holders of said securities;
- resolve that if the irrevocable subscription rights and, where applicable, the rights to subscribe for excess shares do not cover the entire share or security issue as defined above, the Board may, under the conditions provided for under Article L.225-134 of the French Commercial Code, at its discretion, limit the issue to the amount of subscriptions received, provided that said amount equals at least three-quarters of the decided issue, and allocate at its own initiative, and/or offer to the public, all or part of the unsubscribed shares;
- resolve that for each of the issues decided under this resolution, the number of shares to be issued may be increased, in accordance with the conditions of Article L.225-135-1 of the French Commercial Code and within the limit of **Overall Limit I** and **Overall Limit II** provided for under the thirty-second resolution;
- resolve that the Board of Directors may, where applicable, offset the costs, duties and fees arising from the issues provided for in this resolution against the amount of issue premiums and deduct the amount required to increase the statutory reserve;
- resolve that the Board of Directors will have full powers, in accordance with the law, which may be delegated to the Chief Executive Officer under the conditions set by law, to implement this authorization and in particular to set the conditions of the issue, subscription and payment of the shares and securities, preserve the rights of holders of securities, suspend, where applicable, the exercise of rights attached to these securities for a maximum period of three months, place on record the completion of the increases provided for under this resolution and amend the Company's bylaws to reflect the new capital;
- note that this authorization supersedes any other prior authorization for the same purpose.

VINGT-DEUXIEME RESOLUTION / TWENTY SECOND RESOLUTION

Autorisation à donner au Conseil d'administration, à l'effet de décider d'augmenter le capital social par voie d'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires par offres au public autres que celles visées à l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier et/ou en rémunération de titres dans le cadre d'une offre publique d'échange

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, après avoir constaté la libération intégrale du capital et conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2, L. 225-135, L. 22-10-51, L. 225-136, L. 22-10-52, L. 22-10-54, L. 228-91 et suivants du Code de commerce :

- délègue au Conseil d'administration la compétence de décider, une ou plusieurs augmentations du capital dans les proportions et aux époques qu'il déterminera, par l'émission, en France et/ou à l'étranger, par voie d'offre au public autres que celles visées à l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier et/ou en rémunération de titres dans le cadre d'une offre publique d'échange, en euros, d'actions de la Société ou de toutes valeurs mobilières, dont la souscription pourra être opérée soit en numéraire, soit par compensation de créances, émises à titre onéreux ou gratuit, donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à des actions :
 - i. existantes ou à émettre de la Société et/ou d'une société qui possède directement ou indirectement plus de la moitié de son capital ou dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital, sous réserve, seulement lorsqu'il s'agit d'actions à émettre, de l'autorisation de l'assemblée générale extraordinaire de la société dans laquelle les droits sont exercés. Ces valeurs mobilières peuvent donner droit à l'attribution de titres de créances et être libellées en monnaie quelconque ou établies par référence à plusieurs monnaies ; et/ou
 - ii. existantes de la Société et/ou d'une société dont elle possède directement ou indirectement moins de la moitié du capital ou dont moins de la moitié du capital est directement ou indirectement possédé par cette société. Ces valeurs mobilières peuvent donner droit à l'attribution de titres de créances et être libellées en monnaie quelconque ou établies par référence à plusieurs monnaies ;
- décide que la délégation ainsi conférée au Conseil d'administration est valable pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente Assemblée générale ;
- décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires à ces actions ou valeurs mobilières et de conférer au Conseil d'administration le pouvoir d'instituer au profit des actionnaires un droit de priorité à titre irréductible et, éventuellement, à titre réductible, pour les souscrire en application des dispositions des articles L.225-135 et L. 22-10-51 du Code de commerce, étant précisé que les titres non souscrits ainsi feront l'objet d'un placement public en France et/ou à l'étranger et/ou sur le marché international ;
- décide que la somme revenant ou devant revenir à la Société pour chacune des actions ordinaires émises ou à émettre, notamment en cas d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital, sera au moins égale au minimum prévu par les dispositions légales et/ou réglementaires applicables au jour de l'émission ;
- décide que la conversion, le remboursement ou généralement la transformation en actions de chaque valeur mobilière donnant accès au capital se fera, compte tenu de la valeur nominale de ladite valeur mobilière, en un nombre d'actions tel que la somme perçue par la Société, pour chaque action, soit au moins égale au prix de souscription minimum tel que défini pour l'émission des actions, dans cette même résolution ;
- décide qu'est expressément exclue toute émission d'actions de préférence et de valeurs mobilières donnant accès à des actions de préférence ;
- décide, en cas d'émission de titres appelés à rémunérer des titres apportés dans le cadre d'une offre publique d'échange, que le Conseil d'administration disposera, dans les conditions fixées à l'article L. 22-10-54 du Code de commerce et dans les limites fixées ci-dessus, des pouvoirs nécessaires pour arrêter la liste des titres apportés à l'échange, fixer les conditions d'émission, la parité d'échange ainsi que, le cas échéant, le montant de la soule en espèces à verser, et déterminer les modalités d'émission ;
- décide que le montant nominal total des augmentations de capital social susceptibles d'être ainsi réalisées immédiatement et/ou à terme, ne pourra être supérieur à 4 210 280 euros, soit environ 35 % du capital social à la date de la présente Assemblée, étant précisé que ce montant s'imputera sur le **Plafond Global I** prévu à la 32^{ème} résolution, montant auquel s'ajoutera, le cas échéant, le montant supplémentaire nominal des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant droit à des actions ;
- décide, en outre, que le montant nominal total des émissions de valeurs mobilières dont le titre primaire est un titre de créance notamment obligataire ne pourra excéder un milliard (1 000 000 000) d'euros ou la contre-valeur de ce montant, à la date de la décision d'émission, ce montant s'imputant sur le **Plafond Global II** prévu à la 32^{ème} résolution, étant précisé ce montant est autonome et distinct du montant des titres de créance visés aux articles L. 228-40 et L. 228-92 alinéa 3 du Code de commerce dont l'émission serait décidée ou autorisée par le Conseil d'administration conformément aux dispositions de l'article L. 228-4 du Code de commerce ou des statuts ;
- prend acte que la présente délégation emporte de plein droit au profit des titulaires de valeurs mobilières susceptibles d'être émises et donnant accès, immédiatement ou à terme, à des titres de capital de la Société, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital auxquels lesdites valeurs mobilières pourront donner droit ;
- décide que pour chacune des émissions décidées en application de la présente résolution, le nombre de titres à émettre pourra être augmenté, dans les conditions de l'article L. 225-135-1 du Code de commerce et dans la limite du **Plafond Global I** et du **Plafond Global II** prévus à la 32^{ème} résolution ce, sous réserve de l'adoption de la 25^{ème} résolution ;
- décide que le Conseil d'administration pourra le cas échéant imputer les frais, droits et honoraires occasionnés par les émissions prévues à la présente résolution sur le montant des primes correspondantes, et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale ;
- décide que le Conseil d'administration disposera, conformément à la loi, de tous les pouvoirs, avec faculté de subdélégation au profit de son Directeur Général dans les conditions prévues par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation notamment à l'effet de fixer les conditions d'émission, de souscription et de libération des actions et des valeurs mobilières, préserver les droits des titulaires de valeurs mobilières, suspendre, le cas échéant, l'exercice des droits attachés à ces valeurs mobilières pendant un délai maximum de trois mois, constater la réalisation des émissions prévues à la présente résolution et procéder à la modification corrélative des statuts ;
- prend acte que la présente délégation prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet.

*Authorization to be given to the Board of Directors to decide to increase the share capital
by issuing ordinary shares and/or securities giving access to the Company's
share capital or giving the right to the allocation of debt securities, without pre-emptive subscription rights,
by way of a public offer other than offers governed by Article L.411-2 of the French Monetary and Financial Code and/or offered in payment
for securities tendered in a public exchange offer*

Voting in accordance with the quorum and majority rules applicable to extraordinary shareholders' meetings, having considered the Board of Directors' report and the Statutory Auditors' special report and having noted that the share capital has been fully paid up, in accordance with Articles L.225-129-2, L.225-135, L.22-10-51, L.225-136, L.22-10-52, L.22-10-54, L.228-91 et seq. of the French Commercial Code, the shareholders:

- *authorize the Board of Directors to decide to carry out one or more capital increases, in the amounts and at the times it sees fit, through the issue, in France and/or abroad and in euros, by way of a public offer other than offers governed by Article L.411-2 of the French Monetary and Financial Code and/or offered in payment for securities tendered in a public exchange offer, of shares in the Company or securities, which may be subscribed for either in cash or by offsetting receivables, issued in return for payment or free of charge, giving access by any means, either immediately and/or in the future, to:*
 - i. *existing shares or shares to be issued by the Company and/or a company which directly or indirectly owns more than half of its share capital or in which it directly or indirectly owns more than half of the share capital, subject, only in the case of shares to be issued, to the authorization of the extraordinary shareholders' meeting of the company in which the rights are exercised. These securities may give the right to the allocation of debt securities and be denominated in any currency or set by reference to several currencies;*

- ii. existing shares of the Company and/or a company in which it directly or indirectly owns less than half of the share capital or in which less than half of the share capital is directly or indirectly owned by said company. These securities may give the right to the allocation of debt securities and be denominated in any currency or set by reference to several currencies;
- resolve that this authorization shall be given to the Board of Directors for a period of twenty-six months from the date of this Meeting;
- resolve to cancel the shareholders' pre-emptive subscription right to these shares or securities and to grant the Board of Directors the power to establish a priority right for shareholders to subscribe for these shares and securities on an irrevocable basis and, if they so wish, for excess shares and securities, in accordance with the provisions of Articles L.225-135 and L.22-10-51 of the French Commercial Code, it being specified that unsubscribed shares shall be offered to the public in France and/or other countries and/or on the international market;
- resolve that the amount paid, or due, to the Company for each of the ordinary shares issued or to be issued, in the event of the issue of securities giving access to the share capital, will be at least equal to the minimum price set out in the legal or regulatory texts applicable at the date of issue;
- resolve that the exchange, reimbursement or, more generally, conversion of securities giving access to the share capital into shares, will take place, taking into account the par value of said securities, for a number of shares such that the amount received by the Company, for each share, is at least equal to the minimum subscription price as defined for share issues under this resolution;
- resolve that this authorization shall not include any issue of preference shares or securities giving access to preference shares;
- resolve, in the event of an issue of securities offered in payment for securities tendered in a public exchange offer, that the Board of Directors shall have, in accordance with the provisions of Article L.22-10-54 of the French Commercial Code and within the aforementioned limits, the necessary powers to define the list of securities tendered in the exchange, the terms of the issue, the exchange ratio, the balance to be settled in cash, where applicable, and the conditions of the issue;
- resolve that the total nominal amount of capital increases that may be carried out immediately and/or in the future shall not exceed €4,210,280, i.e., approximately 35% of the share capital at the date of this Meeting, it being specified that this amount shall be included in **Overall Limit I** provided for under the thirty-second resolution, to which may be added, where applicable, the additional nominal amount of shares to be issued to preserve, in accordance with the law and, where appropriate, the contractual terms and conditions providing for other adjustments, the rights of holders of securities giving access to shares;
- resolve, in addition, that the total nominal amount of issues that mainly consist of debt securities, such as bond issues, may not exceed one billion (1,000,000,000) euros or the equivalent of this amount in another currency, at the date of the issue decision. This amount shall be included in **Overall Limit II**, provided for under the thirty-second resolution, it being specified that this amount is independent of and separate from the amount of debt securities provided for by Articles L.228-40 and L.228-92, paragraph 3 of the French Commercial Code, the issuance of which is decided or authorized by the Board of Directors in accordance with Article L.228-4 of the French Commercial Code or the bylaws;
- note that this authorization shall automatically entail the waiver of the shareholders' pre-emptive right to subscribe for the shares in the Company's capital to which the securities issued may grant access, immediately or in the future, in favor of the holders of said securities;
- resolve that for each of the issues decided under this resolution, the number of shares to be issued may be increased, in accordance with the conditions of Article L.225-135-1 of the French Commercial Code and within the limit of **Overall Limit I** and **Overall Limit II** provided for under the thirty-second resolution, subject to the adoption of the twenty-fifth resolution;
- resolve that the Board of Directors may, where applicable, offset the costs, duties and fees arising from the issues provided for in this resolution against the amount of issue premiums and deduct the amount required to increase the statutory reserve;
- resolve that the Board of Directors will have full powers, in accordance with the law, which may be delegated to the Chief Executive Officer under the conditions set by law, to implement this authorization and in particular to set the conditions of the issue, subscription and payment of the shares and securities, preserve the rights of holders of securities, suspend, where applicable, the exercise of rights attached to these securities for a maximum period of three months, place on record the completion of the increases provided for under this resolution and amend the Company's bylaws to reflect the new capital;
- note that this authorization supersedes any other prior authorization for the same purpose.

VINGT-TROISIEME RESOLUTION / TWENTY THIRD RESOLUTION

Autorisation à donner au Conseil d'administration, à l'effet de décider d'augmenter le capital social par voie d'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ou donnant droit à l'attribution de titres de créances avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires par offres au public visées à l'article L. 411-2 1° du Code monétaire et financier

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, après avoir constaté la libération intégrale du capital et conformément aux dispositions des articles L. 225-129, L. 225-129-2, L. 225-135, L. 22-10-51, L. 225-136, L. 22-10-52, L. 228-91 et suivants du Code de commerce ainsi qu'aux dispositions de l'article L. 411-2 1° du Code monétaire et financier :

- délègue au Conseil d'administration la compétence de décider, une ou plusieurs augmentations du capital dans les proportions et aux époques qu'il déterminera, par l'émission, en France et/ou à l'étranger, dans le cadre d'offres au public visées à l'article L. 411-2 1° du Code monétaire et financier, en euros, d'actions de la Société ou de toutes valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à des actions existantes ou à émettre de la Société ou d'une société dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital, sous réserve de l'autorisation de l'assemblée générale extraordinaire de la société dans laquelle les droits sont exercés, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires dont la souscription pourra être opérée soit en numéraire soit par compensation avec des créances, ces valeurs mobilières pouvant donner droit à l'attribution de titres de créances, être libellées en monnaie quelconque ou établies par référence à plusieurs monnaies ;
- décide que la délégation ainsi conférée au Conseil d'administration est valable pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente Assemblée générale ;
- décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires à ces actions ou valeurs mobilières ;
- décide que la somme revenant ou devant revenir à la Société pour chacune des actions ordinaires émises ou à émettre, notamment en cas d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital, sera au moins égale au minimum prévu par les dispositions légales et/ou réglementaires applicables au jour de l'émission ;
- décide que la conversion, le remboursement ou généralement la transformation en actions de chaque valeur mobilière donnant accès au capital se fera, compte tenu de la valeur nominale de ladite valeur mobilière, en un nombre d'actions tel que la somme perçue par la Société, pour chaque action, soit au moins égale au prix de souscription minimum tel que défini pour l'émission des actions, dans cette même résolution ;
- décide qu'est expressément exclue toute émission d'actions de préférence et de valeurs mobilières donnant accès à des actions de préférence ;
- le montant nominal total des augmentations de capital social susceptibles d'être ainsi réalisées immédiatement et/ou à terme, ne pourra être supérieur à 20% du capital social par an, étant précisé que cette limite de 20% s'apprécie à quelque moment que ce soit, s'appliquant

à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à la présente Assemblée générale et compte non-tenu du montant nominal du capital susceptible d'être augmenté par l'exercice de tous droits et valeurs mobilières déjà émis et dont l'exercice est différé et que le montant des augmentations de capital prévues à la présente résolution s'imputera sur le **Plafond Global I** prévu à la 32^{ème} résolution ;

- décide, en outre, que le montant nominal total des valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital susceptibles d'être ainsi émises ne pourra excéder un milliard (1 000 000 000) d'euros ou la contre-valeur de ce montant, à la date de la décision d'émission, ce montant s'imputant sur le **Plafond Global II** prévu à la 32^{ème} résolution ;
- prend acte que la présente délégation emporte de plein droit au profit des titulaires de valeurs mobilières susceptibles d'être émises et donnant accès, immédiatement ou à terme, à des titres de capital de la Société, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital auxquels lesdites valeurs mobilières pourront donner droit ;
- décide que pour chacune des émissions décidées en application de la présente résolution, le nombre de titres à émettre pourra être augmenté, dans les conditions de l'article L. 225-135-1 du Code de commerce et dans la limite du **Plafond Global I** et du **Plafond Global II** prévues à la 32^{ème} résolution ce, sous réserve de l'adoption de la 25^{ème} résolution ;
- décide que le Conseil d'administration pourra le cas échéant imputer les frais, droits et honoraires occasionnés par les émissions prévues à la présente résolution sur le montant des primes correspondantes, et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale ;
- décide que le Conseil d'administration disposera, conformément à la loi, de tous les pouvoirs, avec faculté de subdélégation au profit de son Directeur Général dans les conditions prévues par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation notamment à l'effet de fixer les conditions d'émission, de souscription et de libération des actions et des valeurs mobilières, préserver les droits des titulaires de valeurs mobilières, suspendre, le cas échéant, l'exercice des droits attachés à ces valeurs mobilières pendant un délai maximum de trois mois, constater la réalisation des émissions prévues à la présente résolution et procéder à la modification corrélative des statuts ;
- prend acte que la présente délégation prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet.

*Authorization to be given to the Board of Directors to decide to increase the share capital
by issuing ordinary shares and/or securities giving access to the Company's
share capital or giving the right to the allocation of debt securities, without
pre-emptive subscription rights, by way of a public offer governed by Article L.411-2 1° of the French Monetary and Financial Code*

Voting in accordance with the quorum and majority rules applicable to extraordinary shareholders' meetings, having considered the Board of Directors' report and the Statutory Auditors' special report and having noted that the share capital has been fully paid up, in accordance with Articles L.225-129, L.225-129-2, L.225-135, L.22-10-51, L.225-136, L.22-10-52, L.228-91 et seq. of the French Commercial Code, as well as Article L.411-2 1° of the French Monetary and Financial Code, the shareholders:

- *authorize the Board of Directors to decide to carry out one or more capital increases, in the amounts and at the times it sees fit, through the issue, in France and/or abroad and in euros, by way of a public offer governed by Article L.411-2 1° of the French Monetary and Financial Code, of shares in the Company or any securities giving access by any means, immediately and/or in the future, to existing shares or shares to be issued by the Company or a company in which it directly or indirectly owns more than half of the share capital, subject to the authorization of the extraordinary shareholders' meeting of the company in which the rights are exercised, without pre-emptive subscription rights for existing shareholders, which may be subscribed for either in cash or by offsetting receivables. These securities may give the right to the allocation of debt securities and be denominated in any currency or set by reference to several currencies;*
- *resolve that this authorization shall be given to the Board of Directors for a period of twenty-six months from the date of this Meeting;*
- *resolve to cancel the shareholders' pre-emptive subscription right to these shares or securities;*
- *resolve that the amount paid, or due, to the Company for each of the ordinary shares issued or to be issued, in the event of the issue of securities giving access to the share capital, will be at least equal to the minimum price set out in the legal or regulatory texts applicable at the date of issue;*
- *resolve that the exchange, reimbursement or, more generally, conversion of securities giving access to the share capital into shares, will take place, taking into account the par value of said securities, for a number of shares such that the amount received by the Company, for each share, is at least equal to the minimum subscription price as defined for share issues under this resolution;*
- *resolve that this authorization shall not include any issue of preference shares or securities giving access to preference shares;*
- *resolve that the total nominal amount of capital increases that may be carried out immediately and/or in the future, shall not exceed 20% of the share capital per year, it being specified that (i) this limit of 20% may be calculated at any time in view of the fact that it applies to the share capital adjusted in light of transactions impacting it subsequent to this Meeting and not taking into account the nominal amount of capital increases that may take place by exercising the rights and securities already issued, the exercise of which has been deferred, and (ii) the amount of capital increases provided for in this resolution shall be included in **Overall limit I** provided for under the thirty-second resolution;*
- *resolve, in addition, that the total nominal amount of debt securities giving access to the share capital that may be issued pursuant to this resolution may not exceed one billion (1,000,000,000) million euros or the equivalent of this amount in another currency, at the date of the issue decision. This amount will be deducted from **Overall Limit II** provided for under the thirty-second resolution;*
- *note that this authorization shall automatically entail the waiver of the shareholders' pre-emptive right to subscribe for the shares in the Company's capital to which the securities issued may grant access, immediately or in the future, in favor of the holders of said securities;*
- *resolve that for each of the issues decided under this resolution, the number of shares to be issued may be increased, in accordance with the conditions of Article L.225-135-1 of the French Commercial Code and within the limit of **Overall Limit I** and **Overall Limit II** provided for under the thirty-second resolution, subject to the adoption of the twenty-fifth resolution;*
- *resolve that the Board of Directors may, where applicable, offset the costs, duties and fees arising from the issues provided for in this resolution against the amount of issue premiums and deduct the amount required to increase the statutory reserve;*
- *resolve that the Board of Directors will have full powers, in accordance with the law, which may be delegated to the Chief Executive Officer under the conditions set by law, to implement this authorization and in particular to set the conditions of the issue, subscription and payment of the shares and securities, preserve the rights of holders of securities, suspend, where applicable, the exercise of rights attached to these securities for a maximum period of three months, place on record the completion of the increases provided for under this resolution and amend the Company's bylaws to reflect the new capital;*
- *note that this authorization supersedes any other prior authorization for the same purpose.*

VINGT-QUATRIEME RESOLUTION / TWENTY FOURTH RESOLUTION

Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet de fixer, selon les modalités déterminées par l'Assemblée générale, le prix d'émission des actions ordinaires et/ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-

52 du Code de commerce, sous condition suspensive de l'adoption des 22^{ème} et 23^{ème} résolutions, autorise le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation au profit de son Directeur Général, pour chacune des émissions décidées dans le cadre des délégations consenties aux 22^{ème} et 23^{ème} résolutions, et dans la limite de 10 % du capital social par an au moment de l'émission (étant précisé que cette limite de 10 % s'apprécie à quelque moment que ce soit, s'appliquant à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à la présente Assemblée générale et compte non-tenu du montant nominal du capital susceptible d'être augmenté par l'exercice de tous droits et valeurs mobilières déjà émis et dont l'exercice est différé), à déroger aux conditions de fixation du prix prévues par les résolutions susvisées et à fixer le prix d'émission des actions ordinaires et/ou de toutes autres valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à des actions ordinaires de la Société selon l'une des modalités suivantes :

- a) le prix de l'émission des actions sera au moins égal à la moyenne pondérée des cours de bourse de clôture sur le marché réglementé d'Euronext à Paris lors des trois dernières séances précédant le début de l'offre au public au sens du règlement (UE) n°2017/1129 du 14 juin 2017, éventuellement diminué d'une décote maximale de 10 % ;
- b) le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par la Société soit, pour chaque action émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au montant visé à l'alinéa a) ci-dessus.

Le montant des augmentations de capital effectuées en application de la présente résolution s'imputera sur le **Plafond Global I** et le **Plafond Global II** prévus à la 32^{ème} résolution.

Cette autorisation ainsi conférée au Conseil d'administration est valable pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente Assemblée générale.

Authorization to be given to the Board of Directors to set the issue price of the ordinary shares and/or securities giving access to the Company's share capital, without pre-emptive subscription rights, in accordance with the conditions laid down by the Annual General Meeting

Voting in accordance with the quorum and majority rules applicable to extraordinary shareholders' meetings, and having considered the Board of Directors' report and the Statutory Auditors' special report, in accordance with the provisions of Article L.22-10-52 of the French Commercial Code, subject to the adoption of the twenty-second and twenty-third resolutions, authorizes the Board of Directors, which may delegate its powers to the Chief Executive Officer, for each of the issues decided under the authorizations granted in the twenty-second and twenty-third resolutions, and within the annual limit of 10% of the share capital at the time of the issue (it being specified that this limit of 10% may be calculated at any time in view of the fact that it applies to the share capital as adjusted in light of capital transactions carried out subsequent to this Annual General Meeting and not taking into account the nominal amount of capital increases that may take place through the exercise of the rights and securities already issued, the exercise of which has been deferred), to derogate from the conditions for setting the price provided for in the aforementioned resolutions and to set the issue price of the ordinary shares and/or other securities giving access by any means, immediately and/or in the future, to ordinary shares of the Company in one of the following ways:

- a) *the issue price of the shares will be at least equal to the weighted average of the closing prices on the Euronext Paris regulated market on the last three trading days preceding the start of the public offering within the meaning of Regulation (EU) 2017/1129 of June 14, 2017, less, where so decided, a maximum discount of 10%;*
- b) *the issue price of securities giving immediate or future access to shares in the Company shall be set to ensure that the amount received immediately by the Company, increased, where applicable, by the amount to be received at a later date, shall, for each share issued as a result of the securities issued, be at least equal to the amount mentioned in paragraph a) above.*

*The amount of the capital increases carried out pursuant to this resolution will be included in **Overall Limit I** and **Overall Limit II** provided for under the thirty-second resolution.*

This authorization shall be given to the Board of Directors for a period of twenty-six months from the date of this Meeting.

VINGT-CINQUIEME RESOLUTION / TWENTY FIFTH RESOLUTION

Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet de décider d'augmenter le nombre d'actions, titres et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ou donnant droit à l'attribution de titres de créances à émettre en cas d'augmentation de capital

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport des Commissaires aux comptes, conformément aux dispositions de l'article L. 225-135-1 du Code de commerce, autorise le Conseil d'administration, en cas d'adoption des 21^{ème} à 23^{ème} résolutions, pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente Assemblée, à augmenter, conformément à l'article R. 225-118 du Code de commerce ou toute autre disposition applicable, sur ses seules décisions dans la limite du plafond prévu dans la résolution en vertu de laquelle l'émission initiale est décidée et dans la limite du **Plafond Global I** et du **Plafond Global II** prévus à la 32^{ème} résolution dans un délai de trente jours de la clôture de la souscription de l'émission initiale et dans la limite de 15 % de l'émission initiale et au même prix que celui retenu pour l'émission initiale, le nombre d'actions, titres ou valeurs mobilières à émettre en cas d'augmentation du capital social de la Société avec ou sans droit préférentiel de souscription des actionnaires, décidées en application des 21^{ème} à 23^{ème} résolutions.

L'Assemblée générale prend acte de ce que la limite prévue au premier paragraphe de l'alinéa I de l'article L.225-134 du Code de commerce, sera alors augmentée dans les mêmes proportions.

L'Assemblée générale prend également acte que la présente délégation prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet.

Authorization to be given to the Board of Directors to decide to increase the number of shares and/or securities giving access to the Company's share capital or giving the right to the allocation of debt securities to be issued in the event of a capital increase

Voting in accordance with the quorum and majority rules applicable to extraordinary shareholders' meetings, and having considered the Board of Directors' report and the Statutory Auditors' report, in accordance with Article L.225-135-1 of the French Commercial Code, the shareholders authorize the Board of Directors, subject to the adoption of the twenty-first to twenty-third resolutions, for a period of twenty-six months from the date of this Meeting, to increase, in accordance with Article R.225-118 of the French Commercial Code or any other applicable legal provisions,

at its sole discretion and within the limit provided for under the resolution pursuant to which the initial issue is decided and within the limit of **Overall Limit I** and **Overall Limit II** provided for under the thirty-second resolution, within thirty days of the close of subscriptions to the initial issue and within the limit of 15% of the initial issue and at the same price as that used for the initial issue, the number of shares or securities to be issued in the event of a share capital increase, with or without pre-emptive subscription rights, decided in accordance with the twenty-first to twenty-third resolutions.

The shareholders note that the limit provided for in the first paragraph of Article L.225-134 I of the French Commercial Code will be increased in the same proportions.

The shareholders also note that this authorization supersedes any other prior authorization for the same purpose.

VINGT-SIXIEME RESOLUTION / TWENTY SIXTH RESOLUTION

Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet de décider d'augmenter le capital social par voie d'émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société sans droit préférentiel de souscription dans le cadre d'apports en nature consentis à la Société

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport des Commissaires aux comptes, et statuant conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-53 du Code de commerce :

- délègue au Conseil d'administration le pouvoir de décider, sur le rapport du commissaire aux apports mentionné aux 1^{er} et 2^{ème} alinéas de l'article L. 225-147 et à l'article L. 22-10-53, l'émission d'actions ordinaires de la Société ou de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à des actions ordinaires de la Société en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, lorsque les dispositions de l'article L. 22-10-54 du Code de commerce ne sont pas applicables ;
- décide que la délégation ainsi conférée au Conseil d'administration est valable pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente Assemblée générale ;
- décide que le montant nominal total des augmentations de capital social susceptibles d'être ainsi réalisées immédiatement et/ou à terme, ne pourra être supérieur à 10 % du capital social, étant précisé que cette limite de 10 % s'apprécie à quelque moment que ce soit, s'appliquant à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à la présente Assemblée générale et compte non-tenu du montant nominal du capital susceptible d'être augmenté par l'exercice de tous droits et valeurs mobilières déjà émis et dont l'exercice est différé et que le montant des augmentations de capital prévues à la présente résolution s'imputera sur le **Plafond Global I** prévu à la 32^{ème} résolution ;
- décide que le montant nominal total des valeurs mobilières représentatives de titres de créances, donnant accès au capital de la Société ou à des titres de créances, susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation sera au maximum un milliard (1 000 000 000) d'euros ou la contre-valeur de ce montant en cas d'émission en monnaie étrangère ou en unités de comptes fixées par référence à plusieurs monnaies étant précisé que ce montant s'imputera sur le **Plafond Global II** fixé à la 32^{ème} résolution ;
- décide en tant que de besoin de supprimer, au profit des porteurs des titres ou valeurs mobilières, objet des apports en nature, le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ordinaires et valeurs mobilières ainsi émises et prend acte que la présente délégation emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires de la Société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation pourront donner droit ;
- décide que le Conseil d'administration pourra le cas échéant imputer les frais, droits et honoraires occasionnés par les émissions prévues à la présente résolution sur le montant des primes correspondantes, et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale ;
- décide que le Conseil d'administration disposera, conformément à la loi, de tous les pouvoirs, avec faculté de subdélégation au profit de son Directeur Général dans les conditions prévues par la loi, pour mettre en œuvre la présente résolution, notamment pour statuer sur l'évaluation des apports et l'octroi d'avantages particuliers, constater la réalisation définitive des augmentations de capital réalisées en vertu de la présente résolution, procéder à la modification corrélative des statuts, procéder à toutes formalités et déclarations et requérir toutes autorisations qui s'avèreraient nécessaires à la réalisation de ces apports ;
- prend acte que la présente délégation prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet.

Authorization to be given to the Board of Directors to decide to increase the share capital by issuing ordinary shares and/or securities giving access to the Company's share capital, without pre-emptive subscription rights, as consideration for contributions in kind made to the Company

Voting in accordance with the quorum and majority rules applicable to extraordinary shareholders' meetings, and having considered the Board of Directors' report and the Statutory Auditors' report, in accordance with Article L.22-10-53 of the French Commercial Code, the shareholders:

- authorize the Board of Directors to decide, based on the appraiser's report referred to in paragraphs 1 and 2 of the abovementioned Article L.225-147 and Article L.22-10-53, to issue ordinary shares in the Company or securities giving access by any means, either immediately and/or in the future, to ordinary shares in the Company as consideration for contributions in kind granted to the Company and comprising shares or securities giving access to the share capital, where the provisions of Article L.22-10-54 of the French Commercial Code are not applicable;
- resolve that this authorization shall be given to the Board of Directors for a period of twenty-six months from the date of this Meeting;
- resolve that the total nominal amount of capital increases that may be carried out immediately and/or in the future, shall not exceed 10% of the share capital, it being specified that (i) this limit of 10% may be calculated at any time in view of the fact that it applies to the share capital as adjusted in light of capital transactions carried out subsequent to this Meeting and not taking into account the nominal amount of capital increases that may take place through the exercise of the rights and securities already issued, the exercise of which has been deferred, and (ii) the amount of capital increases provided for in this resolution will be included in **Overall Limit I** provided for under the thirty-second resolution;
- resolve that the total nominal amount of debt securities giving access by all means to the share capital or to debt securities, that may be issued under this authorization, shall not exceed one billion (1,000,000,000) euros or the equivalent of this amount in case of issuance in another currency or in units of account set by reference to several currencies. This amount shall be included in **Overall Limit II** provided for under the thirty-second resolution;
- resolve to cancel, where appropriate, the shareholders' pre-emptive right to subscribe for ordinary shares and securities issued under this resolution, in favor of the holders of the contributed shares and securities, and note that this authorization entails the waiver of the shareholders' pre-emptive right to subscribe for the ordinary shares in the Company to which the securities issued under this resolution may grant access;

- resolve that the Board of Directors may, where applicable, offset the costs, duties and fees arising from the issues provided for in this resolution against the amount of issue premiums and deduct the amount required to increase the statutory reserve;
- resolve that the Board of Directors shall have full powers, in accordance with the law, which may be delegated to the Chief Executive Officer under the conditions set by law, to implement this authorization and in particular to decide on the evaluation of the contributions and the granting of special benefits, record the completion of the capital increases carried out pursuant to this resolution, amend the bylaws accordingly, carry out all formalities and declarations and request all authorizations necessary to carry out these contributions;
- note that this authorization supersedes any other prior authorization for the same purpose.

VINGT-SEPTIEME RESOLUTION / TWENTY SEVENTH RESOLUTION

Autorisation à donner au Conseil d'administration, à l'effet d'augmenter le capital social par voie d'incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par les articles L.225-130 et L.22-10-50 du Code de commerce, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, après avoir constaté la libération intégrale du capital et conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2, L. 225-130 et L.22-10-50 du Code de commerce :

- délègue au Conseil d'administration la compétence de décider une ou plusieurs augmentations de capital, dans la proportion et aux époques qu'il déterminera, par incorporation successive ou simultanée au capital de primes, réserves, bénéfices ou autres, dont la capitalisation sera légalement et statutairement possible et sous forme d'attribution gratuite d'actions ou d'élévation de la valeur nominale des actions existantes ou par l'emploi conjoint de ces deux procédés ;
- décide que la délégation ainsi conférée au Conseil d'administration est valable pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente Assemblée générale ;
- décide que le montant nominal total des augmentations de capital social susceptibles d'être ainsi réalisées immédiatement et/ou à terme, ne pourra être supérieur à 4 210 280 euros, soit environ 35 % du capital social à la date de la présente Assemblée, étant précisé que ce montant s'imputera sur le **Plafond Global I** prévu à la 32^{ème} résolution, montant auquel s'ajoutera, le cas échéant, le montant supplémentaire nominal des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant droit à des actions ;
- en cas d'usage par le Conseil d'administration de la présente délégation, décide conformément aux dispositions des articles L. 225-130 et L.22-10-50 du Code de commerce, que les droits formant rompus ne seront pas négociables et que les titres correspondants seront vendus ; les sommes provenant de la vente seront allouées aux titulaires des droits dans le délai prévu par la réglementation ;
- décide que le Conseil d'administration pourra le cas échéant imputer les frais, droits et honoraires occasionnés par les émissions prévues à la présente résolution sur un ou plusieurs postes de réserves disponibles et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale ; décide que le Conseil d'administration disposera, conformément à la loi, de tous les pouvoirs, avec faculté de subdélégation au profit de son Directeur Général dans les conditions prévues par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation notamment à l'effet de fixer les conditions des émissions prévues à la présente résolution, constater la réalisation des émissions prévues à la présente résolution et procéder à la modification corrélative des statuts ;
- prend acte que la présente délégation prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet.

Authorization to be given to the Board of Directors to decide to increase the share capital through the capitalization of additional paid-in capital, reserves, profits or other items

Voting in accordance with the quorum and majority rules applicable to extraordinary shareholders' meetings provided for in Articles L.225-130 and L.22-10-50 of the French Commercial Code, having considered the Board of Directors' report and having noted that the share capital has been fully paid up, in accordance with Articles L.225-129-2, L.225-130 and L.22-10-50 of the French Commercial Code, the shareholders:

- authorize the Board of Directors to decide to carry out one or more capital increases, in the amounts and at the times it sees fit, through the successive or simultaneous capitalization of additional paid-in capital, reserves, profits or other items that are eligible for capitalization by virtue of the law or the bylaws, in the form of free share grants or an increase in the par value of existing shares or a combination of both;
- resolve that this authorization shall be given to the Board of Directors for a period of twenty-six months from the date of this Meeting;
- resolve that the total nominal amount of capital increases that may be carried out immediately and/or in the future, shall not exceed €4,210,280, i.e., approximately 35% of the share capital at the date of this Meeting, it being specified that this amount shall be included in **Overall Limit I** provided for under the thirty-second resolution, to which may be added, where applicable, the additional nominal amount of shares to be issued to preserve, in accordance with the law and, where appropriate, the contractual terms and conditions providing for other adjustments, the rights of holders of securities giving access to shares;
- in the event that the Board of Directors uses this authorization, resolve that in accordance with the provisions of Articles L.225-130 and L.22-10-50 of the French Commercial Code, fractional share rights may not be negotiable and that the corresponding securities will be sold; the proceeds from the sale will be allocated to the holders of the rights within the time limit provided for by law;
- resolve that the Board of Directors may, where applicable, offset the costs, duties and fees arising from the issues provided for in this resolution against one or several available reserve accounts and deduct the amount required to increase the statutory reserve; resolve that the Board of Directors shall have full powers, in accordance with the law, which may be delegated to the Chief Executive Officer under the conditions set by law, to implement this authorization and in particular to set the conditions of the issues provided for under this resolution, record the completion of these issues and amend the Company's bylaws accordingly;
- note that this authorization supersedes any other prior authorization for the same purpose.

VINGT-HUITIEME RESOLUTION / TWENTY EIGHTH RESOLUTION

Autorisation à donner au Conseil d'administration en vue d'émettre, sans droit préférentiel de souscription des actionnaires, des actions en conséquence de l'émission par des filiales et/ou la société mère de la Société de valeurs mobilières donnant accès à des actions et/ou d'autres valeurs mobilières à émettre par la Société

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et conformément aux dispositions de l'article L. 225-129-2 et L. 228-93 du Code de commerce :

- délègue au Conseil d'administration sa compétence pour décider l'émission d'actions et/ou d'autres valeurs mobilières de la Société auxquelles donneraient droit des valeurs mobilières émises par une ou des sociétés dont la Société possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital social (une « Filiale ») et/ou d'une société qui possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital de la Société (« société mère ») ;
- ces valeurs mobilières ne pourront être émises par les Filiales qu'avec l'accord du Conseil d'administration de la Société et pourront, conformément à l'article L. 228-93 du Code de commerce, donner accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à des actions de la Société ; elles pourront être émises en une ou plusieurs fois, en France ou à l'étranger ;
- décide que le montant nominal total des augmentations de capital social susceptibles d'être ainsi réalisées immédiatement et/ou à terme, ne pourra être supérieur à 4 210 280 euros, soit environ 35 % du capital social à la date de la présente Assemblée, étant précisé que ce montant s'imputera sur le **Plafond Global I** prévu à la 32^{ème} résolution ;
- décide que le montant nominal total des émissions de valeurs mobilières dont le titre primaire est un titre de créance notamment obligataire ne pourra excéder un milliard (1 000 000 000) d'euros ou la contre-valeur de ce montant en autres devises, à la date de la décision d'émission étant précisé que (i) ce montant s'imputera sur le **Plafond Global II** prévu à la 32^{ème} résolution et (ii) est autonome et distinct du montant des titres de créance visés aux articles L. 228-40 et L. 228-92 alinéa 3 du Code de commerce dont l'émission serait décidée ou autorisée par le Conseil d'administration conformément aux dispositions de l'article L. 228-4 du Code de commerce ou des statuts ;
- en toute hypothèse, la somme versée dès l'émission ou pouvant ultérieurement être versée à la Société devra être pour chaque action émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au montant minimum prévu par les dispositions statutaires, légales et réglementaires après correction, s'il y a lieu, de ce montant pour tenir compte de la différence de date de jouissance ;
- décide de supprimer le droit préférentiel de souscription aux valeurs mobilières visées ci-dessus émises par les Filiales et/ou la société mère, dont disposent les actionnaires de la Société ;
- décide que la somme revenant ou devant revenir à la Société pour chacune des actions ordinaires émises ou à émettre, notamment en cas d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital, sera au moins égale au minimum prévu par les dispositions légales et/ou réglementaires applicables au jour de l'émission ;
- décide que le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.
- décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente résolution, en accord avec les Conseils d'administration, Directoires ou autres organes de direction ou de gestion compétents des Filiales émettrices des valeurs mobilières visées par la présente résolution et notamment de :
 - fixer les montants à émettre ;
 - fixer les prix d'émission ;
 - déterminer les autres modalités d'émission et les caractéristiques des valeurs mobilières susceptibles d'être émises en vertu de la présente résolution ;
 - fixer la date de jouissance, même rétroactive, des titres à créer ;
 - prendre toutes mesures nécessaires destinées à protéger les droits des titulaires de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital et ce, en conformité avec les dispositions légales et réglementaires et, le cas échéant, les stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement ;
 - imputer, le cas échéant, les frais des augmentations de capital sur le montant des primes afférentes à ces augmentations et, s'il le juge opportun, prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque émission ;
 - prendre toutes les dispositions utiles et conclure tous accords et conventions pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, le tout dans le cadre des lois et règlements français et, le cas échéant, étrangers applicables ;
 - faire procéder, le cas échéant, à l'admission aux négociations sur un marché réglementé des actions, des valeurs mobilières à émettre ou des actions qui seraient émises par exercice des valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre ;
 - constater la réalisation des augmentations de capital résultant de la présente résolution et procéder à la modification corrélative des statuts, ainsi que de procéder à toutes formalités et déclarations et requérir toutes autorisations qui s'avèreraient nécessaires à la réalisation de ces émissions.

Authorization to be given to the Board of Directors to issue, without pre-emptive subscription rights for existing shareholders, shares resulting from the issue of securities, by subsidiaries and/or the Company's parent company, giving access to shares and/or other securities to be issued by the Company

Voting in accordance with the quorum and majority rules applicable to extraordinary shareholders' meetings, and having considered the Board of Directors' report and the Statutory Auditors' special report, in accordance with the provisions of Articles L.225-129-2 and L.228-93 of the French Commercial Code, the shareholders:

- *authorize the Board of Directors to decide to issue shares and/or other securities of the Company to which securities issued by one or more companies in which the Company directly or indirectly owns more than half of the share capital (a "Subsidiary") and/or a company which directly or indirectly owns more than half of the Company's share capital (the "parent company") grant access;*
- *these securities may only be issued by the Subsidiaries with the approval of the Company's Board of Directors and may, in accordance with Article L.228-93 of the French Commercial Code, give access by any means, immediately and/or in the future, to the Company's shares. They may be issued on one or more occasions, in France or abroad;*
- *resolve that the total nominal amount of capital increases that may be carried out immediately and/or in the future, shall not exceed €4,210,280, i.e., approximately 35% of the share capital at the date of this Meeting, it being specified that this amount shall be included in **Overall Limit I** provided for under the thirty-second resolution;*
- *resolve that the total nominal amount of issues that mainly consist of debt securities, such as bond issues, may not exceed one billion (1,000,000,000) euros or the equivalent of this amount in another currency, at the date of the issue decision. This amount shall be included in **Overall Limit II**, provided for under the thirty-second resolution, it being specified that this amount is independent of and separate from the amount of debt securities provided for by Articles L.228-40 and L.228-92, paragraph 3 of the French Commercial Code, the issuance of which is decided or authorized by the Board of Directors in accordance with Article L.228-4 of the French Commercial Code or the bylaws;*
- *resolve that, in any event, the amount paid at the time of the issue or subsequently paid to the Company for each share issued pursuant to the issue of these securities must be at least equal to the minimum price set out by legal and regulatory provisions and the Company's bylaws. This price shall be adjusted, where appropriate, to take into account differences in the dates of entitlement to dividends;*
- *resolve to cancel the pre-emptive subscription right of the Company's shareholders to the abovementioned securities issued by the Subsidiaries and/or the parent company;*
- *resolve that the amount paid, or due, to the Company for each of the ordinary shares issued or to be issued, in the event of the issue of securities giving access to the share capital, will be at least equal to the minimum price set out in the legal or regulatory provisions applicable at the date of issue;*

- resolve that the Board of Directors may not use this authorization from the date of the filing of a public offer for the Company's shares by a third party until the end of the offer period unless previously authorized to do so by the Annual General Meeting;
- resolve that the Board of Directors will have full powers to implement this resolution, subject to the approval of the Board of Directors, the Management Board or other competent executive or managerial bodies of the Subsidiaries issuing the securities referred to in this resolution, and in particular to:
 - set the amounts to be issued,
 - set the issue prices,
 - set the other terms and conditions of the issue and the characteristics of the securities that may be issued pursuant to this resolution,
 - set the date of entitlement to dividends, including retroactively, of the securities to be created,
 - take any measures necessary to protect the rights of holders of securities or other rights giving access to the share capital in accordance with legal and regulatory provisions and, where applicable, the contractual terms and conditions providing for other adjustments,
 - offset, where applicable, the cost of the capital increases against the amount of the corresponding issue premiums and, if deemed appropriate, deduct from this amount the sums required to increase the statutory reserve to one-tenth of the new share capital following each issue,
 - take all necessary measures and enter into all agreements to successfully carry out the planned issues, in accordance with the applicable French laws and regulations and, where appropriate, any applicable foreign laws and regulations,
 - list for trading on a stock exchange, where applicable, securities to be issued or shares issued by exercising securities giving access to Company shares to be issued,
 - report the completion of the capital increases carried out pursuant to this resolution and amend the bylaws accordingly, carry out all formalities and declarations and request all authorizations necessary to carry out these issues.

VINGT-NEUVIEME RESOLUTION / TWENTY NINTH RESOLUTION

*Autorisation à donner au Conseil d'administration, pour une durée de trente-huit mois,
à l'effet de procéder à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre,
avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants et de l'article L.22-10-59 du Code de commerce,

1. Autorise le Conseil d'administration à procéder, en une ou plusieurs tranches, au bénéfice de l'ensemble des salariés, ou de certains d'entre eux, ainsi que des mandataires sociaux, ou de certains d'entre eux, de la Société ou des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-197-2 du Code de Commerce, à des attributions gratuites d'actions ordinaires, existantes ou à émettre, de la Société.
2. Décide que le nombre d'actions ordinaires susceptibles d'être attribuées gratuitement en vertu de la présente autorisation ne pourra être supérieur à 1 202 937 euros correspondant à 11 836 122 actions soit 10 % du capital social de la Société, tel que constaté au jour de chaque décision d'attribution par le Conseil d'administration, étant précisé que :
 - 2.1. le nombre d'actions ordinaires susceptibles d'être attribuées aux dirigeants mandataires sociaux de la Société à chaque décision d'attribution du Conseil d'administration ne pourra représenter plus de 1 % du capital social de la Société, tel que constaté au jour de ladite décision d'attribution par le Conseil d'administration, ce plafond s'imputant sur le plafond global ci-dessus mentionné de 10 % du capital social.
 - 2.2. le plafond et le sous-plafond ci-dessus mentionnés ne tiennent pas compte du nombre d'actions ordinaires qui pourraient être attribuées aux bénéficiaires en supplément des actions ordinaires initialement attribuées, au titre des ajustements qui seraient à effectuer pour préserver les droits desdits bénéficiaires en cas d'opération sur le capital de la Société intervenant durant la période d'acquisition visée au paragraphe 3 de la présente résolution ;
 - 2.3. il ne peut pas être attribué d'actions gratuites aux salariés et aux mandataires sociaux détenant chacun plus de 10 % du capital social. Par ailleurs, une attribution gratuite d'actions ne peut pas non plus avoir pour effet que les salariés et les mandataires sociaux détiennent chacun plus de 10 % du capital social.
3. Décide que :
 - 3.1. l'attribution des actions ordinaires à leurs bénéficiaires deviendra définitive au terme d'une période d'acquisition dont la durée sera fixée par le Conseil d'administration, étant entendu que cette durée ne pourra être inférieure à un an ;
 - 3.2. le cas échéant, la durée de l'obligation de conservation desdites actions ordinaires sera fixée par le Conseil d'administration, étant entendu que cette durée ne pourra être inférieure à un an en cas de période d'acquisition d'un an, et qu'il pourra ne pas y avoir de période de conservation minimale en cas de période d'acquisition supérieure ou égale à deux ans (au choix du Conseil d'administration) étant précisé que s'agissant des actions octroyées au profit du Président du Conseil d'administration, au Directeur Général et aux Directeurs Généraux Délégués, le Conseil d'administration devra soit (i) décider que les actions attribuées gratuitement ne pourront être cédées par les intéressés avant la cessation de leurs fonctions, ou lors du renouvellement de leurs fonctions, soit (ii) fixer la quantité d'actions octroyées qu'ils sont tenus de conserver au nominatif jusqu'à la cessation de leurs fonctions ou lors du renouvellement de leurs fonctions.
 - 3.3. que, pour les non-résidents fiscaux en France, si les dispositions légales et réglementaires en vigueur au jour de sa décision l'autorisent, le Conseil d'administration pourra supprimer la période de conservation susvisée à la condition que la période d'acquisition soit au moins égale aux périodes cumulées d'acquisition et de conservations ;
 - 3.4. par dérogation à ce qui précède, l'attribution définitive pourra avoir lieu avant le terme de la période d'acquisition en cas d'invalidité des bénéficiaires correspondant au classement dans la deuxième ou la troisième des catégories prévues à l'article L. 341-4 du Code de la Sécurité Sociale, et que, dans une telle hypothèse, les actions ordinaires deviendront alors immédiatement librement cessibles ;

4. Conditionne expressément l'attribution définitive des actions ordinaires en vertu de la présente autorisation, y compris pour les dirigeants mandataires sociaux de la Société, au respect d'une condition de présence pendant la période d'acquisition et à l'atteinte de plusieurs conditions de performance et d'investissement déterminées par le Conseil d'administration lors de la décision de leur attribution ;
5. Prend acte que, en cas d'attribution gratuite d'actions ordinaires à émettre par la Société, la présente autorisation emportera, augmentation de capital par incorporation des réserves, bénéfiques ou primes d'émission au profit des bénéficiaires desdites actions et renonciation corrélative des actionnaires au profit des bénéficiaires des attributions à la partie de réserves, bénéfiques, primes ainsi incorporée ; la présente autorisation emporte de plein droit, au profit des bénéficiaires desdites attributions d'actions ordinaires à émettre, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires qui seront émises au fur et à mesure de l'attribution définitive des actions ordinaires et à tout droit aux actions ordinaires attribuées gratuitement sur le fondement de la présente autorisation. Il est précisé que le montant de ladite augmentation de capital ne s'imputera pas sur le **Plafond Global I** prévu à la 32^{ème} résolution de la présente Assemblée générale ;
6. Confère tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les limites et conditions légales et réglementaires, pour la mise en œuvre de la présente autorisation, et notamment :
 - 6.1. arrêter la liste des bénéficiaires et le nombre d'actions ordinaires attribuées à chacun d'eux ;
 - 6.2. déterminer si les actions ordinaires à attribuer gratuitement consisteront en des actions ordinaires à émettre ou en des actions ordinaires existantes et, le cas échéant, modifier son choix avant l'attribution définitive ;
 - 6.3. fixer les conditions et critères d'attribution des actions ordinaires, et notamment les conditions de performance à satisfaire pour que l'attribution devienne définitive ;
 - 6.4. fixer et, le cas échéant, modifier, toutes les dates et modalités des attributions gratuites d'actions ordinaires qui seraient effectuées en vertu de la présente autorisation ;
 - 6.5. prévoir la faculté de suspendre provisoirement les droits à attribution dans les conditions prévues par la loi et les règlements applicables ;
 - 6.6. prévoir la faculté de procéder, selon les modalités qu'il déterminera, le cas échéant, pendant la période d'acquisition, à tous ajustements de manière à préserver les droits des bénéficiaires en fonction des éventuelles opérations sur le capital de la Société, et en particulier déterminer les conditions dans lesquelles le nombre d'actions ordinaires attribuées gratuitement sera ajusté ;
 - 6.7. en cas d'émission d'actions ordinaires nouvelles, augmenter le capital par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes, déterminer la nature et les montants des réserves, bénéfiques ou primes à incorporer au capital en vue de la libération desdites actions ordinaires et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation, constater la réalisation des augmentations de capital, procéder aux modifications statutaires consécutives ;
 - 6.8. constater l'existence de réserves suffisantes et procéder lors de chaque attribution au virement sur un compte de réserve indisponible des sommes nécessaires à la libération des actions nouvelles à attribuer ;
 - 6.9. procéder aux acquisitions des actions nécessaires dans le cadre du programme de rachat d'actions et les affecter au plan d'attribution ;
 - 6.10. prendre toutes mesures utiles pour assurer le respect de l'obligation de conservation exigée des bénéficiaires ;
 - 6.11. et plus généralement, accomplir toutes les formalités utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente résolution et faire tout ce qui sera utile et nécessaire pour la bonne fin des émissions.
7. Fixe à trente-huit mois à compter de la date de la présente Assemblée générale la durée de validité de la présente autorisation, laquelle remplace et prive d'effet à compter de ce jour, pour la partie non utilisée et la période non écoulée, toute autorisation de même objet précédemment conférée par l'Assemblée générale.

Le Conseil d'administration informera chaque année l'Assemblée générale ordinaire des opérations réalisées dans le cadre de la présente résolution conformément aux dispositions de l'article L. 225-197-4 du Code de commerce.

*Authorization to be given to the Board of Directors for a period of thirty-eight months
to grant free shares, existing or to be issued,
without pre-emptive subscription rights*

Voting in accordance with the quorum and majority rules applicable to extraordinary shareholders' meetings, and having considered the Board of Directors' report and the Statutory Auditors' special report, in accordance with the provisions of Articles L.225-197-1 et seq. and L.22-10-59 of the French Commercial Code, the shareholders:

1. *authorize the Board of Directors to carry out, on one or several occasions, for the benefit of all employees, or certain employees, as well as corporate officers, or certain corporate officers, of the Company or companies related to it, within the meaning of Article L.225-197-2 of the French Commercial Code, grants of free ordinary existing shares or shares to be issued in the Company;*
2. *resolve that the number of free ordinary shares that may be granted pursuant to this authorization may not exceed €1,202,937 corresponding to 11,836,122 shares or 10% of the Company's share capital, as determined on the day of each grant decision by the Board of Directors, it being specified that:*

- 2.1. *the number of ordinary shares that may be granted to the Company's executive corporate officers upon each of the Board of Directors' decisions to grant shares may not exceed 1% of the Company's share capital, as determined on the day of said decision by the Board of Directors, this limit being included the abovementioned overall limit of 10% of the share capital;*
- 2.2. *the ceiling and sub-ceiling mentioned above do not take into account the number of ordinary shares that could be granted to beneficiaries in addition to the ordinary shares initially granted, as part of the adjustments that would be required to preserve the rights of said beneficiaries in the event of a transaction involving the Company's share capital that takes place during the vesting period referred to in paragraph 3 of this resolution;*
- 2.3. *free shares may not be granted to employees or corporate officers who individually hold more than 10% of the share capital. Moreover, a free share grant may not result in employees or corporate officers individually holding more than 10% of the share capital.*
3. *resolve that:*
 - 3.1. *the ordinary shares will be allocated definitively to their beneficiaries after a vesting period whose duration will be set by the Board of Directors, it being understood that this duration may not be less than one year;*
 - 3.2. *if applicable, the lock-up period for said ordinary shares will be set by the Board of Directors, it being understood that this period may not be less than one year if the vesting period is one year, and that there may not be a minimum lock-up period if the vesting period is greater than or equal to two years (at the Board of Directors' discretion), it being specified that for the shares granted to the Chairman of the Board of Directors, the Chief Executive Officer and the Chief Operating Officers, the Board of Directors may either (i) decide that the free shares granted may only be transferred by the persons concerned when their terms of office end or are renewed, or (ii) set the number of shares granted that they are required to hold in registered form until their terms of office end or are renewed;*
 - 3.3. *for individuals who are not resident in France for tax purposes, if the legal and regulatory provisions in force on the day of the decision so allow, the Board of Directors may remove the abovementioned lock-up period, provided that the vesting period is at least equal to the vesting and lock-up periods combined;*
 - 3.4. *as an exception to the above, the shares may vest before the end of the vesting period in the event of invalidity of the beneficiaries corresponding to classification in the second or third categories provided for in Article L.341-4 of the French Social Security Code (Code de la Sécurité Sociale) and, in this case, the ordinary shares would immediately become freely transferable.*
4. *expressly make the final vesting of the ordinary shares pursuant to this authorization, including for the Company's executive corporate officers, conditional on their presence during the vesting period and the achievement of several performance and investment criteria as defined by the Board of Directors when it takes the decision to grant the shares.*
5. *note that, in the event of a grant of free ordinary shares to be issued by the Company, this authorization shall entail, (i) the incorporation of reserves, profits or additional paid-in capital in favor of the beneficiaries of such shares and the corresponding waiver by shareholders in favor of the beneficiaries of the grants to the portion of reserves, profits and additional paid-in capital thus incorporated, (ii) the waiver by the shareholders, in favor of the beneficiaries of said grants of ordinary shares to be issued, of their pre-emptive subscription rights to the ordinary shares to be issued as and when the ordinary shares vest, and to any right to free ordinary shares granted pursuant to this authorization. It is specified that the amount of said capital increase is not included in **Overall Limit I** provided for in the thirty-second resolution of this Meeting;*
6. *grant full powers to the Board of Directors, which may be delegated under the conditions set by law, to act on their behalf within the abovementioned limits, to implement this authorization and in particular to:*
 - 6.1. *determine the list of beneficiaries and the number of ordinary shares granted to each of them;*
 - 6.2. *determine whether the free ordinary shares to be granted will consist of ordinary shares to be issued or existing ordinary shares and, if applicable, modify its choice before they vest;*
 - 6.3. *set the conditions and criteria for the granting of ordinary shares, and notably the performance criteria to be met before they vest;*
 - 6.4. *set and, where appropriate, modify all dates and conditions for the free share grants that will be carried out pursuant to this authorization;*
 - 6.5. *provide for the option to temporarily suspend the rights to share grants under the conditions provided for by the applicable laws and regulations;*
 - 6.6. *provide for the option of carrying out, in accordance with the terms and conditions it shall determine, if applicable, during the vesting period, any adjustments to preserve the rights of beneficiaries in the light of any transactions involving the Company's share capital, and in particular to determine the conditions under which the number of free ordinary shares granted will be adjusted;*
 - 6.7. *in the event of the issue of new ordinary shares, increase the share capital by incorporation of reserves, profits or additional paid-in capital, set the nature and amounts of the reserves, profits or additional paid-in capital to be incorporated into the share capital to pay up said ordinary shares, and deduct from this amount the sums required to increase the statutory reserve to one-tenth of the new share capital following each increase, record the completion of the capital increases, and amend the bylaws accordingly;*
 - 6.8. *note the existence of sufficient reserves and, for each allocation, transfer to an unavailable reserve account the amounts required to pay up the new shares to be granted;*
 - 6.9. *purchase the shares required under a share buyback program, and allocate them to the plan;*
 - 6.10. *take all necessary measures to ensure that beneficiaries comply with the mandatory holding period;*
 - 6.11. *and more generally, complete all necessary formalities regarding the issue, listing and financial processing of the shares issued under this resolution, and undertake all that is useful and necessary in accordance with the applicable laws and regulations.*

7. Set the period of validity of this authorization, which supersedes and replaces, where applicable insofar as they have not been exercised, all authorizations previously granted for the same purpose, at thirty-eight months from the date of this Meeting.

Every year, the Board of Directors will inform the ordinary shareholders' meeting of the transactions performed under this resolution, in accordance with the provisions of Article L.225-197-4 of the French Commercial Code.

TRENTIEME RESOLUTION / THIRTIETH RESOLUTION

Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet de procéder à une augmentation de capital réservée aux salariés adhérents au plan épargne entreprise

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, après avoir constaté la libération intégrale du capital et dans le cadre des dispositions des articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail et des articles L. 225-129-2, L. 225-129-6 alinéas 1 et 2 et L. 225-138-1 du Code de commerce et conformément aux dispositions de ce même code :

1. délègue au Conseil d'administration, la compétence à l'effet de procéder à l'augmentation de capital social, en une ou plusieurs fois, sur ses seules décisions, par émission d'actions ou d'autres titres donnant accès au capital de la Société réservée aux adhérents à un plan d'épargne d'entreprise des entreprises françaises ou étrangères liées à la Société dans les conditions de l'article L. 225-180 du Code de commerce et L. 3344-1 et L. 3344-2 du Code du travail, à concurrence d'un montant nominal maximal de 3 % du capital à la date de la présente Assemblée générale (y compris les actions éventuellement attribuées gratuitement aux lieux et place de la décote ou au titre de l'abondement dans les conditions et limites fixées par les articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail), étant précisé que ce montant s'imputera sur le **Plafond Global I** prévu à la 32^{ème} résolution ;
2. décide que les caractéristiques des autres titres donnant accès au capital de la Société seront arrêtées par le Conseil d'administration dans les conditions fixées par la réglementation ;
3. décide que le prix de souscription des titres émis en vertu de la présente délégation sera fixé par le Conseil d'administration et sera déterminé dans les conditions prévues à l'article L. 3332-19 du Code du travail ;
4. prend acte que le Conseil d'administration pourra procéder à l'émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société réservée aux adhérents à un plan d'épargne concomitamment ou indépendamment d'une ou plusieurs émissions ouvertes aux actionnaires ou à des tiers ;
5. décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente délégation, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, dans les limites et sous les conditions précisées ci-dessus à l'effet notamment de :
 - 5.1 fixer les caractéristiques des titres à émettre, les montants proposés à la souscription, et notamment arrêter les prix d'émission, assortis s'il y a lieu de la décote prévue par l'article L.3332-19 du Code du travail, les dates, délais, modalités et conditions de souscription, de libération, de délivrance et de jouissance des titres, dans les limites légales ou réglementaires en vigueur ;
 - 5.2 fixer les conditions que devront remplir les salariés (ou anciens salariés retraités et mandataires sociaux éligibles) pour pouvoir souscrire ou acquérir, individuellement ou par l'intermédiaire de fonds communs de placement ou d'une société d'investissement à capital variable, des actions ou autres valeurs mobilières donnant accès au capital émises en vertu de la présente délégation ;
 - 5.3 arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions ou autres valeurs mobilières nouvelles porteront jouissance ;
 - 5.4 prendre toutes mesures nécessaires destinées à protéger les droits des titulaires de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital et ce, en conformité avec les dispositions légales et réglementaires et, le cas échéant, les stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement ;
 - 5.5 constater la réalisation des augmentations de capital à concurrence du montant des actions qui seront effectivement souscrites ou des autres titres émis en vertu de la présente autorisation ;
 - 5.6 le cas échéant, imputer les frais des augmentations de capital à concurrence du montant des actions qui seront effectivement souscrites ou des autres titres émis en vertu de la présente autorisation et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital résultant de ces augmentations de capital ;
 - 5.7 en cas d'émission d'actions gratuites au lieu et place de la décote ou au titre de l'abondement, imputer le cas échéant, sur les réserves, bénéfiques ou primes d'émission, les sommes nécessaires à la libération desdites actions, de constater les augmentations de capital réalisées en application de la présente délégation et procéder aux modifications corrélatives des statuts ;
 - 5.8 conclure tous accords, accomplir directement ou par mandataire toutes opérations et modalités en ce compris procéder aux formalités consécutives aux augmentations de capital et modifications corrélatives des statuts et, plus généralement, faire tout ce qui sera nécessaire ;
 - 5.9 d'une manière générale, passer toute convention notamment pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés ;
6. prend acte que la présente délégation est valable pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente Assemblée générale et prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet.

Authorization to be given to the Board of Directors to carry out a capital increase reserved for employees participating in a company savings plan

Voting in accordance with the quorum and majority rules applicable to extraordinary shareholders' meetings, having considered the Board of Directors' report and the Statutory Auditors' special report and having noted that the share capital has been fully paid up, pursuant to Articles L.3332-18 et seq. of the French Labor Code (Code du travail) and Articles L.225-129-2, L.225-129-6 (paragraphs 1 and 2) and L.225-138-1 of the French Commercial Code and in accordance with the provisions of said Code, the shareholders:

1. *authorize the Board of Directors to increase the share capital, on one or more occasions, at its sole discretion, through the issue of shares or securities giving access to the share capital of the Company reserved for employees participating in a company savings plan in France or in foreign companies related to the Company in accordance with the conditions of Article L.225-180 of the French Commercial Code and Articles L.3344-1 and L.3344-2 of the French Labor Code, for a maximum nominal amount of 3% of the share capital at the date of this Meeting (including any free shares granted instead of the discount or as the employer's matching contribution under the conditions and subject to the limits set out in Articles L.3332-18 et seq. of the French Labor Code), it being specified that this amount shall be included in **Overall Limit I** provided for under the thirty-second resolution;*
2. *resolve that the characteristics of the securities giving access to the share capital of the Company shall be decided by the Board of Directors in accordance with the law;*
3. *resolve that the subscription price of the securities issued under this authorization will be set by the Board of Directors and determined in accordance with the conditions provided for in Article L.3332-19 of the French Labor Code;*
4. *note that the Board of Directors may decide to issue shares or securities giving access to the share capital of the Company reserved for employees participating in a savings plan at the same time or independently from one or several issues open to shareholders or third parties;*
5. *resolve that the Board of Directors will have full powers, which may be delegated under the conditions set by law, to implement this authorization within the limits and under the conditions set out above, and in particular:*

5.1 set the characteristics of the securities to be issued, the amounts to be offered for subscription, and in particular to set the issue price, and, where applicable, the discount provided for in Article L.3332-19 of the French Labor Code, the dates, deadlines, terms and conditions of subscription, payment, delivery and vesting of the securities, in accordance with the applicable legal and regulatory provisions,

5.2 set the conditions to be met by employees (or retired former employees and eligible corporate officers) to subscribe for or acquire, individually or via a mutual fund or an investment company with variable capital, shares or other securities giving access to the share capital issued under this authorization,

5.3 set the date, including retroactively, from which time the new shares or securities will give entitlement to dividends,

5.4 take any measures necessary to protect the rights of holders of securities or other rights giving access to the share capital in accordance with the law and, where applicable, the contractual terms and conditions providing for other adjustments,

5.5 record the capital increases in the amount of shares actually subscribed or other securities issued pursuant to this authorization,

5.6 offset, where applicable, the cost of capital increases against the amount of shares which are actually subscribed or other securities issued pursuant to this authorization and deduct from this amount the sums required to increase the statutory reserve to one-tenth of the new share capital following these increases,

5.7 in the event of the issue of free shares instead of the discount or as the employer's matching contribution, offset, where applicable, the sums required to pay up such shares against the reserves, profits and additional paid-in capital, record the capital increases carried out pursuant to this authorization and amend the bylaws to reflect the new share capital,

5.8 enter into all agreements, complete directly or by agent all transactions and procedures including the completion of formalities following the share capital increases and the amendment of the bylaws to reflect these increases and, more generally, do whatever is necessary,

5.9 generally, enter into any agreement in particular to successfully carry out the planned issues, take all measures and carry out all formalities necessary for the issue, the listing and the financial management of the securities issued pursuant to this authorization as well as the exercise of the related rights;

6. *decide that this authorization is given to the Board of Directors for a term of twenty-six months from the date of this Annual General Meeting and supersedes any other prior authorization for the same purpose.*

TRENTE-ET-UNIEME RESOLUTION / THIRTY-FIRST RESOLUTION

Suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit des salariés adhérents au plan épargne entreprise

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, décide de supprimer, en faveur des salariés, anciens salariés retraités et mandataires sociaux éligibles au sens de la réglementation, adhérents à un plan d'épargne d'entreprise, le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions et actions auxquelles l'émission des autres titres donnant accès au capital prévu dans la 30^{ème} résolution donnera droit immédiatement ou à terme, lesdits actionnaires renonçant par ailleurs à tout droit aux actions ou autres titres qui seraient attribués par application de la présente résolution y compris à la partie des réserves, bénéfiques ou primes incorporées au capital à raison de l'attribution gratuite desdits titres qui seraient émis par application de la 30^{ème} résolution au lieu et place de la décote ou au titre de l'abondement.

Cancellation of shareholders' pre-emptive subscription rights in favor of employees participating in a company savings plan

Voting in accordance with the quorum and majority rules applicable to extraordinary shareholders' meetings, and having considered the Board of Directors' report and the Statutory Auditors' special report, the shareholders resolve to cancel the shareholders' pre-emptive subscription right to these shares, including shares resulting from the issue pursuant to the thirtieth resolution of securities giving access to the share capital either immediately or in the future, in favor of employees, retired former employees and eligible corporate officers within the meaning of the law, participating in a company savings plan; said shareholders would waive any right to shares or securities which may be granted under this

resolution, including any portion of reserves, profits or additional paid-in capital incorporated into the share capital in connection with the grant of free shares and securities issued pursuant to the thirtieth resolution instead of the discount or as the employer's matching contribution.

TRENTE-DEUXIEME RESOLUTION / THIRTY-SECOND RESOLUTION

Limitation globale des autorisations

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, après avoir constaté la libération intégrale du capital et conformément aux dispositions de l'article L. 225-129-2 du Code de commerce :

- décide que le montant des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme, en vertu des 21^{ème}, 22^{ème}, 23^{ème}, 24^{ème}, 25^{ème}, 26^{ème}, 27^{ème}, 28^{ème} et 30^{ème} résolutions de la présente Assemblée, ne pourra être supérieur à 4 210 280 euros, soit environ 35 % du capital social à la date de la présente Assemblée, montant auquel s'ajoutera, le cas échéant, le montant supplémentaire nominal des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant droit à des actions (« **Plafond Global I** ») ;
- décide, en outre, que le montant nominal total des valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme au capital susceptibles d'être émises en vertu des 21^{ème}, 22^{ème}, 23^{ème}, 24^{ème}, 25^{ème}, 26^{ème}, 27^{ème}, 28^{ème} et 30^{ème} résolutions de la présente Assemblée générale ne pourra excéder un milliard (1 000 000 000) d'euros ou la contre-valeur de ce montant en autre devises, à la date de la décision d'émission (« **Plafond Global II** »).

A ces plafonds s'ajoutera, le cas échéant, la valeur nominale des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des titulaires de valeurs mobilières ou autres donnant accès au capital de la Société, émises par une Filiale et ou une société mère dans le cadre des délégations de compétence consenties au Conseil d'administration.

Overall limit on authorizations to issue shares

Voting in accordance with the quorum and majority rules applicable to extraordinary shareholders' meetings, having considered the Board of Directors' report and the Statutory Auditors' special report and having noted that the share capital has been fully paid up, in accordance with the provisions of Article L.225-129-2 of the French Commercial Code, the shareholders:

- resolve that the total amount of capital increases that may be carried out immediately and/or in the future, pursuant to the twenty-first to twenty-eighth and thirtieth resolutions of this Meeting, shall not exceed €4,210,280, i.e., approximately 35% of the share capital at the date of this Meeting, to which may be added, where applicable, the additional nominal amount of shares to be issued to preserve, in accordance with the law and, where appropriate, the contractual terms and conditions providing for other adjustments, the rights of holders of securities giving access to shares ("**Overall Limit I**") ;
- resolve, in addition, that the total nominal amount of debt securities giving access by any means, immediately or in the future, to the share capital that may be issued pursuant to the twenty-first to twenty-eighth and thirtieth resolutions of this Meeting shall not exceed one billion (1,000,000,000) euros or the equivalent of this amount in another currency, at the date of the issue decision ("**Overall Limit II**").

These limits may be increased, where applicable, by the nominal amount of the shares to be issued to preserve, in accordance with the law and, where appropriate, the contractual terms and conditions providing for other adjustments, the rights of holders of securities or other rights giving access to the Company's share capital, issued by a Subsidiary and/or a parent company in accordance with the authorizations granted to the Board of Directors.

TRENTE-TROISIEME RESOLUTION / THIRTY-THIRD RESOLUTION

Mise à jour des articles 12, 14, 15 et 17 des statuts sociaux

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, décide de modifier les articles 12, 14, 15, 17 des statuts, afin de prendre en compte certaines dispositions de la loi n°2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises, de la loi 2019-744 du 19 juillet 2019 de simplification, de clarification et d'actualisation du droit des sociétés et de l'Ordonnance n°2019-1234 relative à la rémunération des mandataires sociaux des sociétés cotées :

| Ancienne version | Nouvelle version |
|---|---|
| <p>Article 12-IV (Président du Conseil d'administration - Président Fondateur - Vice-Président – Censeur)</p> <p>« (...) IV – Le Conseil d'Administration peut être assisté dans ses travaux par un à trois censeurs désignés par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires pour une durée de trois (3) ans.</p> <p>Ces censeurs pourront être choisis parmi les actionnaires personnes physiques ou morales ou en dehors d'eux.</p> <p>Les censeurs assistent aux séances du Conseil d'Administration sans voix délibérative et exercent une mission générale de conseil auprès des administrateurs, sans que ces derniers soient tenus par les avis ou recommandations émis.</p> | <p>Article 12-IV (Président du Conseil d'administration - Président Fondateur - Vice-Président – Censeur)</p> <p>« (...) IV – Le Conseil d'Administration peut être assisté dans ses travaux par un à trois censeurs désignés par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires pour une durée de trois (3) ans.</p> <p>Ces censeurs pourront être choisis parmi les actionnaires personnes physiques ou morales ou en dehors d'eux.</p> <p>Les censeurs assistent aux séances du Conseil d'Administration sans voix délibérative et exercent une mission générale de conseil auprès des administrateurs, sans que ces derniers soient tenus par les avis ou recommandations émis.</p> |

| | |
|---|---|
| <p>Les censeurs reçoivent à chaque séance du Conseil d'Administration toutes les informations qui leur sont raisonnablement nécessaires pour le bon exercice de leur mission.</p> <p>Les censeurs peuvent percevoir une rémunération prélevée sur les jetons de présence. Ils peuvent également recevoir des rémunérations exceptionnelles pour les missions qui leur sont confiées ponctuellement par le Conseil d'Administration.</p> <p>Les censeurs sont tenus aux mêmes obligations de confidentialité que les Administrateurs.</p> <p>Les censeurs sont révocables à tous moments par l'Assemblée Générale Ordinaire. »</p> | <p>Les censeurs reçoivent à chaque séance du Conseil d'Administration toutes les informations qui leur sont raisonnablement nécessaires pour le bon exercice de leur mission.</p> <p>Les censeurs peuvent percevoir une rémunération prélevée sur la rémunération allouée au Conseil d'administration. Ils peuvent également recevoir des rémunérations exceptionnelles pour les missions qui leur sont confiées ponctuellement par le Conseil d'Administration.</p> <p>Les censeurs sont tenus aux mêmes obligations de confidentialité que les Administrateurs.</p> <p>Les censeurs sont révocables à tous moments par l'Assemblée Générale Ordinaire. »</p> |
| <p>Article 14-III (Réunions du Conseil d'administration)</p> <p>« (...) III – Pour la validité des délibérations du Conseil, la présence de la moitié au moins des administrateurs en exercice est nécessaire et suffisante. Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs participant à la séance du Conseil d'administration.</p> <p>Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents et représentés. Au cas où le Conseil n'est composé que de trois membres, les décisions peuvent être prises par deux Administrateurs présents, mais d'accord entre eux.</p> <p>En cas de partage, la voix du Président de séance est prépondérante (...). »</p> | <p>Article 14-III (Réunions du Conseil d'administration)</p> <p>« (...) III – Pour la validité des délibérations du Conseil, la présence de la moitié au moins des administrateurs en exercice est nécessaire et suffisante. Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs participant à la séance du Conseil d'administration.</p> <p>Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents et représentés. Au cas où le Conseil n'est composé que de trois membres, les décisions peuvent être prises par deux administrateurs présents, mais d'accord entre eux.</p> <p>Les décisions relevant des attributions propres du Conseil d'administration peuvent être prises par consultation écrite des administrateurs dans les conditions et selon les limites visées à l'article L. 225-37 du Code de commerce.</p> <p>En cas de partage, la voix du Président de séance est prépondérante (...). »</p> |
| <p>Article 15 (Pouvoirs du Conseil d'administration)</p> <p>« Le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre.</p> <p>Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux Assemblées d'Actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.</p> <p>Le Conseil d'Administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.</p> <p>Le Président ou le Directeur Général de la Société est tenu de communiquer à chaque Administrateur tous les documents nécessaires à l'accomplissement de sa mission. Le Conseil d'Administration peut décider la création de comités chargés d'étudier les questions que lui-même ou son Président soumet pour avis à leur examen.</p> <p>Il fixe la composition et les attributions des comités. Les comités ont un pouvoir consultatif et exercent leur activité sous la responsabilité du Conseil d'Administration.</p> <p>Le Conseil d'Administration fixe le cas échéant, le montant de la rémunération des membres des comités.</p> | <p>Article 15 (Pouvoirs du Conseil d'administration)</p> <p>Le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre, conformément à son intérêt social, en prenant en considération les enjeux sociaux et environnementaux de son activité.</p> <p>Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux Assemblées d'Actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.</p> <p>Le Conseil d'Administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.</p> <p>Le Président ou le Directeur Général de la Société est tenu de communiquer à chaque Administrateur tous les documents nécessaires à l'accomplissement de sa mission. Le Conseil d'Administration peut décider la création de comités chargés d'étudier les questions que lui-même ou son Président soumet pour avis à leur examen.</p> <p>Il fixe la composition et les attributions des comités. Les comités ont un pouvoir consultatif et exercent leur activité sous la responsabilité du Conseil d'Administration.</p> <p>Le Conseil d'Administration fixe le cas échéant, le montant de la rémunération des membres des comités.</p> |

| | |
|---|---|
| <p>Les comités peuvent conférer certaines missions spécifiques à des tiers. Ils doivent alors en aviser, au préalable, le président du Conseil d'Administration de la Société. »</p> | <p>Les comités peuvent conférer certaines missions spécifiques à des tiers. Ils doivent alors en aviser, au préalable, le président du Conseil d'Administration de la Société.</p> |
| <p align="center">Article 17 (Rémunération)</p> <p>« Le Conseil d'Administration peut recevoir, à titre de jetons de présence, une rémunération fixe annuelle déterminée par l'Assemblée Générale et maintenue jusqu'à nouvelle décision d'une autre Assemblée.</p> <p>La répartition de ces jetons de présence est faite entre les membres du Conseil comme ce dernier le juge convenable. Il peut notamment être alloué aux Administrateurs membres des comités une part supérieure à celle des autres Administrateurs.</p> <p>Le Conseil détermine les rémunérations fixes ou proportionnelles ou à la fois fixes et proportionnelles à attribuer au Président, à l'Administrateur temporairement délégué dans les fonctions de Président, ainsi que, dans les conditions prévues par la Loi, les rémunérations exceptionnelles pour missions et mandats confiés à des Administrateurs. »</p> | <p align="center">Article 17 (Rémunération)</p> <p>« Le Conseil d'Administration peut recevoir, à titre de jetons de présence, une rémunération fixe annuelle déterminée par l'Assemblée Générale et maintenue jusqu'à nouvelle décision d'une autre Assemblée.</p> <p>La répartition de ces jetons de présence cette rémunération est faite entre les membres du Conseil comme ce dernier le juge convenable. Il peut notamment être alloué aux Administrateurs membres des comités une part supérieure à celle des autres Administrateurs.</p> <p>Le Conseil détermine les rémunérations fixes ou proportionnelles ou à la fois fixes et proportionnelles à attribuer au Président, à l'Administrateur temporairement délégué dans les fonctions de Président, ainsi que, dans les conditions prévues par la Loi, les rémunérations exceptionnelles pour missions et mandats confiés à des Administrateurs. »</p> |

Amendments to Articles 12, 14, 15 and 17 of the Company's bylaws

Voting in accordance with the quorum and majority rules applicable to extraordinary shareholders' meetings, and having considered the Board of Directors' report, the shareholders resolve to amend Articles 12, 14, 15 and 17 of the bylaws in order to take into account certain provisions of Law no. 2019-486 of May 22, 2019 relating to the growth and transformation of companies, Law no. 2019-744 of July 19, 2019 relating to the simplification, clarification and updating of company law, and Order no. 2019-1234 relating to the compensation of corporate officers of listed companies:

| Previous wording | New wording |
|--|---|
| <p align="center">Article 12-IV (Chairman of the Board of Directors - Founding Chairman - Vice-Chairman - Observing advisers)</p> <p><i>"(...) IV – The Board of Directors may receive assistance in carrying out its duties from one to three observing advisers appointed by the Ordinary General Meeting of shareholders for a period of three (3) years.</i></p> <p><i>These observing advisers may be selected from among the shareholding individuals or legal entities or may be external to them.</i></p> <p><i>The observing advisers attend meetings of the Board of Directors without being entitled to vote, and serve as consultants for the directors, with no obligation upon said directors to follow the advice or recommendations provided.</i></p> <p><i>At each meeting of the Board of Directors, the observing advisers receive all the information that may reasonably be required for them to carry out their duties in a satisfactory manner.</i></p> <p><i>The observing advisers may receive remuneration taken from the allocation of attendance fees. They may also receive ad hoc remuneration for duties entrusted to them on an exceptional basis by the Board of Directors.</i></p> <p><i>The observing advisers are bound by the same obligations regarding confidentiality as the Directors.</i></p> <p><i>The observing advisers may be removed at any time by the Ordinary General Meeting."</i></p> | <p align="center">Article 12-IV (Chairman of the Board of Directors - Founding Chairman - Vice-Chairman - Observing advisers)</p> <p><i>"(...) IV – The Board of Directors may receive assistance in carrying out its duties from one to three observing advisers appointed by the Ordinary General Meeting of shareholders for a period of three (3) years.</i></p> <p><i>These observing advisers may be selected from among the shareholding individuals or legal entities or may be external to them.</i></p> <p><i>The observing advisers attend meetings of the Board of Directors without being entitled to vote, and serve as consultants for the directors, with no obligation upon said directors to follow the advice or recommendations provided.</i></p> <p><i>At each meeting of the Board of Directors, the observing advisers receive all the information that may reasonably be required for them to carry out their duties in a satisfactory manner.</i></p> <p><i>The observing advisers may receive remuneration taken from the remuneration allocated to Directors. They may also receive ad hoc remuneration for duties entrusted to them on an exceptional basis by the Board of Directors.</i></p> <p><i>The observing advisers are bound by the same obligations regarding confidentiality as the Directors.</i></p> <p><i>The observing advisers may be removed at any time by the Ordinary General Meeting."</i></p> |
| <p align="center">Article 14-III (Meetings of the Board of Directors)</p> <p><i>"(...) III – In order for the deliberations of the Board to be valid, the presence of at least one half of the current Directors is necessary and adequate. An attendance register is presented</i></p> | <p align="center">Article 14-III (Meetings of the Board of Directors)</p> <p><i>"(...) III – In order for the deliberations of the Board to be valid, the presence of at least one half of the current Directors is necessary and adequate. An attendance register is presented</i></p> |

| | |
|--|--|
| <p>to be signed by the Directors taking part in the meeting of the Board of Directors.</p> <p>Decisions are taken by a majority of the votes of the members present or represented. If the Board only has three members, decisions may be taken by two Directors present, provided they are in agreement.</p> <p>In the event of a tie, the meeting Chairman shall have the casting vote."</p> | <p>to be signed by the Directors taking part in the meeting of the Board of Directors.</p> <p>Decisions are taken by a majority of the votes of the members present or represented. If the Board only has three members, decisions may be taken by two directors present, provided they are in agreement.</p> <p>Decisions relating to the specific powers of the Board of Directors may be taken by written consultation of the Directors under the conditions and within the limits referred to in Article L.225-37 of the French Commercial Code.</p> <p>In the event of a tie, the meeting Chairman shall have the casting vote."</p> |
| <p>Article 15 (Powers of the Board of Directors)</p> <p>"The Board of Directors shall determine the Company's business policies and shall ensure that these are implemented.</p> <p>Subject to the powers expressly allocated to Meetings of Shareholders, and within the limits of the corporate purpose, the Board shall consider all matters relevant to the satisfactory running of the Company and its deliberations shall settle issues concerning the Company.</p> <p>The Board of Directors shall carry out the checks and verifications it considers appropriate.</p> <p>The Company's Chairman or CEO must provide each Director with all the documents he or she requires to carry out his or her duties. The Board of Directors may decide to set up committees tasked with examining questions presented for consideration by the Board itself or its Chairman.</p> <p>It shall define the composition and the remit of each of the committees. The committees shall have advisory powers and shall operate under the responsibility of the Board of Directors.</p> <p>If appropriate, the Board of Directors shall define the remuneration payable to committee members.</p> <p>The committees may task certain third parties with specific duties. When doing this, they must notify the Chairman of the Company's Board of Directors in advance."</p> | <p>Article 15 (Powers of the Board of Directors)</p> <p>"The Board of Directors shall determine the Company's business policies and shall ensure that these are implemented in accordance with its corporate interest, taking into account the social and environmental challenges of its activity.</p> <p>Subject to the powers expressly allocated to Meetings of Shareholders, and within the limits of the corporate purpose, the Board shall consider all matters relevant to the satisfactory running of the Company and its deliberations shall settle issues concerning the Company.</p> <p>The Board of Directors shall carry out the checks and verifications it considers appropriate.</p> <p>The Company's Chairman or CEO must provide each Director with all the documents he or she requires to carry out his or her duties. The Board of Directors may decide to set up committees tasked with examining questions presented for consideration by the Board itself or its Chairman.</p> <p>It shall define the composition and the remit of each of the committees. The committees shall have advisory powers and shall operate under the responsibility of the Board of Directors.</p> <p>If appropriate, the Board of Directors shall define the remuneration payable to committee members.</p> <p>The committees may task certain third parties with specific duties. When doing this, they must notify the Chairman of the Company's Board of Directors in advance."</p> |
| <p>Article 17 (Remuneration)</p> <p>The Board of Directors may receive attendance fees in the form of a fixed annual remuneration defined by the General Meeting and paid until such time as another General Meeting decides otherwise.</p> <p>These attendance fees are divided up among the members of the Board as the Board itself sees fit. In particular those Directors serving on committees may receive a larger share than that of the other Directors.</p> <p>The Board shall determine the fixed remuneration, variable remuneration or combination of the two payable to the Chairman and to any Director temporarily delegated to serve as Chairman and, under the conditions stipulated by the Law, the ad hoc remuneration payable for duties and assignments entrusted to Directors."</p> | <p>Article 17 (Remuneration)</p> <p>The Board of Directors may receive attendance fees in the form of a fixed annual remuneration defined by the General Meeting and paid until such time as another General Meeting decides otherwise.</p> <p>These attendance fees are This remuneration is divided up among the members of the Board as the Board itself sees fit. In particular those Directors serving on committees may receive a larger share than that of the other Directors.</p> <p>The Board shall determine the fixed remuneration, variable remuneration or combination of the two payable to the Chairman and to any Director temporarily delegated to serve as Chairman and, under the conditions stipulated by the Law, the ad hoc remuneration payable for duties and assignments entrusted to Directors."</p> |

TRENTE-QUATRIEME RESOLUTION / THIRTY-FOURTH RESOLUTION

Approbation de la transformation de la Société par adoption de la forme de société européenne et des termes du projet de transformation

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, connaissance prise :

- du projet de transformation de la Société en société européenne établi par le Conseil d'administration en date du 30 mars 2021 et déposé au Greffe du Tribunal de Commerce de Lyon en date du 31 mars 2021 expliquant et justifiant les aspects juridiques et économiques de la transformation et indiquant les conséquences pour les actionnaires et pour les salariés de l'adoption de la forme de société européenne, et comportant en annexe le projet de statuts de la Société sous sa nouvelle forme de société européenne ;
- du rapport du Conseil d'administration ;
- du rapport de Monsieur Olivier Arthaud, commissaire à la transformation nommé par ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal de Commerce de Lyon en date du 11 mars 2021 (telle que rectifiée par une ordonnance en date du 23 mars 2021) ;
- de l'avis favorable et unanime rendu le 25 février 2021 par le Comité Economique et Social de la Société sur le projet de transformation de la Société en société européenne ;

après avoir constaté que la Société remplit les conditions requises par les dispositions du règlement CE n°2157/2001 du Conseil du 8 octobre 2001 relatif au statut de la société européenne, et notamment celles visées aux articles 2 § 4 et 37 dudit règlement, ainsi qu'à l'article L. 225-245-1 du Code de commerce, relatives à la transformation d'une société anonyme en société européenne ;

et après avoir pris acte que :

- la transformation de la Société en société européenne n'entraînera ni la dissolution de la Société, ni la création d'une personne morale nouvelle ;
- la durée de la Société, son objet et son siège social ne seront pas modifiés ;
- le capital de la Société restera fixé à la même somme et demeurera divisé en un même nombre d'actions, étant précisé que le même nombre de droits de votes restera attaché à chaque action ;
- les actions de la Société resteront admises aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext à Paris (Compartiment A - Code ISIN FR0013280286) ;
- la durée de l'exercice social en cours ne sera pas modifiée du fait de l'adoption de la forme de société européenne et les comptes de cet exercice seront établis, présentés et contrôlés dans les conditions fixées par les statuts de la Société sous sa nouvelle forme et les dispositions du Code de commerce relatives à la société européenne ;
- le mandat de chacun des administrateurs et des commissaires aux comptes de la Société en cours au jour de la transformation se poursuivra dans les mêmes conditions et pour leur durée restant à courir ;
- l'ensemble des autorisations et des délégations de compétence et de pouvoirs conférées au Conseil d'administration de la Société sous sa forme actuelle de société anonyme par toutes les Assemblées Générales de la Société et en vigueur au jour de l'immatriculation de la Société sous la forme de société européenne bénéficieront automatiquement au Conseil d'administration de la Société sous sa nouvelle forme de société européenne et continueront de produire tous leurs effets postérieurement à la transformation ;
- conformément à l'article 12 § 2 du règlement susvisé, l'immatriculation de la Société en tant que société européenne n'interviendra que lorsque la procédure relative à l'implication des salariés, telle que prévue aux articles L. 2351-1 et suivants du Code du travail, aura pu être menée à son terme ;

Approuve la transformation de la Société en société européenne à Conseil d'administration, approuve les termes du projet de transformation de la Société arrêtés par le Conseil d'administration et prend acte que cette transformation de la Société en société européenne prendra effet à compter de l'immatriculation de la Société sous forme de société européenne au Registre du Commerce et des Sociétés de Lyon ;

Confère tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, pour (i) prendre acte de l'achèvement des négociations relatives aux modalités d'implication des salariés au sein de la société européenne et, le cas échéant, de la signature d'un accord à cet effet, (ii) constater en conséquence que la condition préalable à l'immatriculation de la Société sous sa nouvelle forme tenant à l'achèvement desdites négociations est remplie et (iii) procéder aux formalités nécessaires à l'immatriculation de la Société sous forme de société européenne et plus généralement faire le nécessaire à l'effet de constater la réalisation définitive de la transformation.

Approval of the conversion of the Company into a European Company (Societas Europaea) and the terms of the proposed conversion

Voting in accordance with the quorum and majority rules applicable to extraordinary shareholders' meetings and having considered:

- *the proposal to convert the Company into a European Company prepared by the Board of Directors on March 30, 2021 and filed with the Registry of the Lyon Commercial Court on March 31, 2021, explaining and justifying the legal and economic aspects of the conversion and indicating the consequences for shareholders and employees of the adoption of the legal form of European Company, and including as an appendix the draft of the Company's bylaws in its new form as a European Company;*
- *the Board of Directors' report;*
- *the report of Olivier Arthaud, conversion auditor appointed by order of the Presiding Judge of the Lyon Commercial Court on March 11, 2021 (as rectified by an order dated March 23, 2021);*
- *the unanimous favorable opinion of the Company's Economic and Social Committee on February 25, 2021 on the proposed conversion of the Company into a European company;*

having noted that the Company meets the conditions required by the provisions of Council Regulation (EC) No. 2157/2001 of October 8, 2001 on the Statute for a European Company, and in particular those referred to in paragraph 4 of Article 2 and Article 37 of said Regulation, as well as in Article L.225-245-1 of the French Commercial Code, relating to the conversion of a public limited company into a European company;

and having noted that:

- *the conversion of the Company into a European Company will not result in the dissolution of the Company, nor in the creation of a new legal entity;*
- *the duration of the Company, its purpose and its registered office will not be modified;*
- *the Company's capital will remain fixed at the same amount and will remain divided into the same number of shares, it being specified that the same number of voting rights will remain attached to each share;*
- *the Company's shares will continue to be traded on the Euronext Paris regulated market (Compartiment A – ISIN Code FR0013280286);*

- the duration of the current financial year will not be modified as a result of the adoption of the legal form of European Company and the financial statements for the current year will be prepared, presented and audited in accordance with the conditions set out in the Company's bylaws in its new form and the provisions of the French Commercial Code relating to European Companies;
- the term of office of each of the Company's directors and auditors in office as of the date of the conversion shall continue under the same conditions and for the remainder of their term of office;
- all authorizations and delegations of authority and powers granted to the Board of Directors of the Company in its current form as a public limited company by all Annual General Meetings of the Company and in force on the date of the Company's registration as a European Company shall automatically remain valid for the Board of Directors of the Company in its new form as a European Company and shall continue to have full effect after the conversion;
- in accordance with paragraph 2 of Article 12 of the aforementioned regulation, the registration of the Company as a European Company will only take place once the procedure relating to the involvement of employees, as provided for in Articles L.2351-1 et seq. of the French Labor Code (Code du travail), has been completed;

the shareholders:

Approve the conversion of the Company into a European Company with a Board of Directors, approve the terms of the proposed conversion of the Company as determined by the Board of Directors and note that the conversion of the Company into a European Company will take effect as from the registration of the Company as a European Company in the Trade and Companies Registry of Lyon;

Grant full powers to the Board of Directors, which may be delegated, to (i) record the completion of the negotiations relating to the terms and conditions of employee involvement within the European Company and, where applicable, the signing of an agreement to that effect, (ii) accordingly note that the prerequisite to the registration of the Company in its new form, relating to the completion of the said negotiations, has been met, and (iii) carry out the formalities necessary for the registration of the Company in the legal form of European Company and, more generally, take the necessary steps to record the definitive completion of the conversion.

TRENTE-CINQUIEME RESOLUTION / THIRTY-FIFTH RESOLUTION

Adoption du texte des statuts de la Société sous sa nouvelle forme de société européenne

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance :

- du projet de transformation de la Société en société européenne établi par le Conseil d'administration en date du 30 mars 2021 et déposé au Greffe du Tribunal de commerce de Lyon le 31 mars 2021 expliquant et justifiant les aspects juridiques et économiques de la transformation et indiquant les conséquences pour les actionnaires et pour les salariés de l'adoption de la forme de société européenne, et comportant en annexe le projet de statuts de la Société sous sa nouvelle forme de société européenne ;
- du rapport du Conseil d'administration ;
- du projet de statuts de la Société sous sa nouvelle forme de société européenne, tel qu'annexé au projet de transformation mentionné ci-dessus ;

Prend acte, conformément aux dispositions de l'article 11 du Règlement CE n°2157/2001 du Conseil du 8 octobre 2001 relatif au statut de la société européenne, qu'à compter de la réalisation définitive de la transformation de la Société en société européenne sa dénomination sociale bioMérieux sera suivie des mots « Société Européenne » ou des initiales « SE »

Adopte, sous la condition suspensive de l'adoption de la résolution précédente, article par article, puis dans son ensemble, le texte des statuts de la Société sous sa nouvelle forme de société européenne.

Ces statuts, dont un exemplaire est annexé au procès-verbal de la présente Assemblée, deviendront effectifs à compter de la réalisation définitive de la transformation de la Société en société européenne résultant de son immatriculation.

Adoption of the Company's bylaws in its new legal form as a European Company

Voting in accordance with the quorum and majority rules applicable to extraordinary shareholders' meetings and having considered:

- the proposal to convert the Company into a European Company prepared by the Board of Directors on March 30, 2021 and filed with the Registry of the Lyon Commercial Court on March 31, 2021, explaining and justifying the legal and economic aspects of the conversion and indicating the consequences for shareholders and employees of the adoption of the legal form of European Company, and including as an appendix the draft bylaws of the Company in its new form as a European Company;
- the Board of Directors' report;
- the draft bylaws of the Company in its new legal form as a European Company, as attached to the aforementioned conversion proposal;

the shareholders:

Acknowledge, in accordance with the provisions of Article 11 of Council Regulation (EC) No. 2157/2001 of October 8, 2001 on the Statute for a European Company, that as from the final completion of the conversion of the Company into a European Company, its corporate name bioMérieux will be followed by the words "European Company" or the initials "SE";

Adopt, subject to the prerequisite of the adoption of the preceding resolution, article by article, and then in its entirety, the text of the Company's bylaws in its new legal form as a European Company.

These bylaws, a copy of which is attached to the minutes of this Meeting, will become effective as of the final completion of the conversion of the Company into a European Company resulting from its registration.

TRENTE-SIXIEME RESOLUTION / THIRTY-SIXTH RESOLUTION

Pouvoirs à tout porteur d'un original du présent procès-verbal afin d'effectuer les formalités

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée générale pour accomplir toutes formalités qui seront nécessaires.

Full powers granted to the bearer of an original copy of the minutes of this Meeting for the purpose of completing formalities

Voting in accordance with the quorum and majority rules applicable to extraordinary shareholders' meetings, the shareholders grant full powers to the bearer of an original copy of the minutes of this Annual General Meeting, or of a copy or extract thereof, for the purpose of completing all necessary formalities.

EXPOSE SOMMAIRE DE LA SITUATION DU GROUPE AU COURS DE L'EXERCICE 2020 / BRIEF SUMMARY OF THE COMPANY'S SITUATION DURING 2020 FISCAL YEAR
1 SITUATION ET ACTIVITE DU GROUPE / SITUATION AND ACTIVITY OF THE GROUP

Sauf mention contraire, les croissances de chiffre d'affaires sont exprimées à devises et périmètre constants.
 Unless otherwise stated, sales growth is expressed at constant exchange rates and scope of consolidation (like-for-like).

1.1 ACTIVITE / ACTIVITY

Au 31 décembre 2020, le chiffre d'affaires de bioMérieux atteint 3 118 millions d'euros contre 2 675 millions d'euros en 2019, soit une croissance organique de 19,7 %. La croissance publiée en euros s'élève à 16,6 %. Les effets de change sont négatifs à hauteur de 82 millions d'euros, principalement du fait de la dévaluation du dollar américain et de certaines devises d'Amérique latine au deuxième semestre.

Consolidated sales amounted to €3,118 million in 2020, up 19.7 % like-for-like from €2,675 million in the prior year period. Reported growth stood at 16.6 % for the period. The currency effect reduced reported sales by €82 million, primarily due to the decline in the US dollar and certain Latin American currencies against the euro during the second semester.

Évolution du chiffre d'affaires / Evolution of sales

En millions d'euros (In million of euros)

| CHIFFRE D'AFFAIRES – 31 DÉCEMBRE 2019 SALES – TWELVE MONTH ENDED DECEMBER 31, 2019 | 2 675 | |
|--|----------------------|---------|
| Effets de change / Currency effects | -82 | -3,1 % |
| Variation de périmètre / Change in scope of consolidation ⁽¹⁾ | -2 | -0,1 % |
| Croissance organique, à taux de change et périmètre constants / Organic growth (at constant exchange rates and scope of consolidation) | +527 | +19,7 % |
| CHIFFRE D'AFFAIRES – 31 DÉCEMBRE 2020 SALES – TWELVE MONTHS ENDED DECEMBER 31, 2020 | 3 118 +16,6 % | |

(1) Acquisitions de Invisible Sentinel (7 février 2019) et cession d'activités en Australie.

ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ PAR APPLICATION / ANALYSIS OF SALES BY APPLICATION

| Chiffre d'affaires par application Sales by application | 12 mois 2020 12 months ended Dec. 31, 2020 | 12 mois 2019 12 months ended Dec.31, 2019 | Variation À données publiées % change as reported | Variation À devises et périmètre constants % change at constant exchange rates and scope of consolidation |
|--|--|---|---|---|
| En millions d'euros (In € million) | | | | |
| Applications cliniques / Clinical applications | 2 663,5 | 2 208,3 | +20,5 % | +23,3 % |
| Biologie Moléculaire / Molecular biology | 1 207,1 | 671,5 | +79,8 % | +83,8 % |
| Microbiologie / Microbiology | 950,7 | 1 026,3 | -7,4 % | -5,3 % |
| Immunoessais / Immunoassays | 428,3 | 474,5 | -9,7 % | -7,2 % |
| Autres gammes / Other lines ⁽¹⁾ | 77,5 | 35,9 | +115,8 % | +118,0 % |
| Applications Industrielles / Industrial | 454,7 | 466,7 | -2,6 % | +2,3 % |
| TOTAL GROUPE / TOTAL SALES | 3 118,2 | 2 674,8 | +16,6 % | +19,7 % |

- (1) incluant Applied Maths, BioFire Defense et les collaborations de R&D relatives aux applications cliniques
 Including Applied Maths, BioFire Defense and R&D-related revenue arising on clinical applications.
- (2) incluant les collaborations de R&D relatives aux applications industrielles
 Including R&D-related revenue arising on industrial applications.

Dans le domaine clinique, qui représente plus de 85 % des ventes totales du Groupe, les ventes atteignent près de 2 664 millions d'euros, en progression de plus de 23 %.

- En biologie moléculaire, la gamme BIOFIRE® enregistre une progression de près de 80 % au cours de l'exercice, portée par une utilisation exceptionnelle des panels respiratoires dans le cadre de la pandémie de COVID-19. La progression de la base installée a également été inhabituelle et environ 6 900 unités ont été déployées au cours de la même période, portant ainsi la base installée totale BIOFIRE® à environ 17 300 unités, soit une croissance de 66 %. Les autres gammes de biologie moléculaire, NUCLISENS® et ARGENE®, aussi utilisées pour lutter contre la pandémie, ont contribué à la croissance du segment.

- En microbiologie, la performance est affectée par la baisse de la fréquentation des hôpitaux pour les pathologies concernées, au cours du 2e et 3e trimestre. Les 3 derniers mois sont marqués par le retour de la croissance sur les ventes de réactifs d'hémoculture BACT/ALERT® et les milieux de culture, mais reste affectée par la décroissance des consommations sur les autres gammes.
- Dans le domaine des immunoessais, la bonne performance des tests de haute valeur médicale et en particulier des deux tests sérologiques VIDAS® anti-SARS-CoV-2 IgM et VIDAS® anti-SARS-CoV-2 IgG a en partie compensé le ralentissement des ventes de réactifs pour les tests de routine. Cependant, les ventes d'instruments sont en retrait. La performance sur l'ensemble de l'exercice est inférieure à celle de l'année précédente mais avec un deuxième semestre en nette amélioration..

Le chiffre d'affaires des applications industrielles, qui représente près de 15 % des ventes du Groupe, s'élève à 455 millions d'euros, en progression de plus de 2,3 % par rapport à l'année précédente. La croissance a été essentiellement soutenue par la progression des ventes de réactifs de microbiologie destinés aux clients pharmaceutiques et de biologie moléculaire destinés aux clients agro-alimentaires. De manière générale, la progression des ventes auprès des clients de l'industrie pharmaceutique a plus que compensé la décroissance des ventes auprès des clients agro-alimentaires, affectés par les conséquences de la crise sanitaire.

In the clinical applications segment, which accounts for more than 85% of total Group sales, sales grew by more than 23% to nearly €2,664 million.

- In molecular biology, the BIOFIRE® range recorded growth of close to 80% during the financial year, driven by exceptional use of respiratory panels during the COVID-19 pandemic. The increase in the installed base was also unusual, and approximately 6,900 units were deployed during the same period, bringing the total BIOFIRE® installed base to approximately 17,300 units, an increase of 66%. The other molecular biology lines, NUCLISENS® and ARGENE®, also used in the fight against the pandemic, contributed to the segment's growth.
- In microbiology, performance was affected by the decline in hospital attendance for the pathologies concerned over the course of the second and third quarters. The last three months of the year saw a return to growth in sales of BACT/ALERT® blood culture reagents and culture media, but were still affected by a decline in consumption in the other lines.
- In immunoassays, the good performance of high medical value tests, in particular the two VIDAS® anti-SARS-CoV-2 IgM and VIDAS® anti-SARS-CoV-2 IgG serological tests, partly offset the slowdown in sales of reagents for routine testing. However, instrument sales declined. Performance for the full year was below that of the previous year, but with a marked improvement in the second half.

Sales generated by industrial applications, which account for nearly 15% of Group sales, totaled €455 million, an increase of more than 2.3% over the previous year. Growth was primarily driven by higher sales of microbiology reagents for pharmaceutical customers and molecular biology reagents for food-processing customers. In general, growth in sales to customers in the pharmaceutical industry more than offset the decline in sales to food-processing customers, which were affected by the consequences of the health crisis.

ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE / ANALYSIS OF SALES BY REGION

| Chiffre d'affaires par Région Sales by Region | 12 mois 2019 12 months ended Dec. 31, 2020 | 12 mois 2018 12 months ended Dec.31, 2019 | Variation À données publiées % change as reported | Variation À devises et périmètre constants % change at constant exchange rates and scope of consolidation |
|--|--|--|---|---|
| En millions d'euros (In € million) | | | | |
| Amériques / Americas | 1 588,9 | 1 199,9 | +32,4 % | +37,1 % |
| Amérique du Nord / North America | 1 428,6 | 1 043,3 | +36,9 % | +39,6 % |
| Amérique latine / Latin America | 160,3 | 156,5 | +2,4 % | +20,8 % |
| Europe / Europe ⁽¹⁾ | 1 024,8 | 961,3 | +6,6 % | +8,1 % |
| Asie-Pacifique / Asia-Pacific | 504,6 | 513,7 | -1,8 % | +0,6 % |
| TOTAL GROUPE / TOTAL SALES | 3 118,2 | 2 674,8 | +16,6 % | +19,7 % |

(1) y compris le Moyen-Orient et l'Afrique / Including the Middle East and Africa

Le chiffre d'affaires de la région Amérique (51 % du CA total du Groupe) atteint 1 589 millions d'euros, en hausse de 37 % d'une année sur l'autre.

- En Amérique du Nord (46 % du CA total du Groupe), la croissance est dynamisée par les gammes de biologie moléculaire BIOFIRE®, NUCLISENS® et ARGENE®. Dans le domaine des immunoessais, l'accroissement des volumes des tests de dosage de la procalcitonine aux États-Unis a compensé partiellement la pression sur les prix.
- En Amérique latine, la croissance des ventes est soutenue, marquée par une solide progression des ventes de réactifs des gammes VIDAS® et BIOFIRE®.

En Europe – Moyen-Orient – Afrique (33 % du CA total du Groupe), le chiffre d'affaires atteint 1 025 millions d'euros, en hausse de 8 % par rapport à l'année précédente.

- En Europe (27 % du CA total du Groupe), l'activité est vigoureuse dans la plupart des pays de la zone, portée par la forte activité en biologie moléculaire. En dehors de cette activité exceptionnelle, les ventes en immunoessais et microbiologie sont en retrait, malgré une amélioration au 4e trimestre.
- La zone Russie – Moyen-Orient – Afrique bénéficie de la croissance à deux chiffres en Russie et en Turquie, mais est contrastée sur l'ensemble de la zone, notamment en raison de l'effet de base défavorable d'appels d'offres.

En Asie Pacifique (16 % du CA total du Groupe), les ventes atteignent 505 millions d'euros en 2020, en augmentation de 0,6 % par rapport à l'année précédente. L'activité est particulièrement remarquable au Japon grâce à la gamme BIOFIRE®. La croissance soutenue de l'Australie et de l'Inde est par ailleurs compensée par le ralentissement en Chine, où l'exposition aux gammes de biologie moléculaire est faible.

Sales in the Americas (51% of total Group sales) totaled €1,589 million, an 37% increase year-on-year.

- *In North America (46% of total Group sales), growth was essentially driven by the momentum of the BIOFIRE®, NUCLISENS® and ARGENE® molecular biology ranges. In immunoassays, higher volumes of procalcitonin tests in the United States partially offset price pressure.*
- *In Latin America, sales growth was marked by a firm increase in sales of reagents of the VIDAS® and BIOFIRE® product lines.*

In the Europe-Middle East-Africa region (33% of total Group sales) sales stood at €1,025 million, up by 8% from the previous year.

- *In Europe (27% of total Group sales), business was robust in most countries, buoyed by strong activity in molecular biology. Excluding this exceptional activity, sales of immunoassays and microbiology were down despite an improvement in the fourth quarter.*
- *The Russia-Middle East-Africa region benefited from double-digit growth in Russia and Turkey, but there were contrasts across the region as a whole, due in particular to the unfavorable base effect of tenders.*

In Asia Pacific (16% of total Group sales), sales reached €505 million in 2020, up 0.6% compared to the previous year. Business was particularly remarkable in Japan thanks to the BIOFIRE® range. Strong growth in Australia and India was offset by a slowdown in China, where exposure to molecular biology lines is low.

1.2 NOUVEAUX PRODUITS / NEW PRODUCTS

Marquage CE du panel respiratoire BIOFIRE 2.1 plus incluant le SARS-CoV-2 / CE marking for the BIOFIRE Respiratory 2.1 plus Panel with SARS-CoV-2

En juillet 2020, ce panel testant 19 virus dont le SARS-CoV-2 et 4 bactéries responsables des infections respiratoires les plus fréquentes a été marqué CE. Le panel permet également de tester le coronavirus responsable du syndrome respiratoire du Moyen-Orient (MERS-CoV). Avec un temps de rendu de résultat maintenu à environ 45 min, ce test est très simple d'utilisation et fonctionne avec les systèmes totalement automatisés FILMARRAY® 2.0 ou FILMARRAY® TORCH.

The RP2.1 plus panel, which simultaneously tests for 19 viruses, including SARS-CoV-2 and four bacteria responsible for the most frequent respiratory tract infections, was CE-marked in July 2020. The panel also includes an assay for the Middle East Respiratory Syndrome Coronavirus (MERS-CoV). With processing time maintained at around 45 minutes, the test is extremely easy to use and runs on the fully automated BIOFIRE® FILMARRAY® 2.0 and BIOFIRE® FILMARRAY® TORCH systems.

Lancement du test BIOFIRE® MYCOPLASMA / Launch of the BIOFIRE® MYCOPLASMA test

En juillet 2020, bioMérieux a annoncé le lancement de BIOFIRE® MYCOPLASMA, un test innovant pour la détection des mycoplasmes dans les produits biopharmaceutiques (anticorps, hormones, thérapies cellulaires ou géniques...), le segment le plus dynamique de l'industrie pharmaceutique. Intégrant tous les réactifs et les contrôles nécessaires à l'analyse dans un seul consommable, il permet de réaliser l'analyse au plus près des lieux de prélèvements des échantillons et produit un résultat en moins d'une heure.

In July 2020, bioMérieux announced the launch of BIOFIRE® MYCOPLASMA, an innovative test for mycoplasma detection in pharmaceutical products used for biotherapeutics (antibodies, hormones, cell and gene therapies, etc.), the most vibrant sector in the pharmaceutical industry. The solution includes all the reagents and controls necessary for the analysis in a single pouch, making it possible to perform the test close to where the samples are taken and deliver results in less than an hour.

Autorisation d'utilisation en urgence du panel respiratoire BIOFIRE® EZ 2.1 incluant SARS-CoV-2 / BIOFIRE® Respiratory Panel 2.1-EZ with SARS-CoV-2 obtains FDA Emergency Use Authorization

Le 2 octobre 2020, bioMérieux a obtenu de la FDA l'autorisation d'utilisation en urgence d'une nouvelle version du panel respiratoire BIOFIRE® RP-EZ incluant le SARS-CoV-2. Lancé en 2016, le panel respiratoire EZ bénéficie d'une dérogation concernant la réglementation CLIA (Clinical Laboratory Improvement Amendments) qui lui permet d'être utilisé en dehors des laboratoires cliniques, par exemple dans les cabinets médicaux ou les maisons médicales.

On October 2, 2020, bioMérieux was notified that a new version of the BIOFIRE® Respiratory Panel 2.1EZ with a SARS-CoV-2 test had been authorized for emergency use by the US Food and Drug Administration. Introduced in 2016, the EZ respiratory panel is authorized under a Clinical Laboratory Improvement Amendments (CLIA) Certificate of Waiver, which allows it to be used outside clinical laboratories, in such POC settings as physician's offices and urgent care centers.

Extension aux échantillons salivaires du marquage CE du test de biologie moléculaire ARGENE® / Extension of the CE marking of the ARGENE® molecular biology test to saliva samples

Le 16 novembre 2020, bioMérieux a annoncé l'enrichissement de sa gamme ARGENE® d'identification du SARS-CoV-2. En complément des prélèvements nasopharyngés, le test monoplex SARS-CoV-2 R-GENE® de PCR en temps réel peut désormais être utilisé sur des échantillons salivaires et oropharyngés pour la détection du virus responsable de la COVID-19. Cette extension contribue à faciliter les flux de travail des laboratoires.

On November 16, 2020, bioMérieux announced the enhancement of its ARGENE® to identify SARS-CoV-2. In addition to nasopharyngeal swabs, the monoplex SARSCoV-2 R-GENE® real-time PCR assay can now be used on salivary and oropharyngeal samples for the detection of the virus responsible for COVID-19. This extension helps to facilitate laboratory workflows.

Lancement du test de biologie moléculaire SARS-COV-2 RESPI R-GENE® / Launch of the SARS-COV-2 RESPI R-GENE® molecular biology test

Le 16 décembre 2020, bioMérieux a annoncé le marquage CE et le lancement du test de biologie moléculaire SARS-COV-2 RESPI R-GENE®. Ce test permet la détection simultanée (« multiplex ») du SARS-CoV-2, des virus de la grippe A et B ainsi que des virus VRS et hMPV. C'est un test à haut débit, pouvant être utilisé sur des plateformes de biologie moléculaire présentes dans les laboratoires hospitaliers comme de ville.

On December 16, 2020, bioMérieux announced the CE marking and launch of the SARS-COV-2 RESPI R-GENE® molecular biology test. This test allows the simultaneous ("multiplex") detection of SARS-CoV-2, influenza A and B viruses as well as RSV and hMPV viruses. It is a highthroughput test that can be used on molecular biology platforms in both hospital and private laboratories.

1.3 AUTRES INFORMATIONS / OTHER INFORMATION

Ressources humaines / Human resources

Au 31 décembre 2020, l'effectif global du Groupe s'élevait à près de 13 000 collaborateurs, contre 12 000 à fin décembre 2019.

At December 31, 2020, the Group had around 13,000 full-time-equivalent employees and temporary staff, compared with 12,200 a year earlier.

L'AMSP s'associe à bioMérieux afin de faciliter l'approvisionnement de solutions de diagnostic dédiées à la lutte contre la pandémie de COVID-19 en Afrique / AMSP partners with bioMérieux to facilitate supply of COVID-19 diagnostic solutions in Africa

En octobre 2020, bioMérieux et l'Africa Medical Supplies Platform ont annoncé un nouveau partenariat visant à faciliter l'accès des États membres de l'Union africaine à la fourniture de solutions de diagnostic de haute qualité, proposées par bioMérieux pour lutter contre les pandémies. Ce partenariat vise à répondre aux pénuries d'approvisionnement subies sur ces territoires, en garantissant un accès efficace, continu et rapide aux solutions de bioMérieux, disponibles à des prix très compétitifs.

In October 2020, bioMérieux and the Africa Medical Supplies Platform (AMSP) announced a new partnership to facilitate the supply of high-quality diagnostic solutions from the bioMérieux Pandemic Response Portfolio to African Union Member States. The partnership aims to respond to supply shortages experienced in these countries by guaranteeing fast, efficient, uninterrupted access to bioMérieux solutions at very competitive prices.

1.4 ACTIONS EXCEPTIONNELLES ENTREPRISES EN 2020 / SPECIAL INITIATIVES UNDERTAKEN IN 2020

Pour répondre aux enjeux de solidarité sans précédents soulevés par la pandémie, le Conseil d'administration a décidé, en 2020 de verser environ 42 millions d'euros à des actions de solidarité dans le monde, cette somme a été répartie de la façon suivante :

- 12 millions d'euros alloués à la Fondation Mérieux en complément des dotations habituelles de bioMérieux ; la Fondation a réorienté une partie de ses programmes pour lutter contre la COVID-19,
- millions d'euros alloués à L'Entreprise des Possibles pour apporter de l'aide aux sans-abri et aux plus démunis à Lyon et sa région,
- 8 millions d'euros attribués à 60 projets sélectionnés dans les pays d'implantation de la Société grâce à la participation des collaborateurs de bioMérieux. Les projets soutenus ont ciblé le décrochage scolaire, la protection de l'enfance, l'isolement social des personnes malades, âgées, handicapées ou fragilisées, la relance économique et l'insertion professionnelle, les violences conjugales et abus sexuels.
- En outre, en décembre 2020, la Société a créé le Fonds de dotation bioMérieux afin de soutenir des activités d'intérêt général à caractère humanitaire, social, sanitaire et/ou éducatif dans le monde afin de venir en aide aux populations les plus démunies. En qualité de fondateur, bioMérieux a versé une somme de 20 millions d'euros au titre d'une dotation initiale.

In response to the unprecedented social welfare challenges posed by prevailing conditions, the Board of Directors decided in 2020 to contribute approximately €42 million to solidarity actions around the world, allocated as follows:

- *€12 million to the Mérieux Foundation, in addition to bioMérieux's usual contributions. During the year, the Foundation reoriented some of its programs to the fight against COVID-19;*
- *€2 million to L'Entreprise des Possibles, to provide assistance to homeless and vulnerable people in the greater Lyon region;*
- *€8 million to 60 projects selected in the Company's host countries, supported by the participation of bioMérieux employees. These projects targeted such issues as school drop outs; child welfare; the social isolation of elderly, disabled, sick or vulnerable people; the economic recovery and return-to-work programs; domestic violence and sexual abuse.*
- *In addition, in December 2020, the Company created the bioMérieux endowment fund to support humanitarian, social, health and/or educational activities in the public interest around the world, with a focus on outreach to the most vulnerable members of society. As a founder, bioMérieux contributed €20 million as an initial endowment.*

1.5 RESPONSABILITE SOCIALE DE L'ENTREPRISE/ CORPORATE SOCIAL RESPONSIBILITY

bioMérieux, suite à la réalisation d'une étude de matérialité, a formalisé une nouvelle ambition RSE (Responsabilité Sociale de l'Entreprise) autour de 5 axes :

- La santé, au moyen du développement de solutions de diagnostic in vitro innovantes pour améliorer la santé publique mondiale,
- L'environnement, au travers d'une série d'actions écoresponsables pour que la planète soit un lieu de vie sain,
- L'écosystème de santé, avec l'amplification du dialogue avec nos parties prenantes (patients inclus) et son intégration dans notre gouvernance,
- Les collaborateurs, avec une attention particulière sur l'exemplarité en matière de sécurité et l'accélération de la politique d'inclusion et diversité,
- L'entreprise étendue, avec la construction de partenariats à long terme pour accroître l'impact positif de la Société sur les territoires.

bioMérieux s'est fixé des objectifs pour ces 5 axes avec des horizons de réalisation à 5 ans, et les progrès accomplis feront l'objet de communications régulières.

Based on the findings of a materiality assessment conducted in 2020, bioMérieux has crafted a new corporate social responsibility (CSR) ambition addressing five core themes:

- Health, by developing innovative in vitro diagnostics solutions to improve public health worldwide.
- The environment, with the deployment of eco-responsible action plans to make the planet a healthier place to live.
- The health ecosystem, by stimulating more intensive dialogue with stakeholders (including patients) and integrate it into our governance.
- Employees, with a focus on delivering outstanding safety performance and expanding the commitment to inclusion and diversity.
- Extended company, by fostering long-term partnerships to increase the Company's positive impact in its host communities.

Objectives have been defined for each of these axis, with 5 -year implementation timelines, and achieved improvements will be regularly communicated.

2 PRESENTATION DES COMPTES CONSOLIDES ; RESULTATS ECONOMIQUES ET FINANCIERS / PRESENTATION OF THE CONSOLIDATED ACCOUNTS ; ECONOMICAL AND FINANCIAL RESULTS

2.1 LES COMPTES / THE ACCOUNTS

2.1.1 Compte de résultat / Consolidated income statement

Résultat opérationnel courant contributif / Contributive operating income before non-recurring items

Au terme de l'année 2020, le résultat opérationnel courant contributif s'est établi à 613 millions d'euros en croissance de 58 % d'une année sur l'autre, soit une marge opérationnelle courante contributive de 19,6 %. Ce résultat inclut environ 30 millions d'euros d'impacts de change défavorables et 1 million d'euros d'effet de périmètre négatif lié à l'acquisition de Invisible Sentinel, réalisée en 2019. Il comprend aussi l'effet défavorable lié à la charge enregistrée au titre des plans de rémunération variable aux États-Unis indexés sur le cours de l'action de bioMérieux (*phantom share plans*) qui s'est établie à 44 millions d'euros contre 35 millions d'euros en 2019. La croissance à taux de change et périmètre constants du résultat opérationnel courant contributif atteint environ 66 %.

- À fin décembre 2020, la marge brute a atteint 1 754 millions d'euros, soit 56,2 % du chiffre d'affaires, en amélioration par rapport aux 54,8 % constatés à fin décembre 2019. L'augmentation du taux de marge brute est principalement due à l'effet favorable de l'évolution du mix produit et à la progression des volumes.
- Les charges commerciales et les frais généraux se sont élevés à 789 millions d'euros, soit 25,3 % du chiffre d'affaires contre 28,0 % l'année précédente. Cette amélioration est principalement due à l'effet de levier opérationnel ainsi qu'à des économies sur les frais de déplacement et de marketing.
- Les frais de R&D se sont établis à 399 millions d'euros, soit 12,8 % du chiffre d'affaires, à comparer à 374 millions d'euros, soit 14,0 % du chiffre d'affaires en 2019. Cette progression d'environ 8 % à taux de change et périmètre constants reflète les développements spécifiques destinés à mettre rapidement sur le marché des tests de diagnostic de la COVID-19, tout en continuant à soutenir les autres programmes de recherche.
- Les autres produits de l'activité ont atteint environ 47 millions d'euros sur l'année, à comparer à 46 millions d'euros en 2019, du fait de l'augmentation de l'activité de R&D et donc du crédit d'impôt et des subventions qui s'y rapportent.

For the twelve months to December 31, 2020, contributive operating income before non-recurring items rose by 58 % year-on-year to €613 million, representing 19.6% of sales. The reported figure includes an unfavorable currency effect of around €30 million and a negative scope effect of €1 million stemming from the acquisition of Invisible Sentinel. The unfavorable impact of expenses recognized in respect of bonus plans in the United States that are indexed to the bioMérieux share price (*phantom share plans*) totaled €44 million in 2020, compared to an expense of €35 million in 2019. On a like-for-like basis, contributive operating income before non-recurring items rose by around 66 % over the year.

- Gross profit for the year stood at €1,754 million, or 56.2 % of sales, up from 54.8 % the year before. The increase in gross margin stemmed primarily from the positive impact of changes in the product mix and growth in volumes.
- Selling, general and administrative expenses amounted to €789 million, or 25.3% of sales, compared with 28.0 % in 2019. The improvement primarily stemmed from operating leverage and the reduction in travel expenses and marketing spend.
- R&D expenses amounted to €399 million, or 12.8 % of sales, compared with €327 million and 14.0 % in 2019. The like-for-like increase of around 8 % reflected the faster pace of development in a commitment to bringing COVID-19 diagnostics to market as quickly as possible.
- Other operating income amounted to around €47 million for the year, up from €46 million in 2019, due to additional R&D efforts and the resulting increase in the related tax credit and subsidies.

Produits et charges opérationnels non courants / Non-recurring income and expenses from operations

Le Groupe a décidé en 2020 de soutenir des actions de solidarité pour un montant total de 42,2 millions d'euros comptabilisés en produits et charges opérationnels non courants. Ce montant se décompose en 22 millions d'euros de mécénat exceptionnel et par la création d'un Fonds de dotation avec un solde initial de 20 millions d'euros.

In 2020, the Group decided to support a variety of solidarity actions, amounting to a total of €42.2 million, which were recognized as non-recurring expenses from operations. The total amount included €22 million in exceptional corporate philanthropy projects and €20 million in initial paid into a new corporate endowment fund (see the Exceptional initiatives section below).

Résultat opérationnel / Operating income

La charge d'amortissement des actifs revalorisés à la date d'acquisition de BioFire a atteint 18 millions d'euros en 2020, stable d'une année sur l'autre. Ainsi, le résultat opérationnel du Groupe a atteint 553 millions d'euros en 2020, en hausse de près de 60 % par rapport aux 371 millions d'euros enregistrés en 2019.

The depreciation/amortization charged against assets valued at the date of acquisition of BioFire amounted to €18 million in 2020, stable year-on-year. As a result, the Group ended the year with operating income of €595 million, up 60 % on the €371 million reported in 2019.

Résultat de l'ensemble consolidé / Net income of consolidated companies

La charge financière nette a représenté 29 millions d'euros en 2020, en légère hausse par rapport à 2019 où elle s'était élevée à 23 millions d'euros. Le coût de l'endettement financier net a représenté 25 millions d'euros en 2020, contre 21 millions d'euros l'année précédente, et les autres produits et charges financiers se sont élevés à 3,5 millions d'euros, à comparer à 2,5 millions d'euros en 2019.

Au 31 décembre 2020, le taux effectif d'impôt (TEI) du Groupe a atteint 23,2 %, à comparer à 22,4 % en 2019, qui avait bénéficié de l'impact positif de nouvelles dispositions fiscales sur la propriété intellectuelle aux États-Unis. En 2020, le taux a été affecté de manière légèrement défavorable par les actions de solidarité exceptionnelles qui ont dépassé le seuil de déductibilité de mécénat en France.

Au total, le résultat net part du Groupe s'est établi en 2020 à 404 millions d'euros, en hausse de 48 % par rapport aux 273 millions d'euros de 2019.

Net financial expense amounted to €29 million over the period, up slightly from the €23 million recorded in 2019. The cost of net debt came to €25 million in 2020 versus €21 million in 2019, and other financial income and expenses totaled €3.5 million, compared to €2.5 million in 2019.

The Group's effective tax rate stood at 23.2 % on December 31, 2020, versus 22.4% in 2019 when it benefited from the preferential tax rate applied to intellectual property in the United States. In 2020, the tax rate was impacted by the exceptional philanthropy projects which exceeded the French deductibility tax threshold.

Net income, Group share amounted to €404 million in 2020, up 48 % from €273 million in 2020.

2.1.2. Trésorerie et financement / Cash management and finance

Génération de trésorerie libre / free cash-flow

L'**EBITDA** a atteint 823 millions d'euros en 2020, soit 26,4 % du chiffre d'affaires, en hausse de 42 % comparé aux 578 millions d'euros de 2019. Cette hausse reflète la progression du résultat opérationnel courant contributif et des dotations aux amortissements et provisions d'exploitation.

Les décaissements d'impôt ont représenté 116 millions d'euros, en hausse par rapport aux 82 millions d'euros versés l'année précédente, essentiellement du fait de la croissance des résultats.

Au cours de l'année 2020, le **besoin en fonds de roulement** a augmenté de 86 millions d'euros. Cette évolution résulte notamment des éléments suivants :

- le niveau de stock a progressé de 83 millions d'euros en 2020, en ligne avec l'activité ;
- les créances clients ont augmenté de 80 millions d'euros, en lien avec la forte croissance de l'activité, avec un délai de recouvrement resté stable ;
- les dettes fournisseurs ont légèrement augmenté de 5 millions d'euros ;
- les autres éléments du besoin en fonds de roulement s'améliorent de 72 millions d'euros, du fait de l'augmentation des dettes fiscales et sociales, dans un contexte de hausse des rémunérations variables et de l'intéressement.

Les décaissements liés aux investissements ont représenté environ 9 % du chiffre d'affaires, soit 278 millions d'euros au terme de l'année 2020 contre 273 millions d'euros au cours de l'exercice précédent. Parmi les investissements principaux, il convient de mentionner l'accroissement de la capacité de production de BioFire à Salt Lake City.

Dans ce contexte, le **cash-flow libre** a atteint 328 millions d'euros en 2020 contre environ 150 millions d'euros en 2019.

EBITDA came to €823 million, or 26.4 % of sales, up 42% from the €578 million recorded in 2019. The increase reflects growth in contributive operating income before non-recurring items and net additions to depreciation and amortization of operating items and operating provisions.

Income tax paid represented €116 million, an increase from the €82 million paid in 2019, primarily due to stronger results.

Working capital requirement rose by €86 million in 2020. The change was primarily a result of the following factors:

- *inventories rose by €83 million during the period, in line with activity;*
- *trade receivables were up by €80 million, in line with strong growth in sales and stable days sales outstanding;*
- *trade payables increased slightly by €5 million;*
- *other working capital requirement items improved by €72 million, led by the rise in accrued taxes and payroll liabilities following the increase in variable compensation and profit-sharing.*

Capital expenditures represented around 9% of sales or €278 million in 2020, versus €273 million in 2020. One of the main capital expenditures related to a project to increase the BioFire production capacity in Salt Lake City.

In light of the above, free cash flow came in at €328 million in 2020, compared to around €150 million in 2019.

Variation de l'endettement / Change in net debt

Les **acquisitions d'immobilisations financières**, nettes des cessions, se sont élevées à 10 millions d'euros en 2020, principalement liées à des prises de participation minoritaires.

La Société a souscrit en juin 2020 un nouvel emprunt obligataire de 200 millions d'euros, en format Euro PP auprès d'un investisseur européen de premier rang. En octobre 2020, la Société a également remboursé son emprunt obligataire souscrit en 2013 pour 300 millions d'euros.

Ainsi, l'**endettement net** du Groupe au 31 décembre 2020 s'établit à 92 millions d'euros, contre 317 millions d'euros au 31 décembre 2019. Cet endettement net inclut la dette réactualisée au titre des contrats de location pour un montant de 97 millions d'euros (IFRS16).

Purchases of non-current financial assets, net of disposals, amounted to €10 million, primarily linked to the acquisition of non-controlling interests.

In June 2020, the Company issued a new bond loan of €200 million in Euro PP format, with a leading European investor. In October 2020, the company also repaid its bond loan subscribed in 2013 for €300 million.

As a result, consolidated net debt came to €92 million at December 31, 2020, versus €317 million as of December 31, 2019. This net debt includes the discounted liability related to leases amounting to €97 million (IFRS16).

2.2 DIVIDENDE / DIVIDEND

Le Conseil d'administration proposera à l'Assemblée générale du 20 mai 2021 d'approuver un dividende de 0,62 euro par action, pour un montant total de 73 millions d'euros.

The Board of Directors will recommend that shareholders at the Annual Meeting on May 20, 2021 approve a dividend of €0.62 per share for a total of €73 million.

3 EVENEMENTS RECENTS ET PERSPECTIVES D'AVENIR / SUBSEQUENT EVENTS AND PERSPECTIVES

3.1 EVENEMENTS RECENTS / SUBSEQUENT EVENTS

Lancement d'un nouveau plan mondial d'actionnariat pour les salariés : My Share 2021 / New MyShare 2021 worldwide employee share ownership plan launched

A partir du 5 mai 2021, les collaborateurs de bioMérieux pourront acquérir des actions bioMérieux (directement ou indirectement pour les employés français) avec des mécanismes de décote et d'abondement. Le lancement de ce plan d'actionnariat salarial permettra une nouvelle fois aux collaborateurs de participer au succès de la Société. Ce plan a été approuvé par le Conseil d'administration du 17 décembre 2020, il est accessible à tous les collaborateurs des pays où ce type d'opération est autorisé par le droit local. La période de souscription sera effective entre les 5 et 25 mai, le règlement et la livraison s'effectueront dans les semaines qui suivront la période de souscription, selon les lois et droit applicables.

As of May 5, 2021, bioMérieux employees will be able to purchase shares of bioMérieux stock (directly or indirectly in the case of French employees) at a discount and with a matching employer contribution. The new plan will once again offer employees an opportunity to take part in the Company's success. The plan was approved by the Board of Directors on December 17, 2020 and is open to any employee in countries where such plans are authorized by local legislation. The subscription period will run from May 5 to May 25, with settlement and delivery in the following weeks, in accordance with applicable laws and regulations.

Transformation de la Société en Société Européenne / Converting the Company into a Societas Europaea

Le Conseil d'administration de bioMérieux envisage de proposer la transformation de la Société en société européenne (« Societas Europaea »), à la prochaine Assemblée générale de la Société qui se tiendra le 20 mai 2021. bioMérieux a, dans cette perspective, initié une procédure d'information-consultation auprès des institutions représentatives du personnel compétentes. Ce projet de transformation permettrait de traduire l'ancrage européen du Groupe dans sa forme juridique, sans affecter la cotation de bioMérieux, son fonctionnement, la localisation de son siège social ou sa gouvernance. Fondé en 1963, le groupe bioMérieux a en effet entamé son développement international en Europe dès les années 1970, en s'implantant en Belgique et en Allemagne, puis, dans les années 1980, en Espagne et en Italie. À ce jour, le groupe bioMérieux est présent dans 22 pays européens, où il emploie 42 % de ses effectifs totaux, et réalise environ 30 % de son chiffre d'affaires total.

The Board of Directors is considering to propose a change in the Company's legal status to a Societas Europaea (European limited company), for shareholders' approval at the next Annual General Meeting, to be held on May 20, 2021. In preparation, an information-consultation procedure has been initiated with the appropriate employee representative bodies. The proposed conversion would align the Group's form of incorporation with its European roots and identity, without affecting its stock listing, operations, the location of its registered office or its governance. Founded in 1963, the bioMérieux Group began its international expansion in Europe in the 1970s by setting up operations in Belgium and Germany, followed by Spain and Italy in the 1980s. Today, the Group is present in 22 European countries, which are home to 42 % of its total workforce and account for approximately 30 % of its consolidated sales.

Lancement du test NEPHROCHECK® sur VIDAS / NEPHROCHECK® test launched on VIDAS®

Le 3 février 2021, la Société a annoncé le lancement de ce test innovant, capable de détecter le stress rénal chez les patients présentant un risque d'insuffisance rénale aiguë (IRA) avant que des lésions rénales ne soient avérées, alors qu'une intervention adaptée peut encore faire la différence. Il s'utilise conjointement avec l'évaluation clinique, comme une aide à l'évaluation des risques d'insuffisance rénale aiguë modérée ou sévère chez les patients gravement malades. Grâce à cette information précoce, les médecins peuvent soit exclure le stress rénal avec confiance, soit mettre en œuvre des mesures de protection des reins. Ce test a reçu le marquage CE en décembre 2020.

This innovative test can detect kidney stress in patients at risk of acute kidney injury (AKI) prior to actual damage, when a timely intervention can still make a difference. It is used in conjunction with clinical evaluation as an aid to support the risk assessment of moderate or severe AKI in acutely ill patients. With this early information, clinicians can either rule out kidney stress with confidence, or implement a series of protective measures for the kidneys. The test was CE-marked in December 2020.

3.2 PERSPECTIVES D'AVENIR / 2020 OBJECTIVES

Dans un contexte où l'incertitude prédomine toujours, la croissance annuelle des ventes devrait s'établir entre 5 et 8 % à taux de change et périmètre constants, avec une croissance solide au premier semestre 2021 qui devrait être similaire à la tendance du quatrième trimestre 2020.

Compte tenu de la croissance organique visée, bioMérieux devrait maintenir son résultat opérationnel courant contributif au même niveau que celui de 2020.

In a business environment that remains uncertain, bioMérieux expects organic sales growth in 2021 between 5% and 8% at constant exchange rates and scope of consolidation. Growth in the first half of 2021 should remain steady, on a par with the trend of Q4 2020.

In light of this organic growth target, bioMérieux should deliver contributive operating income before nonrecurring items on a par with 2020.

4 FILIALES ET PARTICIPATIONS / SUBSIDIARIES AND EQUITY INVESTMENTS

Nouvelles filiales / New subsidiaries

Au cours de l'année 2020, bioMérieux a créé une nouvelle filiale en Egypte, bioMérieux Egypt Distribution Co.

In 2020, bioMérieux created a new subsidiary in Egypt, bioMérieux Egypt Distribution Co.

Prises et cessions de participations au cours de l'exercice 2020 / Equity investments taken and disposed of during the 2020 financial year

La Société a pris des participations dans la société Accellix et le fonds Pertinence Invest.

Les filiales de bioMérieux, AES Canada Inc. (États-Unis) et Yan Set Development (Chine), ont été liquidées. ABG Stella Inc. (États-Unis) et Bacterial Barcodes Inc. (États-Unis) ont fusionné avec bioMérieux Inc. (États-Unis). Hyglos GmbH et Hyglos Invest ont fusionné avec bioMérieux Deutschland GmbH.

The company has investments in Accellix and the Pertinence Invest fund.

bioMérieux subsidiaries AES Canada Inc. (United States) and Yan Set Development (China) were liquidated. ABG Stella Inc. (United States) and Bacterial Barcodes Inc. (United States) merged with bioMérieux Inc. (United States). Hyglos GmbH and Hyglos Invest merged with bioMérieux Deutschland GmbH.

Succursales et bureaux de représentation / Branches and representative offices

bioMérieux ne détient aucune succursale directement. Elle n'a pas ouvert, en 2020, de nouveau bureau de représentation. bioMérieux détient des bureaux de représentation en Égypte, Arabie Saoudite et aux Philippines.

bioMérieux does not hold any subsidiaries directly. It did not open any new branch offices in 2020. bioMérieux has branch offices in Egypt, Saudi Arabia, and the Philippines.

5 ELEMENTS FINANCIERS / FINANCIAL DATAS

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE / CONSOLIDATED INCOME STATEMENT

| En millions d'euros (<i>In million of euros</i>) | Notes | 12/31/2020 | 12/31/2020 retraités <i>restated^(b)</i> |
|--|-----------|-----------------|--|
| REVENUS / REVENUES | | 3 118,2 | 2 674,8 |
| Coût des ventes / <i>Cost of sales</i> | | -1 364,5 | -1 208,2 |
| MARGE BRUTE / GROSS PROFIT | | 1 753,7 | 1 466,6 |
| AUTRES PODUITS ET CHARGES DE L'ACTIVITE / OTHER OPERATING INCOME AND EXPENSES | 19 | 46,9 | 45,9 |
| Charges commerciales / <i>Selling and marketing expenses</i> | | -589,3 | -567,6 |
| Frais généraux / <i>General and administrative expenses</i> | | -200,0 | -182,2 |
| Recherche et Développement / <i>Research and development expenses</i> | | -398,8 | -374,3 |
| TOTAL FRAIS OPERATIONNELS / TOTAL OPERATING EXPENSES | | -1 188,1 | -1 124,1 |
| RESULTAT OPERATIONNEL COURANT CONTRIBUTIF / CONTRIBUTIVE OPERATING INCOME BEFORE NON-RECURRING ITEMS | | 612,5 | 388,5 |
| Amortissement des actifs liés à l'acquisition de BioFire / <i>BioFire acquisition's fees and depreciation costs ^(a)</i> | 23 | -17,5 | -17,9 |
| RÉSULTAT OPERATIONNEL COURANT / OPERATING INCOME BEFORE NON-RECURRING ITEMS | | 595,1 | 370,7 |
| Autres produits et charges opérationnels non courants / <i>Other non-recurring income (expenses)</i> | 24 | -42,2 | 0,0 |
| RESULTAT OPERATIONNEL / OPERATING INCOME | | 552,8 | 370,7 |
| Coût de l'endettement financier net / <i>Cost of net financial debt</i> | 22.2 | -25,0 | -20,6 |
| Autres produits et charges financiers / <i>Other financial income and expenses, net</i> | 22.3 | -3,5 | -2,5 |
| Impôts sur les résultats / <i>Income tax</i> | 25 | -121,5 | -77,8 |
| Entreprises associées / <i>Share in earnings (losses) of equity-accounted companies</i> | | -0,2 | 0,0 |
| RESULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ / NET INCOME OF CONSOLIDATED COMPANIES | | 402,7 | 269,7 |
| Part des minoritaires / <i>Non-controlling interests</i> | | -1,7 | -3,1 |
| PART DU GROUPE / ATTRIBUTABLE TO OWNERS OF THE PARENT | | 404,4 | 272,8 |
| Résultat net de base par action / <i>Basic earnings per share</i> | | 3,42 € | 2,31 € |
| Résultat net dilué par action / <i>Diluted earnings per share</i> | | 3,41 € | 2,30 € |

(a) Afin d'améliorer la lecture du résultat opérationnel et compte tenu de la taille significative de BioFire, les amortissements des actifs acquis valorisés dans le cadre de l'allocation du prix d'achat sont présentés sur une ligne séparée du résultat opérationnel courant. *In order to improve the understanding of operating income and in view of BioFire's size, the amortization of the assets acquired and valued during the purchase price allocation, are presented on a separate line of operating income before non-recurring items.*

RESULTAT GLOBAL / COMPREHENSIVE INCOME

| En millions d'euros (<i>In million of euros</i>) | Notes | 31/12/2020 | 31/12/2019 retraité / restated ^(d) |
|---|-------|---------------|--|
| Résultat de l'ensemble consolidé / Net income of consolidated companies | | 402,7 | 269,7 |
| Éléments recyclables en résultat / Items to be reclassified to income | | -155,5 | 19,5 |
| Variation de la juste valeur des instruments financiers de couverture / <i>Fair value gains (losses) on financial hedging instruments</i> | (a) | -0,4 | -1,2 |
| Effet d'impôt / <i>Tax effect</i> | | 0,2 | 0,3 |
| Variation de la réserve de conversion / <i>Movements in cumulative translation adjustments</i> | (b) | -155,3 | 20,3 |
| Éléments non recyclables en résultat / Items not to be reclassified to income | | 4,3 | -2,5 |
| Variation de la juste valeur des actifs financiers / <i>Fair value gains (losses) on financial assets</i> | (c) | -1,0 | 16,4 |
| Effet d'impôt / <i>Tax effects</i> | | 0,1 | -0,6 |
| Réévaluation des avantages au personnel / <i>Remeasurement of employee benefits</i> | (d) | 6,5 | -24,0 |
| Effet d'impôt / <i>Tax effects</i> | | -1,4 | 5,8 |
| TOTAL DES AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL / TOTAL OTHER COMPREHENSIVE INCOME | | -151,2 | 17,0 |
| RÉSULTAT GLOBAL / TOTAL COMPREHENSIVE INCOME | | 251,4 | 286,7 |
| Part des minoritaires / <i>Non-controlling interests</i> | | -2,6 | -2,6 |
| PART DU GROUPE / ATTRIBUTABLE TO OWNERS OF THE PARENT | | 254,0 | 289,3 |

(a) Variation de la part efficace des instruments financiers de couverture / *Change in the effective share of financial hedging instruments.*

(b) La variation des écarts de conversion en 2020 est essentiellement liée à la dépréciation de l'euro face aux autres devises et notamment le dollar / *The change in translation differences in 2020 is mainly related to the increase in the euro rate against other currencies and in particular the dollar.*

(c) Les variations de la juste valeur des actifs financiers concernent les titres non consolidés pour lesquels le Groupe a opté pour une variation de la juste valeur en autres éléments du résultat global non recyclables en résultat. / *Changes in the fair value of financial instruments concern shares in non-consolidated companies for which the Group has opted for a change in the fair value in other comprehensive income not recyclable in profit and loss.*

(d) Cf. note 15.3.

Bilan consolidé / Consolidated balance sheet
Actifs / Assets

| En millions d'euros (<i>In millions euros</i>) | Notes | 31/12/2020 | 31/12/2019 retraité / restated |
|--|-----------|----------------|-----------------------------------|
| Immobilisations incorporelles / <i>Intangible assets</i> | 4 | 430,7 | 508,4 |
| Écarts d'acquisition / <i>Goodwill</i> | 5 | 629,4 | 652,5 |
| Immobilisations corporelles / <i>Property, plant and equipment</i> | 6.1 | 939,0 | 894,7 |
| Actifs au titre des droits d'utilisation / <i>Right-of-use assets</i> | 6.2 | 129,6 | 130,5 |
| Actifs financiers non courants / <i>Non-current financial assets</i> | 7 | 50,6 | 41,9 |
| Participations dans les entreprises associées / <i>Net income for the period – Investments in associates</i> | | 0,0 | 0,2 |
| Autres actifs non courants / <i>Other non-current assets</i> | | 14,3 | 16,1 |
| Impôt différé actif / <i>Deferred tax assets</i> | 25.3 | 72,6 | 99,0 |
| ACTIFS NON COURANTS / NON-CURRENT ASSETS | | 2 266,3 | 2 343,5 |
| Stocks et en-cours / <i>Inventories and work-in progress</i> | 8 | 541,9 | 494,7 |
| Créances clients et actifs liés aux contrats clients / <i>Trade receivables and assets related to contracts with customers</i> | 9 | 597,9 | 552,1 |
| Autres créances d'exploitation / <i>Other operating receivables</i> | 11 | 82,2 | 61,1 |
| Créance d'impôt exigible / <i>Current tax receivables</i> | 11 | 42,3 | 42,3 |
| Créances hors exploitation / <i>Non-operating receivables</i> | 11 | 8,0 | 13,3 |
| Disponibilités et équivalents de trésorerie / <i>Cash and cash equivalents</i> | 12 | 389,2 | 275,0 |
| ACTIFS COURANTS / CURRENT ASSETS | | 1 661,6 | 1 438,5 |
| ACTIFS DESTINES A ETRE CEDES / ASSETS HELD FOR SALE | 13 | 0,0 | 0,0 |
| TOTAL ACTIF / TOTAL ASSETS | | 3 927,8 | 3 781,9 |

Passif / Shareholders' equity and liabilities

| En millions d'euros (<i>in millions of euros</i>) | Notes | 31/12/2020 | 31/12/2019 retraité |
|--|-----------|----------------|------------------------|
| ▪ Capital / <i>Share capital</i> | 14 | 12,0 | 12,0 |
| ▪ Primes et Réserves / <i>Additional paid-in capital and reserves</i> | 14 | 2 014,8 | 1 919,1 |
| ▪ Résultat de l'exercice / <i>Attributable net income for the period</i> | | 404,4 | 272,8 |
| CAPITAUX PROPRES GROUPE / EQUITY ATTRIBUTABLE TO OWNERS OF THE PARENT | | 2 431,1 | 2 203,9 |
| INTERETS MINORITAIRES / NON-CONTROLLING INTERESTS | | 50,2 | 50,7 |
| CAPITAUX PROPRES DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE / TOTAL EQUITY | | 2 481,3 | 2 254,6 |
| ▪ Emprunts & dettes financières long terme / <i>Long-term borrowings and debt</i> | 16 | 352,4 | 153,7 |
| ▪ Impôt différé passif / <i>Deferred tax shareholders' equity and liability</i> | 25.3 | 105,8 | 141,2 |
| ▪ Provisions / <i>Impairment</i> | 15 | 64,4 | 62,3 |
| PASSIFS NON COURANTS / NON-CURRENT LIABILITIES | | 522,7 | 357,2 |
| ▪ Emprunts & dettes financières court terme / <i>Short-term borrowings and debt</i> | 16 | 128,9 | 438,6 |
| ▪ Provisions / <i>Impairment</i> | 15 | 51,4 | 47,0 |
| ▪ Fournisseurs et comptes rattachés / <i>Trade payables</i> | 17 | 207,1 | 211,9 |
| ▪ Autres dettes d'exploitation / <i>Other operating payables</i> | 17 | 451,7 | 381,1 |
| ▪ Dette d'impôt exigible / <i>Current tax payables</i> | 17 | 44,3 | 32,3 |
| ▪ Dettes hors exploitation / <i>Non-operating payables</i> | 17 | 40,5 | 59,3 |
| PASSIFS COURANTS / CURRENT LIABILITIES | | 923,8 | 1 170,1 |
| PASSIFS RELATIFS A DES ACTIFS DESTINES A ETRE CEDES / LIABILITIES RELATED TO ASSETS HELD FOR SALE | 13 | 0,0 | 0,0 |
| TOTAL PASSIF / TOTAL SHAREHOLDERS' EQUITY AND LIABILITIES | | 3 927,8 | 3 781,9 |

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES / CONSOLIDATED CASH FLOW STATEMENT

| <i>En millions d'euros (in millions euros)</i> | Notes | 31/12/2020 | 31/12/2019 retraité / restated |
|---|-------------|---------------|-----------------------------------|
| Résultat net de l'ensemble consolidé / Net income of consolidated companies | | 402,7 | 269,7 |
| ▪ Participations dans les entreprises associées / <i>Investments in associates</i> | | 0,2 | 0,0 |
| ▪ Coût de l'endettement financier net / <i>Cost of net financial debt</i> | | 25,0 | 20,6 |
| ▪ Autres produits et charges financiers / <i>other financial income and expenses, net</i> | | 3,5 | 2,5 |
| ▪ Charge d'impôt / <i>Income tax expense</i> | | 121,5 | 77,8 |
| ▪ Dotation nette aux amortissements d'exploitation - provisions non courantes / <i>Net additions to operational depreciation - non-current provisions</i> | | 210,8 | 189,5 |
| ▪ Produits et charges non courants et amortissements du prix d'acquisition de BioFire / <i>Non-recurring income and expenditure and acquisition fees and depreciation costs for the acquisition of BioFire</i> | | 59,7 | 17,8 |
| EBITDA (avant produits et charges non récurrents/ before non-recurring items) | 16.1 | 823,5 | 577,9 |
| Autres produits et charges opérationnels non courants (hors DAP exceptionnels, plus et moins values sur cessions d'immobilisations)/ <i>Other non-recurring income (expenses) (excluding non-recurring provisions for impairment and capital gains and losses on disposals of fixed assets)</i> | | -42,3 | -0,1 |
| Autres produits et charges financiers (hors provisions et cessions d'immobilisations financières)/ <i>Other financial income and expenses, net (excluding provisions and disposals of non-current financial assets)</i> | | -3,6 | -2,0 |
| Dotations nettes aux provisions d'exploitation pour risques et charges / <i>Net additions to operating provisions for contingencies and losses</i> | | 16,3 | -6,8 |
| Variation de la juste valeur des instruments financiers / <i>Fair value gains (losses) on financial instruments</i> | | 0,6 | -1,4 |
| Rémunérations en actions / <i>Share-based payment</i> | | 9,9 | 9,4 |
| Élimination des autres charges et produits sans impact sur la trésorerie ou non liés à l'activité / Elimination of other non-cash/non-operating income and expenses | | -19,1 | -0,9 |
| Variation des stocks / <i>Change in inventories</i> | | -82,9 | -71,0 |
| Variation des créances clients / <i>Change in trade receivables</i> | | -80,4 | -57,3 |
| Variation des dettes fournisseurs / <i>Change in trade payables</i> | | 4,7 | 32,9 |
| Variation des autres BFRE / <i>Change in other operating working capital</i> | | 72,4 | 26,0 |
| Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation / Change in operating working capital requirement ^(a) | | -86,2 | -69,4 |
| Autres besoins en fonds de roulement hors exploitation / <i>Other non-operating working capital</i> | | 5,0 | 2,1 |
| Variation des autres actifs et passifs non courants non financiers / <i>Change in non-current non-financial assets and liabilities</i> | | 0,5 | 0,4 |
| Variation du besoin en fonds de roulement / Change in working capital requirement | | -80,7 | -66,9 |
| Versement d'impôt / Income tax paid | | -115,9 | -81,6 |
| Coût de l'endettement financier net / Cost of net financial debt | 22.2 | -25,0 | -20,6 |
| FLUX LIÉS À L'ACTIVITÉ / NET CASH FROM OPERATING ACTIVITIES | | 582,8 | 407,9 |
| Décassements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles / <i>Purchases of property, plant and equipment and intangible assets</i> | | -277,5 | -272,5 |
| Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles / <i>Proceeds from disposals of property, plant and equipment and intangible assets</i> | | 24,7 | 17,1 |
| Encaissements liés aux autres immobilisations financières / <i>Proceeds from other non-current financial assets</i> | | -2,3 | -2,4 |
| CASH FLOW LIBRE / FREE CASH FLOW ^(b) | | 327,7 | 150,1 |
| Décassements/encaissements liés aux prises de participation minoritaire / <i>Disbursement/collection related to taking non-controlling interests</i> | | -6,3 | 48,4 |
| Incidence des variations de périmètre / <i>Impact of changes in Group structure</i> | | -3,8 | -72,8 |
| FLUX LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT / NET CASH USED IN INVESTING ACTIVITIES | | -265,2 | -282,2 |
| Augmentation de capital souscrite par les intérêts minoritaires / <i>Capital increase subscribed by minority interests</i> | | 1,6 | 0,0 |
| Rachats et ventes d'actions propres / <i>Purchases and sales of treasury shares</i> | | -18,4 | 0,0 |
| Distributions de dividendes aux actionnaires / <i>Dividends paid to owners</i> | | -22,5 | -41,3 |
| Flux provenant des nouveaux emprunts / <i>Cash flow from new borrowings</i> | | 292,0 | 0,0 |
| Flux provenant des remboursements d'emprunts / <i>Cash flow from loan repayments</i> | | -426,5 | -69,2 |
| Variation d'intérêts sans prise ni perte de contrôle / <i>Change in interests without gain or loss of controlling interest</i> | | -2,4 | -23,5 |
| FLUX LIÉS AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT / NET CASH USED IN FINANCING ACTIVITIES | | -176,2 | -133,9 |
| VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE / NET CHANGE IN CASH AND CASH EQUIVALENTS | | 141,4 | -8,2 |
| TRESORERIE NETTE À L'OUVERTURE / NET CASH AND CASH EQUIVALENT AT BEGINNING OF YEAR | | 264,0 | 278,2 |
| Incidence des fluctuations de change sur la trésorerie nette et équivalents de trésorerie / <i>Impact of currency changes on net cash and cash equivalent</i> | | -34,1 | -6,1 |
| TRESORERIE NETTE À LA CLOTURE / NET CASH AND CASH EQUIVALENT AT END OF YEAR | | 371,3 | 264,0 |

(a) Y compris dotations (reprises) des provisions courante / Including additions to and reversals of current provisions.

(b) Le cash flow libre disponible est défini comme le flux de trésorerie provenant de l'exploitation plus le flux de trésorerie provenant de l'investissement hors trésorerie nette provenant des acquisitions et cessions de filiales / Corresponds to the sum of cash flows related to the activity and those related to investments excluding the impact of changes in the scope of consolidation. It also includes cash flows on treasury shares and those relative to the cost of debt.

DEMANDE D'ENVOI DE DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES

ADDITIONAL DOCUMENTS REQUEST

A retourner à bioMérieux – à l'adresse électronique suivante investor.relations@biomerieux.com ou à l'adresse postale suivante : bioMérieux – Direction Juridique – 376, chemin de l'Orme – 69280 Marcy-l'Etoile.

To be sent to bioMérieux – at the following electronic address investor.relations@biomerieux.com or at the following postal address : bioMérieux – Direction Juridique – 376, chemin de l'Orme – 69280 Marcy-l'Etoile.

Je soussigné (e) / I, undersigned :

NOM ET PRENOM / NAME AND SURNAME

ADRESSE COURRIER / POSTAL ADDRESS

ADRESSE E-MAIL/ EMAIL ADDRESS

Propriétaire de / Owner of _____ action(s) sous la forme / shares :

- nominative / registered shares,

- au porteur / bearer shares , inscrites en compte chez⁽¹⁾ / held in account at⁽¹⁾ _____

demande à la Société bioMérieux, de lui faire parvenir, en vue de l'Assemblée générale mixte du 20 mai 2021, les documents visés par l'article R 225-83 du Code de commerce / requests bioMérieux to send, documents mentioned in Article R.225-83 of the French Code de commerce for the next General Meeting on May 20th, 2021.

Date :

Signature :

NOTA : En vertu de l'article R 225-83 du Code de commerce, les actionnaires titulaires de titres nominatifs peuvent, par une demande unique, obtenir de la Société l'envoi des documents visés audit article, à l'occasion de chacune des Assemblées d'actionnaires ultérieures. / By application of Article R. 225-83 of the French Code de commerce, the shareholders of registered shares may, by simple request, obtain from the company, the sending of documents stated at such Article, for any General Meeting.

(1) indication de la banque, de l'établissement financier ou du courtier en ligne, etc. teneur de compte (le demandeur doit justifier de sa qualité d'actionnaire par l'envoi d'une attestation de détention constatant l'enregistrement de ses titres) / information of the bank, financial establishment or broker which hold the account (the requester shall justify his quality of shareholder by sending a certificate of registration of his shares).

